



PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

*Edition n° 51 du 3 décembre 2010*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

[www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr)

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 6 décembre 2010

## SOMMAIRE

<b>ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES .....</b>	<b>1249</b>
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>1249</b>
<b>MISSION ECONOMIQUE.....</b>	<b>1249</b>
Extrait de décision du 18 novembre 2010 de la Commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle .....	1249
<b>DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES .....</b>	<b>1249</b>
Bureau des réglementations .....	1249
Extrait de l'arrêté du 24 novembre 2010 portant habilitation dans le domaine funéraire à BRIEY.....	1249
Extrait de l'arrêté du 24 novembre 2010 portant habilitation dans le domaine funéraire à SAULXURES-LES-NANCY .....	1249
Extrait de l'arrêté du 24 novembre 2010 portant habilitation dans le domaine funéraire à VANDOEUVRE .....	1250
Centre de récupération de points - Agrément n° 54-11 - Extrait de l'arrêté modificatif du 25 novembre 2010 .....	1250
Extrait de l'arrêté du 26 novembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à JARVILLE LA MALGRANGE - Dossier n° 2010/0123.....	1250
Extrait de l'arrêté du 30 novembre 2010 portant autorisation de l'exercice d'activités de recherches privées - Autorisation préfectorale n° 10/54 .....	1251
<b>DIRECTION DE L'ACTION LOCALE .....</b>	<b>1252</b>
Bureau des procédures environnementales.....	1252
Extrait de l'arrêté du 23 novembre 2010 portant modification de la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques. ....	1252
Extrait de l'arrêté du 30 novembre 2010 portant prorogation de la déclaration d'utilité publique pour la réalisation de voies ou d'aires communales à ROSIERES AUX SALINES .....	1252
<b>DIRECTION DE L'ACTION LOCALE – DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES .....</b>	<b>1252</b>
Bureau des procédures environnementales – Service environnement, eau, biodiversité .....	1252
Extrait de l'arrêté n° 54-2006-00019 du 23 novembre 2010 portant prise en compte de l'antériorité au titre de l'article L.214-6 II du code de l'environnement et renouvellement de l'autorisation accordée le 16 décembre 1977 au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement concernant un plan d'eau au lieu dit « A la grande haye » parcelle ZO 2 sur la commune de EINVILLE-AU-JARD.....	1252
Extrait de l'arrêté n° 54-2008-00181 du 18 novembre 2010 portant prise en compte de l'antériorité au titre de l'article L. 214-6 II du code de l'environnement et renouvellement de l'autorisation accordée par arrêté préfectoral en date du 15 février 1979 au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement concernant les plans d'eau dits "Etangs du Breuil" sur la commune de LES BAROCHES.....	1255
<b>DIRECTION DE L'ACTION LOCALE – AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE .....</b>	<b>1257</b>
Bureau des procédures environnementales – Délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle .....	1257
Extrait de l'arrêté du 17 novembre 2010 portant 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par captage des sources du Lavoir et de Saussothe, sur et par la commune de VAUDEMONT b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.....	1257
Extrait de l'arrêté du 17 novembre 2010 portant 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par pompage dans le forage communal, sur et par la commune de Saint-Clément b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine .....	1260
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>1262</b>
<b>AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....</b>	<b>1262</b>
Direction de la stratégie .....	1262
Extrait de l'arrêté N° 2010-391 en date du 25 novembre 2010 définissant les territoires de santé de la région Lorraine .....	1262
Service produits de santé et de la biologie.....	1262
Extrait de l'arrêté N° 2010-321 du 30 septembre 2010 portant autorisation de fonctionnement d'un laboratoire de biologie médicale multi-sites sis 18 avenue Leclerc de Hauteclouque à METZ (57000) – Autorisation N° 57-17 - N° FINESS Entité Juridique : 57 002 519 7 .....	1262
Extrait de l'arrêté N° 2010-341 du 4 novembre 2010 portant abrogation de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale Crehange sis 4 bis rue de la Liberté à PIENNES (54490) - Autorisation N° 54-32.....	1263
Extrait de l'arrêté N° 2010-356 du 15 novembre 2010 portant rejet d'une demande de licence de transfert d'une officine de pharmacie.....	1264
Extrait de l'arrêté N° 2010-364 du 17 novembre 2010 portant modification de fonctionnement du Laboratoire de Biologie Médicale LEGUIL-LEBEL sis 85 rue de Pont à Mousson à MONTIGNY LES METZ (57950) - Autorisation N°57-74 .....	1264
Extrait de l'arrêté N° 2010-365 du 17 novembre 2010 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libérale à responsabilité limitée SELARL « Laboratoire LAURENT » sise 18 place Foch à REMILLY (57580) - Enregistrée sous le N° 08 .....	1265
Extrait de l'arrêté N° 2010-368 du 19 novembre 2010 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale du centre de médecine préventive sis 2 rue du Doyen Jacques Parisot à VANDOEUVRE LES NANCY (54500) - Autorisation N° 54-45 .....	1266
Département de l'accès à la santé.....	1266
Extrait de l'arrêté N° 2010-16 du 23 novembre 2010 portant agrément n° 177 de l'entreprise de transports sanitaires - MANCIEULLES AMBULANCES - 16 bis rue Koenig - 54790 MANCIEULLES .....	1266
Extrait de l'arrêté N° 2010-17 du 26 novembre 2010 portant modification de l'agrément n° 172 de l'entreprise de transports sanitaires AMBULANCE CORINNE TOUL, 126 Chemin de la Champagne - 54200 TOUL.....	1267
Département des établissements de santé .....	1267
Extrait de l'arrêté n° 394/2010 en date du 29 novembre 2010 portant approbation de la convention constitutive et du 1 <sup>er</sup> avenant du G.C.S BONSECOURS.....	1267
Délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle .....	1268
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N°199/2010 du 19 novembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2010 - N° FINESS Entité juridique 540 000 031 - N° FINESS Etablissement 540 000 015.....	1268
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 200/2010 du 19 novembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2010 - N° FINESS Entité juridique 540 000 080 - N° FINESS Etablissement 540 000 155 .....	1268
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 201/2010 du 19 novembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2010 - N° FINESS Entité juridique 540 000 106 - N° FINESS Etablissement 540 000 296 .....	1268
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 202/2010 du 19 novembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à La Maison hospitalière SAINT-CHARLES, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2010 - N° FINESS Entité juridique 540 000 122 - N° FINESS Etablissement 540 000 395 .....	1269
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 203/2010 du 19 novembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT-BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2010 - N° FINESS Entité juridique 540 006 707 - N° FINESS Etablissement 540 000 668.....	1269
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 204/2010 du 19 novembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2010 - N° FINESS Entité juridique 540 002 078 - N° FINESS Etablissement 540 001 138.....	1269
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 205/2010 du 19 novembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2010 - N° FINESS Entité juridique 540 003 019 - N° FINESS Etablissement 540 001 286 .....	1270
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 206/2010 du 19 novembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2010 - N° FINESS Entité juridique 540 014 081 - N° FINESS Etablissement 540 000 072 .....	1270
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 207/2010 du 19 novembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2010 - N° FINESS Entité juridique 540 020 112 - N° FINESS Etablissement 540 001 163.....	1270

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 208/2010 du 19 novembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2010 - N° FINESS Entité juridique 540 000 049 - N° FINESS Etablissement 540 000 023 ...	1270
<b>DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE –</b>	
<b>UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>1271</b>
Extrait de l'arrêté N° 07714/2010 du 23 novembre 2010 accordant la qualité de SCIC à la SARL VET ETHIC à SEICHAMPS. ....	1271
Extrait de l'arrêté N° 100/11/2010 du 29 novembre 2010 accordant la qualité de Société Coopérative Ouvrière de Production à la SARL 3B Architecture à NANCY.....	1271
Extrait de l'arrêté N° 101/11/2010 du 30 novembre 2010 accordant la qualité de Société Coopérative Ouvrière de Production à la SARL API EVOLUTION à NANCY .....	1271
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE .....</b>	<b>1272</b>
Service solidarité insertion.....	1272
Extrait de l'arrêté n° 728/54/10 du 27 octobre 2010 autorisant l'ouverture d'un service mandataire judiciaire à la protection des majeurs par l'association Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux .....	1272
Extrait de l'arrêté n° 729/54/10 du 27 octobre 2010 autorisant l'ouverture d'un service mandataire judiciaire à la protection des majeurs par l'Union Départementale Mutualiste.....	1272
Extrait de l'arrêté n° 730/54/10 du 27 octobre 2010 autorisant l'ouverture d'un service mandataire judiciaire à la protection des majeurs par l'Union Départementale des Associations Familiales .....	1273
Extrait de l'arrêté n° 731/54/10 du 27 octobre 2010 autorisant l'ouverture d'un service d'aide à la gestion du budget familial par l'Union Départementale des Associations Familiales .....	1274
Extrait de l'arrêté N° 11 du 18 novembre 2010 fixant pour l'année 2010 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile géré par l'association Accueil et Réinsertion Sociale (A.R.S.) .....	1274
Extrait de l'arrêté N° 12 du 18 novembre 2010 fixant pour l'année 2010 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Essey-les-Nancy géré par la S.E.M. ADOMA .....	1275
Extrait de l'arrêté N° 13 du 18 novembre 2010 fixant pour l'année 2010 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Herseange géré par la S.E.M. ADOMA .....	1275
Extrait de l'arrêté N° 14 du 18 novembre 2010 fixant pour l'année 2010 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Homécourt géré par la S.E.M. ADOMA .....	1275
Extrait de l'arrêté N° 15 du 18 novembre 2010 fixant pour l'année 2010 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile de Pompey géré par la S.E.M. ADOMA.....	1276
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....</b>	<b>1276</b>
Extrait de l'arrêté N°54-2010-00087 du 23 novembre 2010 remplaçant l'arrêté préfectoral en date du 22 juin 2004 fixant des prescriptions dans le cadre des travaux de mise en conformité du système d'assainissement de la commune de BARISEY-AU-PLAIN.....	1276
Extrait de l'arrêté N°54-2010-00088 du 23 novembre 2010 fixant des prescriptions dans le cadre des travaux de mise en conformité du système d'assainissement de la commune de SAULXURES-LES-VANNES.....	1278
Extrait de l'arrêté N°54-2010-00091 du 23 novembre 2010 fixant des prescriptions dans le cadre des travaux de mise en conformité du système d'assainissement de la commune de GIBEAUMEIX.....	1279
Extrait de l'arrêté N°54-2010-00092 du 23 novembre 2010 fixant des prescriptions dans le cadre des travaux de mise en conformité du système d'assainissement du syndicat intercommunal d'assainissement de l'Aroffe sur la commune de VANNES-LE-CHATEL.....	1281
Service agriculture, forêt, chasse .....	1282
Extrait de l'arrêté n° 2010/DDT54/AFC/434, en date du 17 novembre 2010, fixant le stabilisateur départemental des indemnités compensatoires de handicaps naturels au titre de la campagne 2010 .....	1282
Service transports, sécurité.....	1282
Extrait de l'arrêté N° 2010/DDT/TS/046 du 22 novembre 2010 réglementant temporairement la circulation dans le sens de circulation Paris-Strasbourg et Strasbourg-Paris de l'autoroute A4 durant les travaux de dépose d'une ligne haute tension située au PR 289+700 durant la période comprise entre le 22 et 26 novembre 2010 .....	1282
Extrait de l'arrêté N°2010/DDT/TS/047 du 18 novembre 2010 portant autorisation de portée locale relatif à la circulation des véhicules à 44 tonnes pour le transport de certains produits indispensables à l'industrie chimique à titre exceptionnel .....	1283
Service environnement, eau, biodiversité.....	1284
Extrait de l'arrêté DDT-PECHE 2010/009 du 16 novembre 2010 instituant des réserves de pêche en 2011 sur la Meurthe et la Vezouze .....	1284
Service aménagement durable, urbanisme, risques .....	1284
Extrait de l'arrêté de cessibilité N°10 DDT 10 ADUR/AJ du 14 octobre 2010 - Communes de PONT A MOUSSON et de LESMENILS - Aménagement de la RD 910 entre PONT A MOUSSON et LESMENILS .....	1284
Extrait de l'arrêté du 7 mai 2010 d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de MOINEVILLE .....	1285
Extrait de l'arrêté du 22 novembre 2010 d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) - Mouvements de terrain sur le territoire FROUARD .....	1285
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS .....</b>	<b>1285</b>
Extrait de l'arrêté n°10.D.D.P.P.115 du 21 octobre 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Clémence PEYRON à NANCY.....	1285
Extrait de l'arrêté n°10.D.D.P.P.122 du 16 novembre 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Anne-Charlotte TARDIEU à METZ .....	1285
Extrait de l'arrêté n°10.D.D.P.P.123 du 16 novembre 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Sébastien MANISE à GOURAINCOURT .....	1286
Extrait de l'arrêté n°10.D.D.P.P.127 du 29 novembre 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Olivier DODET à BACCARAT .....	1286
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>1286</b>
Extrait de l'arrêté du 22 novembre 2010 modifiant l'arrêté du 19 janvier 1998 modifié portant création d'une régie d'avances.....	1286
Extrait de l'arrêté du 24 novembre 2010 portant déclassement de l'immeuble 9 rue des Tanneries à LONGWY .....	1287
Extrait de l'arrêté du 29 novembre 2010 portant nomination de M. Gilles FLUCK, régisseur d'avances et de recettes.....	1287
<b>DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST .....</b>	<b>1287</b>
Division d'exploitation de Metz.....	1287
Extrait de l'arrêté N° 2010-DIR-Est-M-54-0113 du 19 novembre 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération relatif aux travaux d'entretien sur la couche de roulement de l'échangeur complet de LONGLAVILLE par le CG-54 .....	1287
Extrait de l'arrêté N° 2010-DIR-Est-M-54-0114 du 19 novembre 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération relatif aux travaux de réfection de la couche de roulement d'un dégât au domaine public routier .....	1288
<b>SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST .....</b>	<b>1289</b>
Direction .....	1289
Extrait de l'arrêté du 2 décembre 2010 portant subdélégation de signature de M. Jean ABELE, chef du service de la navigation du nord-est par intérim, relative à l'administration générale .....	1289
Extrait de l'arrêté du 2 décembre 2010 portant subdélégation de signature de M. Jean ABELE, chef du service de la navigation du nord-est par intérim, relative aux avis à la batellerie.....	1290
Extrait de l'arrêté du 2 décembre 2010 portant subdélégation de signature de M. Jean ABELE, chef du service de la navigation du nord-est par intérim, relative à l'ingénierie publique .....	1291
<b>INSPECTION ACADEMIQUE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>1291</b>
Extrait de l'arrêté du 10 octobre 2010 portant renouvellement du conseil départemental de l'éducation nationale dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	1291
<b>AUTRES SERVICES.....</b>	<b>1294</b>
<b>CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY .....</b>	<b>1294</b>
Décision n° 044/10 de délégation de signature du 2 novembre 2010 .....	1294
<b>MATERNITE REGIONALE UNIVERSITAIRE DE NANCY.....</b>	<b>1295</b>
Arrêté du 2 novembre 2010 accordant délégation de signature.....	1295
Arrêté du 2 novembre 2010 accordant délégation de signature à la direction des ressources humaines .....	1295

Arrêté du 2 novembre 2010 accordant délégation de signature aux services financiers.....	1295
Arrêté du 2 novembre 2010 accordant délégation de signature au département d'information médicale.....	1296
Arrêté du 2 novembre 2010 accordant délégation de signature à la pharmacie .....	1296
Arrêté du 2 novembre 2010 accordant délégation de signature à la cellule achats et marchés publics .....	1296
Arrêté du 2 novembre 2010 accordant délégation de signature au service hôtelier.....	1297
Arrêté du 2 novembre 2010 accordant délégation de signature aux services techniques, ateliers, atelier biomédical et services de sécurité.....	1297
Arrêté du 2 novembre 2010 accordant délégation de signature au service entretien .....	1298
Arrêté du 2 novembre 2010 accordant délégation de signature au service informatique .....	1298

**AVIS ET COMMUNICATIONS .....1298**

<b>CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY .....</b>	<b>1298</b>
Service concours et examens .....	1298
Avis de recrutement sans concours en date du 18 novembre 2010 dans le grade d'adjoint administratif hospitalier de 2 <sup>ème</sup> classe.....	1298
Avis de recrutement sans concours en date du 18 novembre 2010 dans le grade d'agent des services hospitaliers qualifié .....	1299
<b>CENTRE HOSPITALIER DE PONT-A-MOUSSON.....</b>	<b>1299</b>
Avis de recrutement sans concours en date du 11 octobre 2010 dans le corps d'adjoint administratif 2 <sup>ème</sup> classe au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON.....	1299

---

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****MISSION ECONOMIQUE****Extrait de décision du 18 novembre 2010 de la Commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle**

Réunie le 18 novembre 2010, la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé à la SAS LESMENILS et la SCI IMMOMENILS, l'autorisation de créer :

- un hypermarché à l'enseigne SUPER U de 3 500 m<sup>2</sup> de surface de vente ;
- une galerie marchande de 500 m<sup>2</sup> de surface de vente ;
- un ensemble commercial de 2 à 5 moyennes et grandes surfaces spécialisées de 11 000 m<sup>2</sup> de surface de vente ; lieu dit « la Louvière – le haut de Fey » - à LESMENILS.

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de LESMENILS.

Nancy, le 18 novembre 2010

Pour le préfet et par délégation,  
La sous-préfète chargée de mission,  
Juliette TRIGNAT

**DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES***Bureau des réglementations***Extrait de l'arrêté du 24 novembre 2010 portant habilitation dans le domaine funéraire à BRIEY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT la demande formulée par Madame DORY née TRENTAROSSY Audrey, gérante de la Marbrerie Dory, 5 rue Robert Schuman 54150 BRIEY.

**ARRETE**

Article 1er – L'entreprise « Marbrerie Dory » est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire l'activité funéraire suivante :

- La fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations.

Article 2 – Le numéro d'habilitation est 2010-54-175.

Article 3 – La durée de la présente habilitation est d'un an.

Article 4 – Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à :

- Madame DORY née TRENTAROSSY Audrey
  - Monsieur le Maire de BRIEY sous-couvert de Monsieur le Sous-Préfet de BRIEY
  - Monsieur le Directeur de l'agence régionale de santé
- et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 24 novembre 2010

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

Voies et délais de recours

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez
- Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de M le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-Direction du conseil juridique et du contentieux – 11, rue des Saussaies 75008 PARIS Cedex 08

En l'absence de réponse administrative dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif – 5, place de la Carrière 54036 NANCY. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date de rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

**Extrait de l'arrêté du 24 novembre 2010 portant habilitation dans le domaine funéraire à SAULXURES-LES-NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT la demande formulée par Madame ICSHENKOF née TRONSON Paulette, pour exercer des prestations de services auprès des entreprises de pompes funèbres sous la forme juridique de l'autoentrepreneur.

**ARRETE**

Article 1er – L'entreprise individuelle de thanapraxie sise 29, rue Louis Blériot 54420 SAULXURES-LES-NANCY exploitée par Madame Paulette ICSHENKOF née TRONSON est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire national l'activité funéraire suivante : Soins de conservation

Article 2 – Le numéro d'habilitation est 97-54-177.

Article 3 – La durée de la présente habilitation est d'un an.

Article 4 – En application de l'article 8 du décret n° 95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire, tout changement dans les indications fournies lors de la demande pour la délivrance de la présente habilitation devra être déclaré à la préfecture dans un délai de deux mois.

Article 5 – Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à :

- Madame Paulette ICSHENKOF née TRONSON
  - Monsieur le Maire de SAULXURES-LES-NANCY
  - Monsieur le Directeur de l'agence régionale de santé
- et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 24 novembre 2010

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

Voies et délais de recours

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez
- Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de M le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-Direction du conseil juridique et du contentieux – 11, rue des Saussaies 75008 PARIS Cedex 08  
En l'absence de réponse administrative dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.
- Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif – 5, place de la Carrière 54036 NANCY. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date de rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

---

**Extrait de l'arrêté du 24 novembre 2010 portant habilitation dans le domaine funéraire à VANDOEUVRE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT la demande formulée par Monsieur Laurent SCHWALLER, gérant de la SARLU « Groupe SC 54 », 11 rue d'Amsterdam Vand'Afaires 54500 VANDOEUVRE.

**ARRETE**

Article 1er – L'entreprise « SARLU Groupe SC 54 » est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- Transport de corps avant mise en bière,
- Transport de corps après mise en bière,
- La fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que les urnes funéraires.

Article 2 – Le numéro d'habilitation est 2010-54-176.

Article 3 – La durée de la présente habilitation est d'un an.

Article 4 – Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à :

- Monsieur Laurent SCHWALLER
- Monsieur le Maire de VANDOEUVRE
- Monsieur le Directeur de l'agence régionale de santé

et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 24 novembre 2010

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

Voies et délais de recours

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez
- Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de M le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-Direction du conseil juridique et du contentieux – 11, rue des Saussaies 75008 PARIS Cedex 08  
En l'absence de réponse administrative dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.
- Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif – 5, place de la Carrière 54036 NANCY. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date de rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

---

**Centre de récupération de points - Agrément n° 54-11 - Extrait de l'arrêté modificatif du 25 novembre 2010**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 19 mai 2006 portant agrément n° 54-11 de la société ACFSR en tant qu'organisme dispensant une formation pour la récupération de points ;

CONSIDÉRANT que le dossier présenté est conforme aux dispositions réglementaires ;

**ARRETE**

Article 1er : L'alinéa 1er de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 19 mai 2006 sus visé est modifié comme suit :

« Les stages auront lieu à l'hôtel CAMPANILE ZA de la porte verte à Essey lès Nancy. »

**LE RESTE SANS CHANGEMENT**

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera transmise à :

- au directeur départemental des territoires (délégué à l'éducation routière),
- Monsieur le maire de ESSEY LES NANCY,
- Monsieur Fabrice NICOLAZO.

Nancy, le 25 novembre 2010

Pour le préfet et par délégation,  
L'adjoite au chef de bureau,  
Sabine CHOIGNOT

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

---

**Extrait de l'arrêté du 26 novembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à JARVILLE LA MALGRANGE - Dossier n° 2010/0123**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé SARL AMC 16 avenue de la Malgrange - 54140 JARVILLE LA MALGRANGE présentée par Monsieur Stéphane GROSIER ;

**AR R E T E**

Article 1er – Monsieur Stéphane GROSIER est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0123**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Stéphane GROSIER.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Stéphane GROSIER, 16 avenue de la Malgrange - 54140 JARVILLE LA MALGRANGE et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de JARVILLE LA MALGRANGE.

Nancy, le 26 novembre 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 30 novembre 2010 portant autorisation de l'exercice d'activités de recherches privées - Autorisation préfectorale n° 10/54**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que M Stéphane RUTON remplit les conditions de nationalité, d'aptitude professionnelle et qu'il n'est pas frappé d'une des incapacités à exercer, mentionnées à l'article 22 de la loi 83-629 du 12 juillet 1983 modifiée réglementant les activités privées de sécurité ;

**AR R E T E**

Article 1er – Monsieur Stéphane RUTON, 6 place Carnot - 54000 NANCY est autorisé, à titre individuel, à exercer l'activité d'agent de recherche privées.

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur Stéphane RUTON

- Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique

- Monsieur le greffier du tribunal de commerce de Nancy

et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 30 novembre 2010

Pour le préfet et par délégation,  
Le chef de bureau,  
Jean-Pierre DEVIDET

Voies et délais de recours

*Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :*

- Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez

- Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de M le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales et de l'immigration- Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux-, bureau du contentieux des polices administratives 11, rue des Saussaies 75008 Paris Cédex 08

*En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.*

- Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif-5, place de la Carrière 54036 NANCY. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

*Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.*

---

**DIRECTION DE L'ACTION LOCALE**  
*Bureau des procédures environnementales*

**Extrait de l'arrêté du 23 novembre 2010 portant modification de la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1 : L'article 1 de l'arrêté du 27 avril 2010 susvisé portant désignation des membres conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques est modifié comme suit:

Les mots « caisse régionale d'assurance maladie » sont remplacés par les mots « caisse d'assurance retraite et de la santé au travail ».

Article 2 : L'article 1 de l'arrêté du 27 avril 2010 susvisé portant désignation des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques est modifié comme suit pour ce qui concerne les membres du 4ème groupe : Personnalités qualifiées

TITULAIRES	SUPPLEANTS
M. Serge BOULY, hydrogéologue agréé	
M. Jean-François MUNOZ, directeur du laboratoire d'études et de recherche en hydrogéologie de l'agence nationale de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail	M. Christophe ROSIN, adjoint au chef d'unité du laboratoire d'études et de recherche en hydrogéologie de l'agence nationale de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail
M. le Dr Jean-Luc FENOT, président du conseil départemental de l'Ordre des Médecins.	M. le Dr Alain LEBEDEL
M. le Dr Jacques MANEL, directeur du centre anti-poison de Nancy	M. le Dr Emmanuel PUSKARCZYK, centre anti-poison de Nancy

Article 3 : Durée du mandat des membres

La durée du mandat des membres visés à l'article précédent est de trois ans à compter du 21 juillet 2009.

Article 4 : Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 5 : Exécution de l'arrêté

M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres du conseil et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 23 novembre 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture,  
François MALHANCHE

**Extrait de l'arrêté du 30 novembre 2010 portant prorogation de la déclaration d'utilité publique pour la réalisation de voies ou d'aires communales à ROSIERES AUX SALINES**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que l'acquisition foncière des parcelles BM 118 et BM 133 n'a pu être réalisée, que l'ordonnance de transfert de propriété a été rejetée par le tribunal de grande instance de Nancy pour cause d'indivision et qu'il convient d'identifier tous les propriétaires ;

CONSIDERANT que le projet initial n'est pas modifié de manière substantielle d'un point de vue financier, technique ou environnemental ;

**AR R E T E**

Article 1er : Les effets de l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2005 déclarant d'utilité publique la réalisation de voies ou d'aires communales à ROSIERES AUX SALINES sont prorogés de 5 ans à compter du 29 décembre 2010.

Article 2 : Le présent arrêté sera affiché dans la commune de ROSIERES AUX SALINES aux lieux habituels d'affichage.

L'accomplissement de cette formalité sera certifiée par le maire.

L'arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le maire de ROSIERES AUX SALINES sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Nancy, le 30 novembre 2010

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

**DIRECTION DE L'ACTION LOCALE – DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**  
*Bureau des procédures environnementales – Service environnement, eau, biodiversité*

**Extrait de l'arrêté n° 54-2006-00019 du 23 novembre 2010 portant prise en compte de l'antériorité au titre de l'article L.214-6 II du code de l'environnement et renouvellement de l'autorisation accordée le 16 décembre 1977 au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement concernant un plan d'eau au lieu dit « A la grande haye » parcelle ZO 2 sur la commune de EINVILLE-AU-JARD**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que l'ouvrage a été régulièrement autorisé par lettre du 16 décembre 1977 en application d'une législation antérieure au 4 janvier 1992 ;

CONSIDERANT qu'il peut être fait application de l'article R 214-6 II du code de l'environnement en prenant en compte le droit d'antériorité pour régulariser ces plans d'eau au titre de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;

CONSIDERANT que les caractéristiques du plan d'eau et du prélèvement n'ont pas été modifiées depuis la création ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

CONSIDERANT les caractéristiques techniques du barrage, notamment sa hauteur d'environ 2,20m et son volume tels que définis au sens de l'article R. 214-112 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire n'a pas émis d'avis dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;

**AR R E T E**

**TITRE I : OBJET DE L'AUTORISATION**

Article 1 : Objet de l'autorisation



Les pétitionnaires, Mme Nathalie GROLLEAU, épouse Masson et M. Stéphane GROLLEAU, sont autorisés en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à exploiter un plan d'eau au lieu dit « A LA GRANDE HAYE » parcelle ZO 2 sur la commune de ENVILLE-AU-JARD

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
1.2.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L.214-9 du code de l'environnement, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe : 1° D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m <sup>3</sup> /heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (A) 2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m <sup>3</sup> /heure ou entre 2 et 5% du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (D)	Autorisation	Arrêté du 11 septembre 2003
3.1.1.0	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 1° un obstacle à l'écoulement des crues (A) 2° un obstacle à la continuité écologique a) entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (A) b) entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (D) Au sens de la présente rubrique, la continuité écologique des cours d'eau se définit par la libre circulation des espèces biologiques et par le bon déroulement du transport naturel des sédiments.	Déclaration	
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D)	Déclaration	Arrêté du 27 août 1999
3.2.4.0	1° Vidanges de plans d'eau issus de barrages de retenue, dont la hauteur est supérieure à 10 m ou dont le volume de la retenue est supérieur à 5 000 000 m <sup>3</sup> (A) 2° Autres vidanges de plans d'eau, dont la superficie est supérieure à 0,1 ha, hors opération de chômage des voies navigables, hors piscicultures mentionnées à l'article L431-6 du code de l'environnement, hors plans d'eau mentionnés à l'article L431-7 du même code (D) Les vidanges périodiques des plans d'eau visés au 2° font l'objet d'une déclaration unique.	Déclaration	Arrêté du 27 août 1999
3.2.5.0	Barrages de retenue et digues de canaux: 1° de classes A,B ou C (A) 2° de classe D (D)	Déclaration	Arrêté du 29 février 2008
3.2.7.0	Pisciculture d'eau douce mentionnée à l'article L431-6 du code de l'environnement (D)	Déclaration	Arrêté du 1er avril 2008

#### Article 2 : Caractéristiques des ouvrages

Le plan d'eau est constitué de 2 bassins d'une surface totale de 2 ha en dérivation sur le ruisseau de Valhey aussi dénommé ruisseau du Moulin.

L'alimentation est assurée par une prise d'eau dans le ruisseau de Vahley. Cette prise d'eau est constituée d'une vanne en travers du ruisseau. Une ouverture de 12 cm<sup>2</sup> de section devra être aménagée en pied de la vanne pour permettre le passage du débit réservé dans le cours d'eau. Après remplissage des deux bassins, le bassin amont constitue une réserve d'eau qui permet de maintenir le niveau dans le bassin aval.

La vidange s'effectue environ tous les 2 ans dans le ruisseau de la Fossatte au moyen d'une vanne de fond et d'une canalisation de 300 mm de diamètre

Le plan d'eau est entouré au Nord et à l'Est par une digue d'une hauteur supérieure à 2 m qui constitue un barrage au sens du décret n° 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et codifié aux articles R. 214-118 et suivants du code de l'environnement.

La « pisciculture » de type extensive vise la production de poissons d'étangs destinés à la consommation et la pêche familiales, et le cas échéant, à la vente.

Les ruisseaux de Vahley et de la Fossatte sont classés en deuxième catégorie piscicole.

De l'entrée de l'ouvrage de prise d'eau alimentant l'étang à la sortie de l'ouvrage de restitution des eaux, le ruisseau ne sera en rien modifié en ce qui concerne ses caractéristiques hydrauliques actuelles (largeur, pente, section).

#### Article 3 : Classement de l'ouvrage

Le barrage de retenue relève de la classe D.

#### TITRE II : PRESCRIPTIONS

#### Article 4 : Prescriptions spécifiques relatives au barrage de retenue

Le barrage doit être rendu conforme aux dispositions des articles R. 214-122 à R. 214-124, R. 214-123 et R. 214-147 du code de l'environnement et à l'arrêté du 29 février 2008 suivant les délais et modalités suivantes :

constitution du dossier avant le 31 décembre 2012 ;

constitution du registre avant le 31 décembre 2012;

élaboration des consignes écrites avant le 31 décembre 2012;

réalisation d'une visite technique approfondie lors de la prochaine vidange et au plus tard avant le 31 décembre 2012, puis tous les 10 ans ;

Le barrage est dispensé de dispositif d'auscultation en application du 1° l'article R. 214-124 du code de l'environnement.

#### Article 5 : Prescription spécifique relative au débit réservé

Le débit minimal du ruisseau de Valhey entre les ouvrages de prise et de restitution des eaux ne devra pas être inférieure au dixième du module du cours d'eau soit un débit réservé d'au moins trois litres par seconde (3 l/s).

Le service chargé de la police de l'eau sera informé au moins quinze jours à l'avance de la date du début de la remise en eau.

La remise en eau se fera progressivement en conservant un débit minimal dans le ruisseau à l'aval des étangs. La période de remplissage doit être comprise entre le 15 novembre et le 15 mars.

#### Article 6 : Prescription spécifique relative aux vidanges

La vidange est réalisée tous les deux ans.

#### Article 7 : Prescriptions générales

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent arrêté.

Conformément à l'article L.432-10, il est interdit :

- d'introduire dans les eaux mentionnées par le présent titre des poissons appartenant à des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques, et dont la liste est fixée par décret ;
- d'introduire sans autorisation dans les eaux mentionnées par le présent titre des poissons qui n'y sont pas représentés ; la liste des espèces représentées est fixée par le ministre chargé de la pêche en eau douce.

Les espèces de poissons indésirables devront être éliminées lors de pêches ou de vidanges.

Les eaux restituées au ruisseau, après passage par les étangs, devront être dans un état de nature à ne pas apporter de trouble préjudiciable à la qualité des eaux, à la salubrité publique, à la santé des animaux susceptibles de s'abreuver dans le ruisseau, à la conservation, à la nutrition et la reproduction de la faune piscicole.

En toutes saisons et quelles que soient les circonstances, la libre circulation de l'eau, des sédiments et du poisson sera toujours maintenue dans le ruisseau.

Le pétitionnaire est tenu de clore son plan d'eau au moyen de grilles en fer, permanentes et inamovibles dont l'espacement des barreaux devra être inférieur à 10 mm ou tout autre moyen approprié.

Le service chargé de la police de l'eau sera informé au moins quinze jours à l'avance de la date du début de la vidange.

La vidange de l'étang se fera dans un étalement convenable dans le temps de sorte à ne pas modifier de façon appréciable les conditions d'écoulement des eaux dans le ruisseau, d'éviter l'exportation de matières en suspension susceptible d'entraîner des nuisances dommageables au ruisseau ou à des tiers.

Tous travaux sur les cours d'eau (notamment le curage), à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L.215-14, sont soumis au régime de déclaration au titre de la loi sur l'eau (rubrique 3.2.1.0). A ce titre, un dossier de demande doit parvenir auprès de la Direction Départementale des Territoires au minimum 3 (trois) mois avant la date souhaitée des travaux.

Article 8 : Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle

Un entretien régulier du ruisseau doit être réalisé selon l'article L.215-14 du code de l'environnement sans modification de ses profils en long et en travers.

Les ouvrages et les plans d'eau seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

### TITRE III : DISPOSITIONS GENERALES

Article 9 : Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée pour une durée de 15 ans à compter de sa notification au pétitionnaire.

Article 10 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

Article 11 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'état exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 12 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 13 : Remise en état des lieux

Si à l'échéance de la présente autorisation, le pétitionnaire décide de ne pas en demander le renouvellement, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

Article 14 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 15 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 16 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 17 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié par les soins de la Préfecture et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de MEURTHE-ET-MOSELLE.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information au conseil municipal de la commune de Einville-Au-Jard.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans la mairie de Einville-Au-Jard pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande de renouvellement d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, ainsi qu'à la mairie de la commune de EINVILLE-AU-JARD.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 18 : Voies et délais de recours

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification et par les tiers dans un délai de quatre ans à compter de la dernière formule de publicité dans les conditions de l'article L.514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 19 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, le sous préfet de Lunéville, le maire de la commune de Einville-Au-Jard, le directeur départemental des territoires de MEURTHE-ET-MOSELLE, le chef du service départemental de l'ONEMA de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans la mairie intéressée.

Nancy, le 23 novembre 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

PJ : arrêtés de prescriptions générales du 27 août 1999 (rubriques 3230 et 3240), 11 septembre 2003 (rubrique 1210), 29 février 2008 (rubrique 3250) et 1<sup>er</sup> avril 2008 (rubrique 3270)

Les annexes au présent arrêté sont consultables en préfecture (Bureau des Procédures Environnementales) et dans les mairies concernées.

**Extrait de l'arrêté n° 54-2008-00181 du 18 novembre 2010 portant prise en compte de l'antériorité au titre de l'article L. 214-6 II du code de l'environnement et renouvellement de l'autorisation accordée par arrêté préfectoral en date du 15 février 1979 au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement concernant les plans d'eau dits "Etangs du Breuil" sur la commune de LES BAROCHES**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que l'ouvrage a été régulièrement autorisé par arrêté préfectoral du 15 février 1979 en application d'une législation antérieure au 4 janvier 1992 ;

CONSIDERANT qu'il peut être fait application de l'article R. 214-6 II du code de l'environnement en prenant en compte le droit d'antériorité pour régulariser ces plans d'eau au titre de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;

CONSIDERANT que les caractéristiques des plans d'eau n'ont pas été modifiées depuis leur création ;

CONSIDERANT que les caractéristiques des prélèvements ont été modifiées pour permettre le maintien du débit réservé dans le cours d'eau ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau

**A R R E T E**

**TITRE I : OBJET DE L'AUTORISATION**

**Article 1 : Objet de l'autorisation**

Le pétitionnaire, Monsieur Hervé LELIEVRE, est autorisé en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à exploiter les plans d'eau dits "ETANGS DU BREUIL" sur la commune de LES BAROCHES, en dérivation du ruisseau de la Tanche qui est classé en 2ème catégorie piscicole.

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
1.2.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L.214-9 du code de l'environnement, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe : 1° D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m3/heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (A) 2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m3/heure ou entre 2 et 5% du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (D)	Autorisation	Arrêté du 11 septembre 2003 modifié par arrêté du 7 août 2006.
3.1.1.0	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 1° un obstacle à l'écoulement des crues (A) 2° un obstacle à la continuité écologique a) entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (A) b) entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (D) Au sens de la présente rubrique, la continuité écologique des cours d'eau se définit par la libre circulation des espèces biologiques et par le bon déroulement du transport naturel des sédiments.	Autorisation	
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D)	Autorisation	

**Caractéristiques des ouvrages**

Les ouvrages sont situés sur les parcelles section ZL n°1 à 10 sur la commune de Les Baroches

Le plan d'eau est constitué d'un bassin amont de 11020 m² et un bassin aval de 31140 m² soit une surface totale de 42160m²

Le bassin amont est alimenté par prélèvement dans le ruisseau de la Tanche au moyen d'une canalisation de 400 mm de diamètre située à l'amont d'un barrage existant en travers du lit mineur du cours d'eau. Le bassin amont communique avec le bassin aval.

Le bassin aval est également alimenté par prélèvement dans le ruisseau de la Tanche au moyen d'une canalisation de 600 mm de diamètre située à l'amont d'un second barrage en travers du lit mineur du cours d'eau.

A la base de chaque barrage, une canalisation de 400 mm de diamètre enterrée de 0,25 m a été mise en place pour assurer le débit réservé et la continuité écologique du cours d'eau.

Les prises d'eau sont à une cote supérieure à celle de la génératrice supérieure des canalisations de 400mm de diamètre placées à la base de chaque barrage et permettant d'assurer le débit réservé.

Chaque bassin est équipé d'un moine de vidange. Le bassin amont se vidange dans le bassin aval. Le bassin aval se vidange dans le ruisseau de la Tanche.

Les ouvrages de prises d'eau, de trop-plein et de vidange sont équipés de grilles fixes et inamovibles d'espacement 10 mm maximum entre les barreaux.

**TITRE II : PRESCRIPTIONS**

**Article 2 : Prescriptions générales**

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent arrêté.

Conformément à l'article L432-10, il est interdit:

- d'introduire dans les eaux mentionnées par le présent titre des poissons appartenant à des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques, et dont la liste est fixée par décret ;

- d'introduire sans autorisation dans les eaux mentionnées par le présent titre des poissons qui n'y sont pas représentés ; la liste des espèces représentées est fixée par le ministre chargé de la pêche en eau douce.

Les eaux restituées au ruisseau, après passage par les étangs, devront être dans un état de nature à ne pas apporter de trouble préjudiciable à la qualité des eaux, à la salubrité publique, à la santé des animaux susceptibles de s'abreuver dans le ruisseau, à la conservation, à la nutrition et la reproduction de la faune piscicole.

Le débit naturel du ruisseau entre les ouvrages de dérivation des eaux vers l'étang et de restitution devra être prioritairement maintenu de sorte à préserver la vie et la circulation du poisson.

En toutes saisons et quelque soient les circonstances, la libre circulation de l'eau, des sédiments et du poisson sera toujours maintenue dans le ruisseau.

Le pétitionnaire est tenu de clore son plan d'eau au moyen de grilles en fer, permanentes et inamovibles dont l'espacement des barreaux devra être inférieur à 10 mm ou tout autre moyen approprié.

La vidange d'un ou plusieurs plans d'eau est soumise au régime de déclaration au titre de la loi sur l'eau (rubrique 3.2.4.0). A ce titre, un dossier de demande doit parvenir auprès de la Direction Départementale des Territoires au minimum 3 (trois) mois avant la date souhaitée de la vidange.

Les espèces de poissons indésirables devront être éliminées lors de pêches ou de vidanges.

La vidange de l'étang se fera dans un étalement convenable dans le temps de sorte à ne pas modifier de façon appréciable les conditions d'écoulement des eaux dans le ruisseau, d'éviter l'exportation de matières en suspension susceptible d'entraîner des nuisances dommageables au ruisseau ou à des tiers.

La remise en eau se fera progressivement en conservant un débit minimal dans le ruisseau à l'aval des étangs.

Tous travaux sur les cours d'eau (notamment le curage), à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L.215-14, sont soumis au régime de déclaration au titre de la loi sur l'eau (rubrique 3.2.1.0). A ce titre, un dossier de demande doit parvenir auprès de la Direction Départementale des Territoires au minimum 3 (trois) mois avant la date souhaitée des travaux.

Article 3 : Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle (y compris auto contrôle)

Un entretien régulier du ruisseau doit être réalisé selon l'article L.215-14 du code de l'environnement sans modification de ses profils en long et en travers.

Les ouvrages et les plans d'eau seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

### TITRE III : DISPOSITIONS GENERALES

Article 4 : Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée pour une durée de 15 ans à compter de sa notification au pétitionnaire.

Article 5 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

Article 6 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'état exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 7 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 8 : Remise en état des lieux

Si à l'échéance de la présente autorisation, le pétitionnaire décide de ne pas en demander le renouvellement, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

Article 9 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 10 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 11 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 12 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié par les soins de la Préfecture et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de MEURTHE-ET-MOSELLE.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information au conseil municipal de commune de Les Baroches :

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans la mairie de Les Baroches pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande de renouvellement d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, ainsi qu'à la mairie de la commune de LES BAROCHES.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 13 : Voies et délais de recours

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification et par les tiers dans un délai de quatre ans à compter de la dernière formule de publicité dans les conditions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

#### Article 14 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, le sous préfet de Briey, le maire de la commune de Les Baroches, le directeur départemental des territoires de MEURTHE-ET-MOSELLE, le chef de service départemental de l'ONEMA de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, et dont une copie sera tenue à la disposition du public à la mairie intéressée.

Nancy, le 18 novembre 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

*PJ : arrêtés de prescriptions générales*

- Arrêté du 11 septembre 2003 modifié par arrêté du 7 août 2006

- Arrêté du 27 août 1999 modifié par arrêté du 27 juillet 2006

*Les annexes au présent arrêté sont consultables en préfecture (Bureau des Procédures Environnementales) et dans les mairies concernées.*

## DIRECTION DE L'ACTION LOCALE – AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

*Bureau des procédures environnementales – Délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle*

**Extrait de l'arrêté du 17 novembre 2010 portant 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par captage des sources du Lavoir et de Sausstotte, sur et par la commune de VAUDEMONT b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que l'établissement des périmètres de protection vise à préserver la qualité de la ressource en eau destinée à la consommation humaine ;

CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Vaudémont énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine sur la commune de Vaudémont ;

CONSIDERANT que l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2006, déclarant d'utilité publique la dérivation des sources du Lavoir et de Sausstotte, établissant les périmètres de protection de ces points d'eau, autorisant la poursuite de l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine au bénéfice de la commune de Vaudémont comporte une erreur de localisation de la source de Sausstotte de nature à n'en assurer qu'une protection partielle ;

CONSIDERANT ainsi que le périmètre de protection immédiate de la source de Sausstotte défini par l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2006 n'est pas instauré sur la parcelle d'implantation de la source et que le périmètre de protection rapprochée ne recouvre pas l'entièreté de la zone de protection de la source ;

CONSIDERANT que la source de Sausstotte doit bénéficier d'une protection complète et qu'il y a lieu de préciser ses périmètres de protection immédiate et rapprochée ;

### ARRETE

#### Titre I – Dispositions générales

#### Article 1er - Objet

Le présent arrêté concerne :

1°) les travaux de dérivation des eaux souterraines par les sources du Lavoir et de Sausstotte sur et par la commune de Vaudémont ;

2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ces points d'eau ;

3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

#### Article 2 - Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique :

1°) les travaux de dérivation des eaux dans le milieu naturel pour la production d'eau destinée à la consommation humaine, par les sources du Lavoir et de Sausstotte de Vaudémont ;

2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ces points d'eau ainsi que la définition des prescriptions associées à ces périmètres.

#### Titre II – Dérivation des eaux

#### Article 3 - Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par les captages ci-après identifiés :

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II (m)		Altitude (m)
				X =	Y =	
Source du Lavoir	VAUDEMONT	D n°38	03034X0034	875595	2386309	458
Source de Sausstotte	VAUDEMONT	D n° 355, 357 et 362	03034X0015	875990	2386021	460

#### Article 4 - Débits prélevés

Le débit prélevé ne peut excéder 32 m<sup>3</sup>/j ni 12 000 m<sup>3</sup>/an pour les deux sources.

#### Article 5 - Sauvegarde des intérêts généraux

Dans l'hypothèse où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux sont compromises par cette dérivation, la collectivité doit restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui sont à fixer par l'autorité administrative responsable de la police des eaux.

#### Article 6 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés sont conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tient un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit, une fois par semaine ;
- incidents survenus tels que pannes et non-conformités des eaux ;
- modifications d'installations.

Ce registre est examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux.

Un compte rendu annuel d'exploitation est transmis au service chargé de la police des eaux. Ce compte rendu fournit les données suivantes :

- débit horaire maximum prélevé, en m<sup>3</sup>/h ;
- débit journalier maximum prélevé, en m<sup>3</sup>/j ;

- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés ;
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte rendu peut être remplacé par le compte rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée tel que l'affermage.

#### Article 7 - Indemnisation

La collectivité indemnise les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, des dommages qui leurs ont été causés par la dérivation des eaux.

#### Titre III – Périmètres de protection du point d'eau

#### Article 8 - Définition des périmètres de protection

Le plan parcellaire et l'état parcellaire annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

##### 8-1 Périmètres de protection immédiate

\* captage du Lavoir :

Le périmètre de protection immédiate de la source du Lavoir est situé sur la commune de Vaudémont et concerne la parcelle ci-dessous :

Commune	Lieu dit	N° de parcelles	Surfaces de l'emprise
VAUDEMONT	"Les Jardins"	D 38	00 ha 02 a 28 ca

\* captage de Saussothe :

Le périmètre de protection immédiate de la source de Saussothe est situé sur la commune de Vaudémont et concerne les parcelles ci-dessous :

Commune	Lieu dit	N° de parcelles	Surfaces de l'emprise
VAUDEMONT	"La Saussothe"	D 355	00 ha 02 a 49 ca
VAUDEMONT	"Sous Genou"	D357	00 ha 22 a 27 ca
VAUDEMONT	"La Saussothe"	D 362	00 ha 03 a 14 ca

La parcelle D 362 constitue un périmètre de protection immédiate satellite sur laquelle sont situées la bêche de reprise et la station de traitement.

##### 8-2 Périmètres de protection rapprochée

\* captage du Lavoir :

Le périmètre de protection rapprochée de la source du Lavoir est situé sur la commune de Vaudémont et concerne les parcelles suivantes :

Commune	Section	Lieu dit	N° de parcelles
Vaudémont	D	"Les Jardins"	39 à 51
	D	"Le Village"	63 à 69 ; 71 à 99 ; 101 à 106 ; 108 à 189 ; 342 à 344 ; 348 ; 349 ; 363 ; 364 ; 371
	D	"Sous la Brèche"	190 ; 369 ; 370
	D	"Froid Champ"	239 pour partie ; 242 pour partie
	D	"Froid Champ et Sur la Côte"	240 ; 241
	D	"Sous la Croix"	261 pour partie ; 265 à 273
	D	"La Saussothe"	274 ; 275
	D	"Sur la Côte"	247 à 259 ; 260 pour partie ; 365 à 367
Surface totale de l'emprise du périmètre de protection rapprochée			14 ha 95 a 80 ca

\* captage de Saussothe :

Le périmètre de protection rapprochée de la source de Saussothe est situé sur la commune de Vaudémont et concerne les parcelles suivantes :

Commune	Section	Lieu dit	N° de parcelles
Vaudémont	D	"Sur la Côte"	245 ; 260 pour partie
	D	"Sous la Croix"	261 pour partie ; 262 à 264
	D	"La Saussothe"	305 ; 307 ; 354
	D	"Sous Genou"	309 à 311 ; 312 pour partie ; 356 ; 359
	D	"En Genou"	313 ; 314
Surface totale de l'emprise du périmètre de protection rapprochée			19 ha 90 a 30 ca

#### Article 9 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection

##### 9-1 Périmètres de protection immédiate

Les terrains nécessaires à la constitution des périmètres de protection immédiate sont la propriété de la commune de Vaudémont et doivent le rester. Ils doivent être clôturés et n'être accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des ouvrages.

Toute activité autre que celles directement liées à l'entretien des ouvrages ou de leurs abords est interdite.

Les surfaces des périmètres de protection immédiate sont déboisées et régulièrement entretenues. L'herbe est régulièrement fauchée, avec exportation des résidus. Aucun épandage ou dépôts de produits chimiques (engrais, phytosanitaires, ...) n'y est autorisé.

##### 9-2 Périmètre de protection rapprochée

A l'intérieur de ces périmètres est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

En ce qui concerne les travaux souterrains:

- la création de forages, puits et captages d'eau sauf pour remplacer les ouvrages publics actuels ou destinés à la surveillance de l'aquifère ;
- l'ouverture et l'exploitation de carrières ;
- la réalisation de mares et étangs.

En ce qui concerne les stockages et les dépôts :

- les dépôts d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux;
- les stockages de produits chimiques;
- les stockages d'effluents industriels;
- les stockages d'effluents domestiques collectifs;
- les stations d'épuration;
- les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.

En ce qui concerne les canalisations :

- d'eaux usées industrielles;
- d'hydrocarbures, produits chimiques liquides ou gazeux.

En ce qui concerne les rejets liquides :

- d'eaux usées domestiques ou industrielles;
- d'effluents agricoles;

- d'assainissement non collectif.

En ce qui concerne les constructions :

- d'immeubles avec un assainissement non collectif;
- de nouveaux cimetières ou extensions;
- de silos produisant des jus de fermentation.

En ce qui concerne les activités agricoles :

- le retournement des prairies permanentes sauf pour un réensemencement immédiat;
- le pacage des animaux excepté pour les ovins, caprins et équidés dans la mesure où la couverture végétale est maintenue en permanence;
- les points d'abreuvements, de nourrissage, les abris et installations mobiles de traite à moins de 200 m des captages;
- le maraîchage, les serres et pépinières;
- le drainage agricole;
- le remplissage des pulvérisateurs de produits phytosanitaires en dehors des aires de remplissage aménagées conformément aux préconisations de la chambre régionale d'agriculture de janvier 2004;
- l'épandage de produits phytosanitaires;
- l'épandage de fumier, lisier, boues de station d'épuration;
- les dépôts ou tas de fumier.

En ce qui concerne les activités forestières :

- les défrichements;
- les aires de débardage;
- l'utilisation de produits phytocides et phytosanitaires;
- l'affouragement et l'agrainage du gibier;
- le traitement du bois stocké.

En ce qui concerne les activités de loisirs :

- les activités de loisir de plus de 20 personnes et à moins de 200 m des captages;
- les parkings de plus de 10 véhicules;
- l'épandage de produits phytosanitaires et notamment dans le cadre du jardinage ou désherbage.

A l'intérieur de ces périmètres est réglementé :

En ce qui concerne les travaux souterrains :

- l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus d'un mètre cinquante de profondeur est limitée dans le temps, elle est soumise à autorisation auprès de l'autorité compétente avec description des temps d'ouverture et des mesures prises pour que la nappe ne soit affectée.
  - le remblaiement de carrières, fouilles, tranchées, excavations est réalisé à l'aide de matériaux qui en auront été extraits ou de matériaux naturels provenant de carrières et n'ayant pas d'influence sur la chimie de la nappe.
  - les sondages et forages de reconnaissance sont réalisés sans boue et sont rebouchés par cimentation après usage.
- l'inventaire des puits particuliers est tenu à jour. Leur mise en conformité est vérifiée: puits munis d'une margelle et d'un couvercle de façon à éviter des contaminations.

En ce qui concerne la collecte des eaux usées :

- l'exploitant vérifie la qualité des branchements particuliers. Il réalise chaque année un bilan du taux de raccordement et du taux de collecte. En cas de baisse du taux de collecte, l'exploitant doit pousser ses investigations pour en connaître les causes.

En ce qui concerne les stockages et dépôts :

- les stockages et dépôts d'hydrocarbures, liquides inflammables et de produits destinés aux cultures seront réalisés dans des cuves étanches à double enveloppe ou munies de bassin de rétention étanche dont la capacité correspond au stockage. Ces stockages et rétention seront isolés des eaux pluviales.

En ce qui concerne les constructions :

- les projets d'implantation de camping, caravanning, d'activités artisanales et industrielles, de bâtiments d'élevage et d'engraissement, de voies de communication et d'aires de stationnement feront l'objet d'une étude hydrogéologique préliminaire destinée à vérifier l'absence de tout risque de contamination du captage.

En ce qui concerne les activités agricoles :

- les épandages seront conduits selon le code des bonnes pratiques agricoles;
- les points d'abreuvement et de nourrissage pour le pacage des animaux autorisés sont déplacés mensuellement.

En ce qui concerne les activités de loisirs :

- les eaux de ruissellement des parkings autorisés sont collectées et évacuées hors de la zone de protection.

Article 10 - Travaux à réaliser

- Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai d'un an à compter de la publication de l'arrêté:

Captage du Lavoir :

- le captage sera doté d'une porte étanche cadenassée avec aération grillagée;
- la source sera curée et débarrassée des cailloux qui l'encombrent;
- le chemin immédiatement en amont du captage sera rendu étanche et flanqué d'un fossé destiné à collecter les eaux de ruissellement qui seront déviées jusqu'en aval du captage.

Captage de Saussotte :

- le périmètre sera clôturé.

Dans le périmètre de protection rapprochée :

- la route départementale est, dans la mesure du possible, à pourvoir de fossés qui seront régulièrement curés et aménagés de telle sorte que les eaux s'écoulent en dehors des périmètres de protection.

Article 11 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection rapprochée à la date du présent arrêté doivent satisfaire aux obligations de l'article 9 dans un délai maximum d'un an à compter de la publication du présent arrêté.

Article 12 - Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté

Le propriétaire désirant réaliser ou modifier une activité, installation ou dépôt réglementé conformément à l'article 9, doit avant tout début de réalisation, faire part de son intention au Préfet de Meurthe-et-Moselle, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ou à leur écoulement ;
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

Au vu des éléments fournis, une enquête hydrogéologique pourra être prescrite par l'administration. Elle sera alors réalisée par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux.

Article 13 - Contrôle des prescriptions et sanctions

Le maire de la commune de Vaudémont est chargé du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 9 du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles L.1324-3 et L.1324-4 du code de la santé publique.

**Article 14 - Notification**

Un extrait de cet acte est adressé à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Il est affiché à la mairie de la commune de Vaudémont pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée dans deux journaux locaux.

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection devront être annexées au document d'urbanisme dans un délai maximum de 3 mois conformément aux conditions définies aux articles L.126-1 et R.126-1 à R.126-3 du code de l'urbanisme.

Le maire de la commune de Vaudémont conserve l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivre à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

**Titre IV – Utilisation de l'eau à des fins de consommation humaine****Article 15 - Situation**

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

**Article 16 – Traitement**

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, de traitement de désinfection agréé par le ministère chargé de la santé afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

**Article 17 - Contrôle de la qualité de l'eau**

Le contrôle sanitaire de l'eau est réalisé conformément au programme d'analyses organisé par le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine, selon la réglementation en vigueur.

**Titre V – Dispositions diverses****Article 18- Pièces annexées**

Les pièces annexées au présent arrêté sont:

annexe 1: plan de localisation des captages et des périmètres de protection au 1/5000<sup>e</sup>

annexe 2: plan parcellaire des captages et des périmètres de protection au 1/1000<sup>e</sup>

annexe 3: plan de bornage de la source de Saussothe au 1/200<sup>e</sup>

annexe 4: état parcellaire et liste des propriétaires – 6 pièces

**Article 19- Abrogation**

L'arrêté préfectoral du 27 janvier 2006 déclarant d'utilité publique la dérivation des sources du Lavoir et de Saussothe par la commune de Vaudémont, établissant des périmètres de protection autour de ces points d'eau, instituant des servitudes dans les terrains compris dans les périmètres de protection et autorisant la poursuite de l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine est abrogé.

**Article 20- Recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ou de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

**Article 21 - Diffusion**

Une copie du présent arrêté est adressée au bureau des recherches géologiques et minières, à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, à l'agence de l'eau Rhin Meuse, au tribunal administratif.

**Article 19 - Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine, le directeur départemental des territoires, le maire de la commune de Vaudémont sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 novembre 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

*Les annexes au présent arrêté sont consultables en préfecture (Bureau des Procédures Environnementales) et dans les mairies concernées.*

**Extrait de l'arrêté du 17 novembre 2010 portant 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par pompage dans le forage communal, sur et par la commune de Saint-Clément b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que l'établissement des périmètres de protection vise à préserver la qualité de la ressource en eau destinée à la consommation humaine ;

CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Saint-Clément, énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine sur la commune de Saint-Clément ;

**ARRETE****Titre I – Dispositions générales****Article 1<sup>er</sup> - Objet**

Le présent arrêté concerne :

1°) les travaux de dérivation des eaux souterraines par forage sur et par la commune de Saint-Clément, dénommée ci-après « la collectivité » ;

2°) l'établissement du périmètre de protection autour du forage communal ;

3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

**Article 2 - Déclaration d'utilité publique**

Sont déclarés d'utilité publique :

1°) les travaux de dérivation des eaux dans le milieu naturel pour la production d'eau destinée à la consommation humaine, par le forage communal ;

2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ce point d'eau ainsi que la définition des prescriptions associées à ces périmètres.

**Titre II – Dérivation des eaux****Article 3 - Situation**

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par le captage ci-après identifié :

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II (m)		Altitude (m)
				X =	Y =	
Forage communal	Saint-Clément	F 579	02692X0004	915456	2401121	251



**Article 4 - Débits prélevés**

Le débit prélevé ne peut excéder 270 m<sup>3</sup>/j en pointe, ni 20 m<sup>3</sup>/h en débit instantané et 87 600 m<sup>3</sup>/an.

**Article 5 - Sauvegarde des intérêts généraux**

Dans l'hypothèse où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux sont compromises par cette dérivation, la collectivité doit restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui sont à fixer par l'autorité administrative responsable de la police des eaux.

L'interconnexion avec le réseau de distribution de la commune de Laronxe est maintenue et entretenue de manière à permettre sa mise en service rapide le cas échéant.

**Article 6 - Mesures de débits**

Les appareils de contrôle des débits prélevés sont conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tient un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit, une fois par semaine ;
- incidents survenus tels que pannes et non-conformités des eaux ;
- modifications d'installations.

Ce registre est examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux.

Un compte rendu annuel d'exploitation est transmis au service chargé de la police des eaux. Ce compte rendu fournit les données suivantes :

- débit horaire maximum prélevé, en m<sup>3</sup>/h ;
- débit journalier maximum prélevé, en m<sup>3</sup>/j ;
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés ;
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte rendu peut être remplacé par le compte rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée tel que l'affermage.

**Article 7 - Indemnisation**

La collectivité indemnise les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, des dommages qui leurs ont été causés par la dérivation des eaux.

**Titre III – Périmètres de protection du point d'eau****Article 8 - Définition des périmètres de protection**

Seul un périmètre de protection immédiate est établi autour du forage. Le plan parcellaire et le relevé de propriété annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale de la parcelle incluse dans le périmètre de protection immédiate.

Le périmètre de protection immédiate du forage communal est situé sur la commune de Saint-Clément et concerne la parcelle ci-dessous :

Commune	Lieu dit	Section	N° de parcelle	Surface
Saint-Clément	« La Croix Cherrières »	F	579	4a 25ca

**Article 9 - Prescriptions imposées à l'intérieur du périmètre de protection immédiate**

Les terrains nécessaires à la constitution des périmètres de protection immédiate sont la propriété de la commune de Saint-Clément et doivent le rester. Ils sont clôturés et ne devront être accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des ouvrages.

Toute activité autre que celles directement liées à l'entretien des ouvrages ou de leurs abords est interdite.

Les surfaces des périmètres de protection immédiate sont déboisées et régulièrement entretenues. L'herbe est régulièrement fauchée, avec exportation des résidus. Aucun épandage ou dépôts de produits chimiques (engrais, phytosanitaires, ...) n'y est autorisé.

**Article 10 - Dérogation**

Le terrain constituant le périmètre de protection immédiate n'est pas clôturé dans sa totalité.

Compte-tenu que celui-ci est l'unique accès à la parcelle section F numéro 206, la clôture sera établie selon le schéma extrait du rapport de l'hydrogéologue agréé, annexé au présent arrêté. Seule sera autorisée la traversée du terrain constituant le périmètre de protection immédiate dans le but de rejoindre ou quitter la parcelle F 206.

Les prescriptions énoncées à l'article 9 restent applicables sur la partie non clôturée du terrain.

**Article 11 - Travaux à réaliser**

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai de deux ans à compter de la publication de l'arrêté :

- Le périmètre de protection immédiate du forage sera clôturé et entretenu selon les conditions fixées aux articles 9 et 10 de manière à empêcher la pénétration des animaux et le franchissement par les humains.
- Le réservoir de stockage sera protégé par une clôture grillagée empêchant son accès aux personnes non autorisées et autres que celles chargées du contrôle, du fonctionnement et de l'entretien des installations.
- Le regard abritant la tête de forage sera réhaussé d'une hauteur hors sol de 50 cm minimum. Le système de fermeture sera remplacé par un capot étanche muni d'un dispositif d'aération et de verrouillage, afin d'éviter la présence d'humidité et l'intrusion d'eau de ruissellement.
- Un contrôle décennal du forage sera réalisé de manière à surveiller son vieillissement. Une copie du rapport de contrôle sera transmis au service chargé du contrôle sanitaire de l'eau.
- Le réservoir et l'ancien château d'eau seront munis de dispositif anti-intrusion ou de détection avec alarme. Ils seront nettoyés et désinfectés annuellement.
- Les maçonneries et revêtements seront contrôlés. Toute dégradation constatée devra faire l'objet d'une réparation.
- L'exutoire du trop-plein du réservoir sera équipé d'un clapet anti-retour pour empêcher l'accès aux petits animaux.
- L'encadrement de la porte d'accès au réservoir sera rénové, les ouvertures situées de part et d'autre seront obturées ou équipées de grilles d'un maillage suffisamment fin empêchant la pénétration des petits insectes.
- Le plafond du réservoir de stockage sera muni d'une cheminée d'aération conforme à la réglementation en vigueur qui remplacera l'orifice actuel.

**Article 12 - Contrôle des prescriptions et sanctions**

Le maire de la commune de Saint-Clément est chargé du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 9 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article L.1324-3 et L.1324-4 du code de la santé publique.

**Article 13 - Publicité**

Un extrait de cet acte est adressé au propriétaire de la parcelle mentionnée à l'article 10, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Il est affiché à la mairie de la commune de Saint-Clément pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée dans deux journaux locaux.

Les servitudes afférentes au périmètre de protection devront être annexées aux documents d'urbanisme dans un délai maximum de 3 mois conformément aux conditions définies aux articles L.126-1 et R.126-1 à R.126-3 du code de l'urbanisme.

Le maire de la commune de Saint-Clément conserve l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivre à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

**Titre IV – Utilisation de l'eau à des fins de consommation humaine****Article 14 - Situation**

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

**Article 15 – Traitement**

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, d'un traitement de désinfection agréé par le ministère chargé de la santé afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

**Article 16 - Contrôle de la qualité de l'eau**

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme d'analyses organisé par le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine, selon la réglementation en vigueur.

**Titre V – Dispositions diverses****Article 17 - Pièces annexées**

Les pièces annexées au présent arrêté sont :

- annexe 1 : plan de localisation du captage au 1/25 000<sup>e</sup>,
- annexe 2 : plan parcellaire,
- annexe 3 : relevé de propriété,
- annexe 4 : schéma de clôture du périmètre de protection,
- annexe 5 : vue aérienne de délimitation du périmètre de protection immédiate.

**Article 18 - Recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ou de sa notification pour le propriétaire de la parcelle citée à l'article 10.

**Article 19 - Diffusion**

Une copie du présent arrêté est adressée au bureau des recherches géologiques et minières, à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, à l'agence de l'eau Rhin Meuse, au tribunal administratif.

**Article 20 - Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Lunéville, le directeur général de l'agence régionale de santé, le directeur départemental des territoires, le maire de la commune de Saint-Clément sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 novembre 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

*Les annexes au présent arrêté sont consultables en préfecture (Bureau des Procédures Environnementales) et dans les mairies concernées.*

**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT****AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE**

*Direction de la stratégie*

**Extrait de l'arrêté N° 2010-391 en date du 25 novembre 2010 définissant les territoires de santé de la région Lorraine**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

CONSIDERANT les compétences de l'ARS dans les champs de la prévention, de l'organisation des soins ambulatoires, hospitaliers et médico-sociaux nécessitant la définition d'un espace territorial commun ;

CONSIDERANT les objectifs déterminés par la loi Hôpital, Patient, Santé, Territoires imposant de développer une vision globale et transversale de la santé, en améliorant l'efficacité, la qualité et la performance du système de santé dans le cadre d'une action territoriale conduite dans une logique de transversalité et de coordination des acteurs ;

CONSIDERANT l'examen approfondi de plusieurs scénarii et les multiples observations des différentes instances sollicitées ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : Les territoires de santé de la région Lorraine ont pour délimitation géographique celle de chacun des quatre départements la constituant.

Ces territoires de santé sont ainsi dénommés :

- Territoire 1 : territoire de santé de Meuse
- Territoire 2 : territoire de santé de Meurthe et Moselle
- Territoire 3 : territoire de santé de Moselle
- Territoire 4 : territoire de santé des Vosges

Article 2 : Une conférence de territoire sera constituée dans chacun des territoires mentionnés à l'article 1 du présent arrêté. La conférence de territoire contribue à mettre en cohérence les projets de santé de territoire avec le projet régional de santé et les programmes nationaux de santé conformément à l'article L1434-17 du code de la santé publique créé par la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires. La composition des conférences de territoire suivra les dispositions prévues par le décret n° 2010-347 du 31 mars 2010 relatif à la composition et au mode de fonctionnement des conférences de territoire.

Article 3 : Ces territoires constitueront également, en application de l'article L 1434-9 du code de la santé publique, l'unité territoriale opposable aux établissements de santé, aux autres titulaires d'autorisations d'activités de soins et d'équipements matériels lourds, ainsi qu'aux établissements et services qui sollicitent de telles autorisations en référence au schéma régional d'organisation des soins prévu à l'article R 1434-4 du code de la santé publique.

Article 4 : La détermination des territoires de santé issue du présent arrêté ne fait obstacle ni à des actions de coopération en matière de santé entre des établissements, services ou collectivités issus de territoires de santé différents, ni à la définition de périmètres de coopération à l'intérieur des territoires de santé.

Article 5 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux auprès du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy.

Article 6 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 25 novembre 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

**Service produits de santé et de la biologie****Extrait de l'arrêté N° 2010-321 du 30 septembre 2010 portant autorisation de fonctionnement d'un laboratoire de biologie médicale multi-sites sis 18 avenue Leclerc de Hauteclouque à METZ (57000) – Autorisation N° 57-17 - N° FINESS Entité Juridique : 57 002 519 7**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la demande présentée le 2 août 2010 par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats au nom et pour le compte de la société d'exercice libéral par actions simplifiées (SELAS) « Laboratoire PAX » ;

CONSIDERANT la démission de M. Didier MAIREY de ses fonctions de Directeur Général de la SELAS « Laboratoire Pax » et Directeur de laboratoire au sein du laboratoire de biologie médicale sis 18 avenue Leclerc de Hauteclocque à Metz à compter du 26 février 2010 ;  
CONSIDERANT que le laboratoire de biologie médicale sis 18 avenue Leclerc de Hauteclocque à Metz résulte de la transformation de 5 laboratoires existants et autorisés préalablement à la publication de l'ordonnance du 13 janvier 2010 susvisée ;

#### ARRETE

Article 1 : A compter de la date du présent arrêté sont abrogées les autorisations de fonctionnement délivrées aux laboratoires de biologie médicale exploités par la SELAS « Laboratoire PAX » sise 18 avenue Leclerc de Hauteclocque à Metz (ancien n° FINESS 57 000 223 8) :

- Laboratoire de biologie médicale, 18 avenue Leclerc de Hauteclocque – 57000 METZ, autorisé à fonctionner sous le n° 57-17 (ancien n° FINESS : 57 001 024 9) ;
- Laboratoire de biologie médicale, 14 rue Charlemagne – 57000 METZ, autorisé à fonctionner sous le n°57-47 (ancien n° FINESS : 57 000 291 5) ;
- Laboratoire de biologie médicale, 23 rue Raymond Poincaré – 57505 SAINT AVOLD, autorisé à fonctionner sous le n°57-65 (ancien n° FINESS : 57 000 330 1) ;
- Laboratoire de biologie médicale, 57 Grand Rue – 57280 MAIZIERES LES METZ autorisé à fonctionner sous le n°57-90 (ancien n° FINESS : 57 000 377 2) ;
- Laboratoire de biologie médicale, Résidence de la Source, 44 rue Saint Sauvent - 57730 VALMONT autorisé à fonctionner sous le n°57-98 (ancien n° FINESS : 57 002 225 1).

Article 2 : A compter de la date du présent arrêté, le laboratoire de biologie médicale (FINESS Juridique : 57 002 519 7) dont le siège social est situé 18 avenue Leclerc de Hauteclocque à Metz est autorisé à fonctionner sous le numéro 57-17 sur les cinq sites suivants, ouverts au public :

18 avenue Leclerc de Hauteclocque - 57000 METZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 520 5

Biologistes présents : M. Michel PAX, M. Hicham BOUGHALI, M. Jean-Philippe RAULT

Activités réalisées : biochimie, enzymologie, protéines, médicaments, immuno-analyses, sérologie, auto-immunité, allergologie, hématologie, hémostase, électrophorèse, groupe RAI, microbiologie.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 18h30 et le samedi de 7h à 12h.

14 rue Charlemagne – 57000 METZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 521 3

Biologistes présents : Madame Pascale ERRARD

Activités réalisées : aucune activité technique.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h30 et de 13h30 à 18h30, le samedi de 7h à 12h30.

23 rue Raymond POINCARE – 57505 SAINT AVOLD

N° FINESS Etablissement : 57 002 523 9

Biologistes présents : Monsieur Hervé BRULE

Activités réalisées : biochimie, enzymologie, protéines, immuno-analyses, hématologie, hémostase, groupe RAI, microbiologie.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 18h30, le samedi de 7h à 12h30.

57 Grand Rue – 57280 MAIZIERES LES METZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 522 1

Biologistes présents : Monsieur Christophe KAJZER

Activités réalisées : aucune activité technique.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h30 et de 13h30 à 18h30, le samedi de 7h30 à 12h.

Résidence de la Source – 44 rue Saint Sauvent – 57730 VALMONT

N° FINESS Etablissement : 57 002 524 7

Biologistes présents : Monsieur Pierre BLONSKI

Activités réalisées : aucune activité technique.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 14h à 19h, le samedi de 7h à 12h.

Les fonctions de biologistes coresponsables seront assurées par :

- Monsieur Michel PAX, Biologiste médical, Médecin,
- Monsieur Hicham BOUGHALI, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Jean Philippe RAULT, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Hervé BRULE, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Christophe KAJZER, biologiste médical, Médecin
- Madame Pascale ERRARD, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Pierre BLONSKI, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Elisabeth SEIWERT, biologiste médical, Pharmacien

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre de la Santé et des Sports – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex - pour le recours contentieux.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAS « LABORATOIRE PAX », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur de Président du Conseil départemental de l'Ordre des Médecins de Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Metz.

Et publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Nancy, le 30 septembre 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

#### Extrait de l'arrêté N° 2010-341 du 4 novembre 2010 portant abrogation de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale Crehange sis 4 bis rue de la Liberté à PIENNES (54490) - Autorisation N° 54-32

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

CONSIDERANT la cession des éléments transmissibles du laboratoire de biologie médicale CREHANGE Philippe à la SELAS « ESPACEBIO » sise 21 place du Quarteau à Metz (57000) en date du 1<sup>er</sup> février 2010 ;

CONSIDERANT la demande de fermeture du laboratoire de biologie médicale CREHANGE sis 4 bis rue de la Liberté à Piennes, agréé sous le numéro 54-32 ;

CONSIDERANT la fermeture définitive du laboratoire de biologie médicale CREHANGE Philippe en date du 31 Janvier 2010 ;

#### ARRETE

Article 1 : L'arrêté du 20 mai 1977 modifié, portant autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale CREHANGE sis 4 bis rue de la Liberté à Piennes, est abrogé à compter de la date du présent arrêté, avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2010 ;

Article 2 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois :

- Auprès du Ministre de la Santé et des Sports – 8 avenue de Ségur-75350 PARIS SP07-pour le recours hiérarchique ;
- Devant le tribunal Administratif de Nancy - 5 place Carrière-54000 NANCY pour le recours contentieux.

Article 3 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Philippe CREHANGE et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de l'Agence française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens (conseil central de la section G) ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;

Et sera publié au Recueil des Actes Administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Nancy, le 4 novembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine  
et par délégation,  
Le directeur général adjoint,  
Marie-Hélène MAITRE

#### **Extrait de l'arrêté N° 2010-356 du 15 novembre 2010 portant rejet d'une demande de licence de transfert d'une officine de pharmacie**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

CONSIDERANT la demande présentée par Monsieur Hervé KLEIN, docteur en pharmacie, représentant la Pharmacie KLEIN, en vue de transférer son officine de pharmacie du 9 rue du Dispensaire vers le 21 rue de la Libération à Boulogny (55240), demande enregistrée, au vu de l'état complet du dossier en date du 21 juillet 2010 à 9h10 ;

CONSIDERANT, conformément aux dispositions de l'article L.5125-4 du Code de la Santé Publique

- L'avis favorable du Préfet de la Meuse en date du 8 octobre 2010 ;
- L'avis défavorable du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine en date du 8 novembre 2010 ;
- L'avis défavorable de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de la Meuse en date du 1<sup>er</sup> octobre 2010 ;
- L'absence d'avis de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine ;

CONSIDERANT que la population municipale de la commune de BOULIGNY où se situe l'officine dont le transfert est projeté est de 2740 habitants selon le recensement de la population légale en 2007 entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2010 ;

CONSIDERANT que deux officines de pharmacie sont implantées dans la commune ;

CONSIDERANT que l'officine de Pharmacie dont le transfert est demandé a été créée suivant la licence n°11 du 13 mai en 1954 pour répondre aux besoins en médicaments de la population résidente, à l'époque beaucoup plus développée (6122 habitants en 1954) ;

CONSIDERANT que l'emplacement proposé pour le transfert se situe à 1,2 kilomètre, sur le même axe, de la seconde officine de la commune sise au 217 rue de la libération

CONSIDERANT que le transfert n'améliorerait pas la desserte pharmaceutique de la population de la commune ;

CONSIDERANT enfin que les conditions minimales d'installation prévues aux articles R.5125-9 à R5125-11 du Code de la Santé Publique ne sont pas remplies ;

#### **ARRETE**

Article 1 : La demande de licence présentée par la pharmacie « KLEIN » représentée par Monsieur Hervé KLEIN, docteur en pharmacie, en vue de transférer son officine de pharmacie du 9 rue du Dispensaire vers le 21 rue de la Libération à Boulogny (55240), est rejetée.

Article 2 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex - pour le recours contentieux.

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 3 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pharmacien titulaire et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de la Meuse,
- Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine,
- Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de la Meuse,
- Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine

et sera publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de Moselle et de la Meuse.

Nancy, le 15 novembre 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,  
Dr Jean-Yves GRALL

#### **Extrait de l'arrêté N° 2010-364 du 17 novembre 2010 portant modification de fonctionnement du Laboratoire de Biologie Médicale LEGUIL-LEBEL sis 85 rue de Pont à Mousson à MONTIGNY LES METZ (57950) - Autorisation N°57-74**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

CONSIDERANT le dossier présenté par la société d'avocats « Elide » pour le compte de la SELARL « LABM LAURENT » sis 18 place Foch à REMILLY (57580) ;

CONSIDERANT que la demande concerne :

- La fusion-absorption de la SCP CONRADT-LEGUIL et DESCHASEAUX-LEBEL sise 85 rue de Pont à Mousson à Montigny les Metz (57950) par la SELARL « LABM LAURENT » 18 place Foch à Remilly (57580) à compter du 31 août 2010 ;
- La dissolution de la SCP CONRADT-LEGUIL et DESCHASEAUX-LEBEL au 31 août 2010 ;
- La nomination de Mesdames CONRADT épouse LEGUIL et DESCHASEAUX épouse LEBEL en qualité de gérantes de la société « LABM LAURENT » à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2010.

#### **ARRETE**

Article 1 : A compter du 1<sup>er</sup> septembre 2010, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 5 Mai 2006 susvisé portant modification de fonctionnement, sous le n°57-74 du laboratoire de biologie médicale LEGUIL-LEBEL sis 85 rue de Pont à Mousson à Montigny les Metz (57950) sont remplacées par les suivantes :

Adresse du laboratoire de biologie médicale :

85 rue de Pont à Mousson  
57950 Montigny les Metz

Mode d'exercice :

Le présent laboratoire est exploité au sein de la SELARL « LABM LAURENT » agréée sous le n°08 dont le siège social est situé 18 place Foch à Remilly (57580)

Biologistes co-responsables :

- Madame CONRADT-LEGUIL Corinne, pharmacien
- Madame DESCHASEAUX-LEBEL Carole, pharmacien

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du directeur général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois ;

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur-75350 PARIS SP07-pour le recours hiérarchique. ;
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy -5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex - pour le recours contentieux.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELARL « LABM LAURENT », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;

et sera publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Nancy, le 17 novembre 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,  
Dr Jean-Yves GRALL

---

**Extrait de l'arrêté N° 2010-365 du 17 novembre 2010 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libérale à responsabilité limitée SELARL « Laboratoire LAURENT » sise 18 place Foch à REMILLY (57580) - Enregistrée sous le N° 08**

Le préfet de la région Lorraine,  
Préfet de la zone de défense Est,  
Préfet de la Moselle,

CONSIDERANT le dossier présenté par la société d'avocats « Elide » pour le compte de la SELARL « LABM LAURENT » sis 18 place Foch à REMILLY (57580) ;

CONSIDERANT que la demande concerne :

- La demande de fusion-absorption de la SCP CONRADT-LEGUIL et DESCHASEAUX-LEBEL sise 85 rue de Pont à Mousson à Montigny les Metz (57950) par la SELARL « LABM LAURENT » 18 place Foch à Remilly (57580) à compter du 31 août 2010 ;
- La dissolution de la SCP CONRADT-LEGUIL et DESCHASEAUX-LEBEL au 31 août 2010 ;
- La nomination de Mesdames CONRADT épouse LEGUIL et DESCHASEAUX épouse LEBEL en qualité de gérantes de la société « LABM LAURENT » à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2010.

**ARRETE**

Article 1 : A compter du 1<sup>er</sup> septembre 2010, la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité limitée « LABM LAURENT » agréée sous le n° 08 constituée pour l'exploitation de laboratoires de biologie médicale, est modifiée comme suit :

DENOMINATION : S.E.L.A.R.L n° 08 « LABM LAURENT »

SIEGE SOCIAL : 18 Place Foch à Remilly 57580

**LABORATOIRES EXPLOITES :**

- Laboratoire de biologie médicale LAURENT  
18 place Foch - 57580 REMILLY  
Autorisation n° 57-07
- Laboratoire de biologie médicale ST-JOSEPH  
1 rue des coteaux – 57157 MARLY  
Autorisation n° 57-110
- Laboratoire de biologie médicale Orne-Moselle  
73, Rue de la Gare – 57300 HAGONDANGE  
Autorisation n° 57-20
- Laboratoire de biologie médicale du Centre  
30, Rue de la Gare – 57300 HAGONDANGE  
Autorisation n° 57-22
- Laboratoire de biologie médicale LEGUIL-LEBEL,  
85, rue de PONT-A-MOUSSON – 57950 MONTIGNY LES METZ  
Autorisation n° 57-74

OBJET DE LA SOCIETE : Exploitation en commun d'un ou plusieurs laboratoires de biologie médicale, dans le respect des lois et des règlements en vigueur.

**BIOLOGISTES CORESPONSABLES :**

- Monsieur BAUMGARTEN Bertrand, biologiste médical, Pharmacien,
- Mademoiselle VERNA Nadège, biologiste médical, Pharmacien,
- Mademoiselle CLEMENT Sandra, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame KREBS Anne-Marie, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame CONRADT-LEGUIL Corinne, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame DESCHASEAUX- LEBEL Carole, biologiste médical, Pharmacien.

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du directeur général de l'Agence régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois ;

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur-75350 PARIS SP07 - pour le recours hiérarchique. ;
- Devant le Tribunal Administratif de Strasbourg -310 Avenue de la Paix –BP.1038 67070 STRASBOURG CEDEX - pour le recours contentieux.

Article 4 : Le Préfet de la Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELARL « LABM LAURENT » 18 Place Foch à Remilly et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Metz

et sera publié au Recueil des actes Administratifs de la Préfecture de la Moselle.

Nancy, le 17 novembre 2010

Pour le préfet,  
La secrétaire générale par intérim,  
Christine WILS-MOREL

**Extrait de l'arrêté N° 2010-368 du 19 novembre 2010 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale du centre de médecine préventive sis 2 rue du Doyen Jacques Parisot à VANDOEUVRE LES NANCY (54500) - Autorisation N° 54-45**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

CONSIDERANT la lettre du 25 mars 2009 de Monsieur Pascal ENRIETTO, Directeur Général du Centre de Médecine Préventive relative à la nomination, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2009, de Madame Isabelle CHOUVIAC en qualité de biologiste médical, pharmacien ;  
CONSIDERANT l'avenant au contrat de travail à durée indéterminée en date du 25 mars 2009 recrutant Madame Isabelle CHOUVIAC en qualité de biologiste médical, pharmacien responsable du laboratoire à compter du 1<sup>er</sup> avril 2009 ;  
CONSIDERANT le certificat d'inscription, à la section G de l'Ordre National des Pharmaciens, en date du 1<sup>er</sup> avril 2009, de Madame Isabelle CHOUVIAC, en qualité de biologiste médical, pharmacien responsable ;  
CONSIDERANT la lettre du 4 septembre 2009 de Madame Isabelle CHOUVIAC relative aux mouvements de personnel au sein du laboratoire et notamment à l'embauche de Monsieur Gérard MICHEL en qualité de biologiste médical, pharmacien du laboratoire à temps partiel à compter du 21 août 2009 ;  
CONSIDERANT le certificat d'inscription, à la section G de l'Ordre National des Pharmaciens, à compter du 21 août 2009, de Monsieur Gérard MICHEL, en qualité de biologiste médical, pharmacien ;

**ARRETE**

Article 1 : L'article 1 de l'arrêté du 15 juin 1977 modifié autorisant, sous le n° 54-45, le fonctionnement du laboratoire de biologie médicale du Centre de Médecine Préventive sis à Vandoeuvre-les-Nancy - 2 rue du Doyen Jacques Parisot est modifié comme suit :

Adresse inchangée :

Laboratoire de biologie médicale  
Centre de Médecine Préventive  
2 rue du Doyen Jacques Parisot  
54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY

Biologiste médical responsable :

Madame Isabelle CHOUVIAC, biologiste médical, pharmacien ;

Biologistes médicaux :

- Madame Frédérique GAMBIER, biologiste médical, pharmacien ;
- Madame Marie-Hélène GENIN, biologiste médical, pharmacien ;
- Monsieur Gérard MICHEL, biologiste médical, pharmacien à temps partiel.

Activités réalisées :

- Biochimie, hématologie, immunologie, parasitologie, mycologie,
- Tubage gastrique et duodénal,
- Sondage vésical chez la femme,
- Prélèvements effectués au niveau des téguments, des phanères et des muqueuses facilement accessibles, aux seules fins d'examens microbiologiques ou parasitaires,
- Prélèvements de sang veineux ou capillaire au lobule de l'oreille, à la pulpe des doigts, au pli du coude, au dos de la main et en région malléolaire,
- Prélèvements sanguins.

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un biologiste médical responsable ou d'un biologiste médical, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à l'Agence Régionale de Santé de Lorraine. L'autorisation pourra être retirée si les conditions légales et réglementaires cessent d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé - 8 avenue de Ségur - 75350 PARIS SP07 pour le recours hiérarchique ;
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5 place Carrière - 54000 NANCY pour le recours contentieux.

A compter de sa notification aux personnes auxquelles il est notifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Pascal ENRIETTO, Directeur Général du Centre de Médecine Préventive et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de l'Agence française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;

Et sera publié au Recueil des Actes Administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Nancy, le 19 novembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine  
et par délégation,  
Le directeur général adjoint,  
Marie-Hélène MAITRE

---

*Département de l'accès à la santé*

**Extrait de l'arrêté N° 2010-16 du 23 novembre 2010 portant agrément n° 177 de l'entreprise de transports sanitaires - MANCIEULLES AMBULANCES - 16 bis rue Koenig - 54790 MANCIEULLES**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

CONSIDERANT :

- Que le dossier déposé à l'appui de la demande de Messieurs GUILLET Jean-Luc et CARPANESE Pierrick est conforme à l'article R 6312-13 du code de la santé publique ;
- Que les locaux répondent aux normes actuellement en vigueur ;
- Que l'entreprise ainsi créée reprend l'activité préalablement exercée par la société des ambulances MAGI TARGA dont le siège social est à 54790 MANCIEULLES - 677 rue de l'Yser par acte de cession du 6 novembre 2009 signée devant Maître SIUTRYK, notaire à JARNY ;

**ARRETE**

Article 1 : Est agréée, à titre provisoire, pour l'accomplissement de transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente et pour l'accomplissement de transports sanitaires de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale, l'entreprise de transports sanitaires terrestres ci-après désignée :

Dénomination sociale : MANCIEULLES AMBULANCES  
M.M. GUILLET et CARPANESE  
Forme juridique : société à responsabilité limitée  
Capital : 2 400 €  
Siège social : 16 bis rue Koenig  
54790 MANCIEULLES

Nom commercial : MANCIEULLES AMBULANCES  
Co-gérants : Monsieur GUILLET Jean-Luc  
Monsieur CARPANESE Pierrick

Article 2 : La liste des membres du personnel composant les équipages des véhicules de transports sanitaires précisant leur qualification est constamment tenue à jour.

Cette liste est adressée annuellement à l'Agence Régionale de Santé qui est avisée sans délai de toute modification de la liste.

Article 3 : Toute modification de l'entreprise doit être signalée à l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

Article 4 : L'entreprise peut, à tout moment, être inspectée ou contrôlée par les services de l'Agence Régionale de Santé. Ces inspections ou contrôles peuvent avoir lieu inopinément ou sur rendez-vous.

Article 5 : Toute infraction à la réglementation sur les transports sanitaires terrestres peut faire l'objet de sanctions dans les formes et conditions prévues aux articles L 6313-1 et R 6314-1 à R 6314-6 du code de la santé publique.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à 54000 NANCY, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 7 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et notifié à Messieurs GUILLET Jean-Luc et CARPANESE Pierrick. Un exemplaire sera adressé à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 novembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé  
et par délégation,  
Le chef du département de l'accès à la santé,  
Serge MORAIS

---

**Extrait de l'arrêté N° 2010-17 du 26 novembre 2010 portant modification de l'agrément n° 172 de l'entreprise de transports sanitaires  
AMBULANCE CORINNE TOUL, 126 Chemin de la Champagne - 54200 TOUL**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

CONSIDERANT :

- Que les nouveaux locaux répondent aux normes actuellement en vigueur ;

**ARRETE**

Article 1 : L'article 1 de l'arrêté DDASS/AES/692-08 du 7 juillet 2008 est ainsi remplacé :

Dénomination sociale : AMBULANCE CORINNE TOUL

Forme juridique : Société à responsabilité limitée

Capital : 15 000,00 €

Siège social : 126 chemin de la Champagne  
54200 TOUL

Nom commercial : AMBULANCE CORINNE TOUL

Co-gérants : Mademoiselle DELOCHE Corinne  
Monsieur LEVIEUX Pascal

Article 2 : La liste des membres du personnel composant les équipages des véhicules de transports sanitaires précisant leur qualification est constamment tenue à jour.

Cette liste est adressée annuellement à l'Agence Régionale de Santé qui est avisée sans délai de toute modification de la liste.

Article 3 : Toute modification de l'entreprise doit être signalée à l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

Article 4 : L'entreprise peut, à tout moment, être inspectée ou contrôlée par les services de l'Agence Régionale de Santé. Ces inspections ou contrôles peuvent avoir lieu inopinément ou sur rendez-vous.

Article 5 : Toute infraction à la réglementation sur les transports sanitaires terrestres peut faire l'objet de sanctions dans les formes et conditions prévues aux articles L 6313-1 et R 6314-1 à R 6314-6 du code de la santé publique.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à 54000 NANCY, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 7 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et notifié à Mademoiselle DELOCHE Corinne et Monsieur LEVIEUX Pascal. Un exemplaire sera adressé à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 novembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé  
et par délégation,  
Le chef du département de l'accès à la santé,  
Serge MORAIS

---

*Département des établissements de santé*

**Extrait de l'arrêté n° 394/2010 en date du 29 novembre 2010 portant approbation de la convention constitutive et du 1<sup>er</sup> avenant du  
G.C.S BONSECOURS**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

Considérant la correspondance de Monsieur Philippe BERTAUD, du 4 novembre 2010, modifiant la convention constitutive du GCS BONSECOURS ;

**ARRETE**

Article 1 : Dénomination

La convention constitutive du groupement de coopération sanitaire (GCS) dénommé « BONSECOURS » ainsi que son 1<sup>er</sup> avenant sont approuvés.

Article 2 : Objet

Le G.C.S a pour objet :

- d'améliorer la qualité des prestations et les résultats d'activité de ses membres et de mieux répondre aux besoins de la population de l'agglomération nancéenne et de la Région Lorraine.
- la gestion et l'exploitation en commun, dans le cadre d'une coopération sanitaire, d'un matériel d'Imagerie par Résonnance Magnétique (IRM) qui sera installé dans les locaux de la Maternité Régionale de Nancy.

Article 3 : Identité des membres

Les membres du G.C.S sont :

- La Maternité Régionale de Nancy  
Etablissement Public de Santé  
Dont le siège est : 10 rue du Docteur Heydenreich - 54000 NANCY

- Le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy  
Etablissement Public de Santé  
Dont le siège est : 29 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 54000 NANCY
- Le GIE Groupe Libéral d'Imagerie Médicale de Brabois  
Groupement d'intérêt économique  
Dont le siège est : 9 square de Liège – tour Montet Octroi - 54500 VANDOEUVRE LES NANCY

Article 4 : Siège social

Le G.C.S a son siège à :

La Maternité Régionale, 10 rue du Docteur Heydenreich - 54000 NANCY

Article 5 : Durée de la convention

Le G.C.S est constitué pour une durée de dix années, qui commencera à courir à compter de la date de publication de l'acte d'approbation du Directeur de l'Agence Régionale de Santé au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine.

Article 6 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre de la Santé et des Sports – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique

- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 place Carrière – 54036 NANCY Cedex – pour le recours contentieux

Article 7 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la région Lorraine et à la préfecture du département de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 novembre 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,  
Docteur Jean-Yves GRALL

### *Délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle*

**Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N°199/2010 du 19 novembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2010 - N° FINESS Entité juridique 540 000 031 - N° FINESS Etablissement 540 000 015**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

#### **AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 586 120 € soit :

1) 2 578 444 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 256 248 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

117 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

11 704 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

309 195 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 180 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 676 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 7 000 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MATERNITE REGIONALE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 novembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

**Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 200/2010 du 19 novembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2010 - N° FINESS Entité juridique 540 000 080 - N° FINESS Etablissement 540 000 155**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

#### **AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 387 082 € soit :

1) 1 327 744 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 252 305 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

11 358 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

1 851 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

60 937 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 293 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

dont, au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes : 47 978 € pour l'exercice 2008 et 72 795 € pour l'exercice 2009

2) 11 355 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 47 983 € au titre des produits et prestations ;

dont 842 € pour l'exercice 2008

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 novembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

**Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 201/2010 du 19 novembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2010 - N° FINESS Entité juridique 540 000 106 - N° FINESS Etablissement 540 000 296**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

#### **AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 515 273 € soit :



1) 513 741 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :  
437 037 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,  
14 859 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;  
61 501 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;  
344 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;  
2) 1 532 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;  
Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.  
Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 19 novembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

---

**Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 202/2010 du 19 novembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à La Maison hospitalière SAINT-CHARLES, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2010 - N° FINESS Entité juridique 540 000 122 - N° FINESS Etablissement 540 000 395**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 162 685 € soit :  
162 685 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :  
161 667 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,  
1 018 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;  
Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MH ST CHARLES NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.  
Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 19 novembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

---

**Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 203/2010 du 19 novembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT-BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2010 - N° FINESS Entité juridique 540 006 707 - N° FINESS Etablissement 540 000 668**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 34 838 € soit :  
34 838 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :  
34 838 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;  
Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement J. PARISOT BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.  
Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 19 novembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

---

**Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 204/2010 du 19 novembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2010 - N° FINESS Entité juridique 540 002 078 - N° FINESS Etablissement 540 001 138**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 26 896 223 € soit :  
1) 24 155 890 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :  
21 325 020 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,  
87 021 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;  
11 227 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;  
2 694 424 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;  
17 006 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;  
21 192 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;  
dont 282 370 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes pour l'exercice 2008,  
2) 1 729 971 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;  
3) 1 010 362 € au titre des produits et prestations ;  
Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.H.U. de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.  
Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 19 novembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

**Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 205/2010 du 19 novembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2010 - N° FINESS Entité juridique 540 003 019 - N° FINESS Etablissement 540 001 286**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

**A R R E T E**

Article 1<sup>er</sup> – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 793 957 € soit :

- 1) 3 289 667 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :  
3 102 607 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,  
186 397 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;  
663 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 502 740 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 1 550 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.R.L.C.C. A. VAUTRIN- VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 novembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

**Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 206/2010 du 19 novembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2010 - N° FINESS Entité juridique 540 014 081 - N° FINESS Etablissement 540 000 072**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

**A R R E T E**

Article 1<sup>er</sup> – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 64 247 € soit :

- 64 247 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :  
64 247 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 novembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

**Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 207/2010 du 19 novembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2010 - N° FINESS Entité juridique 540 020 112 - N° FINESS Etablissement 540 001 163**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

**A R R E T E**

Article 1<sup>er</sup> – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 292 802 € soit :

- 1) 2 089 018 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :  
1 899 569 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,  
5 896 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;  
181 287 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;  
2 266 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 6 041 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 197 743 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement SINCAL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 novembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

**Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 208/2010 du 19 novembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2010 - N° FINESS Entité juridique 540 000 049 - N° FINESS Etablissement 540 000 023**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

**A R R E T E**

Article 1<sup>er</sup> – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 788 179 € soit :

- 1) 1 780 877 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :  
1 295 263 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,  
77 953 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;  
3 364 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;  
401 355 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;  
2 942 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 970 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 6 332 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 novembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

---

## **DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE – UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

**Extrait de l'arrêté N° 07714/2010 du 23 novembre 2010 accordant la qualité de SCIC à la SARL VET ETHIC à SEICHAMPS.**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que la société justifie du caractère d'utilité sociale des biens et des services d'intérêt collectif qu'elle se propose de produire ou de fournir,

### **ARRETE**

Article 1 : la société VET ETHIC, dont le siège social est situé 37 route nationale à 54280 Seichamps, est agréée en qualité de société coopérative d'intérêt collectif.

Article 2 : l'agrément est délivré pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 : l'agrément peut être retiré pour des motifs tenant à la méconnaissance de l'objet social pour lequel la société a été agréée, des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ou à une détérioration des conditions de son fonctionnement susceptible de mettre en cause son existence.

La décision portant retrait d'agrément ne peut intervenir qu'après que la société coopérative d'intérêt collectif a été mise à même de présenter ses observations sur les griefs retenus à son encontre.

Article 4 : La société coopérative d'intérêt collectif est tenue de communiquer, à la demande du préfet, ou à celle de l'autorité administrative dont relèvent les agréments, habilitations et conventions, ou les aides et avantages financiers directs ou indirects accordés, tous documents et renseignements relatifs à son activité, à son fonctionnement et à sa situation financière.

Elle est également tenue d'informer le préfet de toute modification de ses statuts ou de son objet social.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Régional Adjoint de la DIRECCTE de LORRAINE, le Directeur Départemental de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture, et dont ampliation sera adressée à la société demanderesse.

Nancy, le 23 novembre 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

---

**Extrait de l'arrêté N° 100/11/2010 du 29 novembre 2010 accordant la qualité de Société Coopérative Ouvrière de Production à la SARL 3B Architecture à NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu la demande reçue le 25 novembre 2010 à l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, de Monsieur BURET Jean Baptiste, gérant de la SARL 3B Architecture située 13 rue Bailly 54000 NANCY

### **ARRETE**

Article 1er : La SARL 3B Architecture à NANCY visée ci-dessus est habilitée à prendre l'appellation de Société Coopérative Ouvrière de Production ou de Société Coopérative de Travailleurs ou à utiliser cette appellation ou les initiales « S.C.O.P » ainsi qu'à prétendre au bénéfice des dispositions prévues par les textes législatifs ou réglementaires relatifs aux Sociétés Coopératives Ouvrières de Production.

Article 2 : Cette même société pourra, en application des dispositions des articles 61 et 260 du code des marchés publics, prétendre au bénéfice des avantages prévus, d'une part, par les articles 62, 63, et 143 de ce code et, d'autre part, par les articles 261, 262 et 263 dudit code.

Article 3 : Elle pourra également bénéficier des dispositions :

- 1) de l'article 38 de la loi du 13 juillet 1928 établissant un programme de construction d'habitations à bon marché et de logements ;
- 2) des articles 18, 19, 20, 21, 76 et 90 de l'arrêté du 6 décembre 1967 portant règlement des marchés passés par les organismes de sécurité sociale du régime général.

Article 4 : L'habilitation accordée en vertu du présent arrêté à la société sus nommée est valable, sous réserve des dispositions des articles 2 et 4 du décret n° 93-1231 du 10 novembre 1993 relatif à la reconnaissance de la qualité de Société Coopérative Ouvrière de Production, à compter de la date d'inscription en tant que Société Coopérative Ouvrière de Production au registre du commerce, et jusqu'à radiation prononcée dans les conditions prévues par les articles 6 et 7 du même texte.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, la Sous-préfète chargée de mission, le Directeur régional adjoint de la DIRECCTE Lorraine, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, la Directrice Départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle, sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée à la société demanderesse.

Nancy, le 29 novembre 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

*Voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet dans les deux mois de sa notification d'un recours hiérarchique devant Monsieur le Ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement (127 rue de Grenelle – 75007 PARIS), et dans le même délai, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif (5 place Carrière – 54000 NANCY).*

---

**Extrait de l'arrêté N° 101/11/2010 du 30 novembre 2010 accordant la qualité de Société Coopérative Ouvrière de Production à la SARL API EVOLUTION à NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu la demande reçue le 26 novembre 2010 à l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, de Monsieur THIL Arnaud, cogérant de la SARL API EVOLUTION située Immeuble Les Thiers 4 rue Piroux 54000 NANCY

### **ARRETE**

Article 1er : La SARL API EVOLUTION à NANCY visée ci-dessus est habilitée à prendre l'appellation de Société Coopérative Ouvrière de Production ou de Société Coopérative de Travailleurs ou à utiliser cette appellation ou les initiales « S.C.O.P » ainsi qu'à prétendre au bénéfice

des dispositions prévues par les textes législatifs ou réglementaires relatifs aux Sociétés Coopératives Ouvrières de Production.

Article 2 : Cette même société pourra, en application des dispositions des articles 61 et 260 du code des marchés publics, prétendre au bénéfice des avantages prévus, d'une part, par les articles 62, 63, et 143 de ce code et, d'autre part, par les articles 261, 262 et 263 dudit code.

Article 3 : Elle pourra également bénéficier des dispositions :

1) de l'article 38 de la loi du 13 juillet 1928 établissant un programme de construction d'habitations à bon marché et de logements ;

2) des articles 18, 19, 20, 21, 76 et 90 de l'arrêté du 6 décembre 1967 portant règlement des marchés passés par les organismes de sécurité sociale du régime général.

Article 4 : L'habilitation accordée en vertu du présent arrêté à la société sus nommée est valable, sous réserve des dispositions des articles 2 et 4 du décret n° 93-1231 du 10 novembre 1993 relatif à la reconnaissance de la qualité de Société Coopérative Ouvrière de Production, à compter de la date d'inscription en tant que Société Coopérative Ouvrière de Production au registre du commerce, et jusqu'à radiation prononcée dans les conditions prévues par les articles 6 et 7 du même texte.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, la Sous-préfète chargée de mission, le Directeur régional adjoint de la DIRECCTE Lorraine, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, la Directrice Départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle, sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée à la société demanderesse.

Nancy, le 30 novembre 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

*Voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet dans les deux mois de sa notification d'un recours hiérarchique devant Monsieur le Ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement (127 rue de Grenelle – 75007 PARIS), et dans le même délai, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif (5 place Carrière – 54000 NANCY).*

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE

### Service solidarité insertion

#### **Extrait de l'arrêté n° 728/54/10 du 27 octobre 2010 autorisant l'ouverture d'un service mandataire judiciaire à la protection des majeurs par l'association Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que le service des tutelles de l'association Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux a été créé en septembre 1971, pour répondre aux besoins des familles qui souhaitent confier la tutelle ou la curatelle de leur enfant handicapé à l'association lorsqu'elles ne sont plus en mesure de l'assurer ;

CONSIDERANT que l'autorisation d'ouverture du service mandataire présentée par l'association Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux, se trouve légitimée par une antériorité de fonctionnement à destination des personnes fragilisées par le handicap, bénéficiaires de mesures de protection ou d'accompagnement.

CONSIDERANT que le projet est compatible avec le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de la région Lorraine ;

CONSIDERANT que le projet satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le code de l'action sociale et des familles, à la démarche d'évaluation et aux systèmes d'information prévus par ce même code ;

Qu'il présente un coût de fonctionnement qui n'est pas hors de proportion avec le service rendu ou les coûts des services fournissant des prestations comparables ;

#### **ARRETE**

Article 1er : L'autorisation visée à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée à l'association Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux pour la création d'un service mandataire judiciaire à la protection des majeurs situé à Vandoeuvre les Nancy, destiné à exercer 480 mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans les ressorts des tribunaux d'instance de l'ensemble du département.

Article 2 : Cette autorisation est délivrée pour 15 ans.

Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, la présente autorisation est caduque si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans suivant sa notification.

Article 4 : La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée au résultat de la visite de conformité mentionnée à l'article L. 313-6 du code de l'action sociale et des familles dont les conditions de mise en œuvre sont prévues par les articles D. 313-11 à D. 313-14 du même code.

Article 5 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 6 : Ce service est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) selon des conditions qui seront précisées ultérieurement par courrier du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 place de la carrière – CO 38 – 54036 NANCY CEDEX.

Article 8 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 octobre 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

#### **Extrait de l'arrêté n° 729/54/10 du 27 octobre 2010 autorisant l'ouverture d'un service mandataire judiciaire à la protection des majeurs par l'Union Départementale Mutualiste**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que le service des tutelles de l'Union Départementale Mutualiste a été créé le 9 décembre 1980,

Que l'ouverture de ce service s'inscrit dans la continuité du service existant au sein de la Mutualité Française ;

CONSIDERANT que L'Union Départementale Mutualiste s'est développée et a acquis son savoir faire et ses spécificités dans sa capacité de prise en charge, que ce service est légitimé par une antériorité de fonctionnement à destination des personnes fragiles, bénéficiaires de mesures de protection ou d'accompagnement.

CONSIDERANT que le projet est compatible avec le schéma régional des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales ;  
CONSIDERANT que le projet satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le code de l'action sociale et des familles, à la démarche d'évaluation et aux systèmes d'information prévus par ce même code ;  
Qu'il présente un coût de fonctionnement qui n'est pas hors de proportion avec le service rendu ou les coûts des services fournissant des prestations comparables ;

#### AR R E T E

Article 1er : L'autorisation visée à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée à l'Union Départementale Mutualiste pour la création d'un service mandataire judiciaire à la protection des majeurs situé 51 rue Emile Bertin à Nancy, destiné à exercer des mesures de protection des majeurs, au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle et au titre de la mesure d'accompagnement judiciaire, dans les ressorts des tribunaux d'instance de l'ensemble du département.

Article 2 : Cette autorisation est délivrée pour 15 ans.

Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, la présente autorisation est caduque si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans suivant sa notification.

Article 4 : La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée au résultat de la visite de conformité mentionnée à l'article L. 313-6 du code de l'action sociale et des familles dont les conditions de mise en œuvre sont prévues par les articles D. 313-11 à D. 313-14 du même code.

Article 5 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 6 : Ce service est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) selon des conditions qui seront précisées ultérieurement par courrier du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale.

Article 7 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 place de la carrière – CO n°38 6 54036 NANCY CEDEX.

Article 8 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 octobre 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

---

#### Extrait de l'arrêté n° 730/54/10 du 27 octobre 2010 autorisant l'ouverture d'un service mandataire judiciaire à la protection des majeurs par l'Union Départementale des Associations Familiales

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que le service mandataire judiciaire à la protection des majeurs de l'UDAF a été créé le 10 novembre 1945 ;

CONSIDERANT que l'autorisation d'ouverture de ce service se trouve légitimée par une antériorité de fonctionnement à destination des personnes fragiles, bénéficiaires de mesures de protection ou d'accompagnement.

CONSIDERANT que le projet est compatible avec le schéma régional des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales ;

CONSIDERANT que le projet satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le code de l'action sociale et des familles, à la démarche d'évaluation et aux systèmes d'information prévu par ce même code ;

Qu'il présente un coût de fonctionnement qui n'est pas hors de proportion avec le service rendu ou les coûts des services fournissant des prestations comparables ;

#### AR R E T E

Article 1er : L'autorisation visée à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée à l'Union Départementale des Associations Familiales pour la création d'un service mandataire judiciaire à la protection des majeurs situé 11 rue Albert Lebrun à Nancy, destiné à exercer 2 000 mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle et au titre de la mesure d'accompagnement judiciaire ou de la tutelle aux prestations sociales versées aux adultes, dans les ressorts des tribunaux d'instance de l'ensemble du département.

Article 2 : Cette autorisation est délivrée pour 15 ans.

Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, la présente autorisation est caduque si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans suivant sa notification.

Article 4 : La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée au résultat de la visite de conformité mentionnée à l'article L. 313-6 du code de l'action sociale et des familles dont les conditions de mise en œuvre sont prévues par les articles D. 313-11 à D. 313-14 du même code.

Article 5 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 6 : Ce service est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) selon des conditions qui seront précisées ultérieurement par courrier du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 place de la Carrière – CO 38 – 54036 NANCY CEDEX.

Article 8 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 octobre 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

**Extrait de l'arrêté n° 731/54/10 du 27 octobre 2010 autorisant l'ouverture d'un service d'aide à la gestion du budget familial par l'Union Départementale des Associations Familiales**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que le service d'Aide à la Gestion du Budget Familial de l'Union Départementale des Associations Familiales a été agréé le 15 juin 1970, que celui-ci se trouve légitimé par une antériorité de fonctionnement, que l'UDAF est l'unique intervenant sur le département de Meurthe-et-Moselle ;

CONSIDERANT que le projet est compatible avec le schéma régional des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales ;

CONSIDERANT que le projet satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le code de l'action sociale et des familles, à la démarche d'évaluation et aux systèmes d'information prévus par ce même code ; qu'il présente un coût de fonctionnement qui n'est pas hors de proportion avec le service rendu ou les coûts des services fournissant des prestations comparables ;

**ARRETE**

Article 1er : L'autorisation visée à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée à l'Union Départementale des Associations Familiales pour la création d'un service délégué aux prestations familiales situé 11 rue Albert Lebrun à Nancy, destiné à exercer des mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial pour le suivi de 250 familles, dans les ressorts des tribunaux de grande instance de l'ensemble du département.

Article 2 : Cette autorisation est délivrée pour 15 ans.

Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, la présente autorisation est caduque si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans suivant sa notification.

Article 4 : La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée au résultat de la visite de conformité mentionnée à l'article L. 313-6 du code de l'action sociale et des familles dont les conditions de mise en œuvre sont prévues par les articles D. 313-11 à D. 313-14 du même code.

Article 5 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 6 : Ce service est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) selon des conditions qui seront précisées ultérieurement par courrier du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale.

Article 7 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 place de la Carrière - CO 38 - 54036 NANCY CEDEX,

Article 8 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 octobre 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

**Extrait de l'arrêté N° 11 du 18 novembre 2010 fixant pour l'année 2010 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile géré par l'association Accueil et Réinsertion Sociale (A.R.S.)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2010, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	51 300.24 €	1 320 916.74 €
	groupe II : dépenses afférentes au personnel	592 030.68 €	
	groupe III : dépenses afférentes à la structure	677 585.82 €	
Recettes	groupe I : produits de la tarification	1 288 296.00 €	1 320 916.74 €
	groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	28 799.00 €	
	groupe III : produits financiers et produits non encaissables	3 821.40 €	
	Excédent 11510 ou 110	0.34 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2010, la dotation globale de financement du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile géré par l'association A.R.S. est fixée à 1 288 296.00 euros.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 107 358 euros.

Article 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements mensuels sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Bénit - 54000 Nancy, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'association A.R.S. gestionnaire de l'établissement concerné.

Article 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Article 7 : Le directeur départemental de la cohésion sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Metz, le 18 novembre 2010

Jean-Francis TREFFEL

**Extrait de l'arrêté N° 12 du 18 novembre 2010 fixant pour l'année 2010 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Essey-les-Nancy géré par la S.E.M. ADOMA**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2010, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Essey-les-Nancy sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	50 000.00 €	666 200.00 €
	groupe II : dépenses afférentes au personnel	271 200.00 €	
	groupe III : dépenses afférentes à la structure	345 000.00 €	
Recettes	groupe I : produits de la tarification	665 400.00 €	666 200.00 €
	groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	800.00 €	
	groupe III : produits financiers et produits non encaissables	-	
	excédents 11510 ou 110	-	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2010, la dotation globale de financement du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Essey-Lès-Nancy géré par ADOMA est fixée à 665 400.00 euros.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 55 450 euros.

Article 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements mensuels sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Bénit - 54000 Nancy, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une copie du présent arrêté sera notifiée à la S.E.M. ADOMA gestionnaire de l'établissement concerné.

Article 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Article 7 : Le directeur départemental de la cohésion sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Metz, le 18 novembre 2010

Jean-Francis TREFFEL

**Extrait de l'arrêté N° 13 du 18 novembre 2010 fixant pour l'année 2010 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Herseange géré par la S.E.M. ADOMA**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2010, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Herseange sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	46 000.79 €	671 000.79 €
	groupe II : dépenses afférentes au personnel	265 000.00 €	
	groupe III : dépenses afférentes à la structure	360 000.00 €	
Recettes	groupe I : produits de la tarification	648 220.13 €	671 000.79 €
	groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	300.00 €	
	groupe III : produits financiers et produits non encaissables	-	
	Déficit 11519 ou 119	22 480.66 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2010, la dotation globale de financement du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Herseange géré par ADOMA est fixée à 648 220.13 euros.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 54 018.34 euros.

Article 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements mensuels sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Bénit - 54000 Nancy, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une copie du présent arrêté sera notifiée à la S.E.M. ADOMA gestionnaire de l'établissement concerné.

Article 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Article 7 : Le directeur départemental de la cohésion sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Metz, le 18 novembre 2010

Jean-Francis TREFFEL

**Extrait de l'arrêté N° 14 du 18 novembre 2010 fixant pour l'année 2010 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Homécourt géré par la S.E.M. ADOMA**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2010, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Homécourt sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	44 000.85 €	669 000.85 €
	groupe II : dépenses afférentes au personnel	270 000.00 €	
	groupe III : dépenses afférentes à la structure	355 000.00 €	
Recettes	groupe I : produits de la tarification	647 894.00 €	669 000.85 €
	groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	1 100.00 €	
	groupe III : produits financiers et produits non encaissables	-	
	Excédent 11519 ou 119	20 006.85 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2010, la dotation globale de financement du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Homécourt géré par ADOMA est fixée à 647 894.00 euros.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 53 991.16 euros.

Article 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements mensuels sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Bénit - 54000 Nancy, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une copie du présent arrêté sera notifiée à la S.E.M. ADOMA gestionnaire de l'établissement concerné.

Article 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Article 7 : Le directeur départemental de la cohésion sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Metz, le 18 novembre 2010

Jean-Francis TREFFEL

**Extrait de l'arrêté N° 15 du 18 novembre 2010 fixant pour l'année 2010 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile de Pompey géré par la S.E.M. ADOMA**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2010, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile de Pompey sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	43 000.20 €	670 000.20 €
	groupe II : dépenses afférentes au personnel	282 000.00 €	
	groupe III : dépenses afférentes à la structure	345 000.00 €	
Recettes	groupe I : produits de la tarification	647 850.00 €	670 000.20 €
	groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	712.02 €	
	groupe III : produits financiers et produits non encaissables	1 787.98 €	
	excédent 11510 ou 110	19 650.20 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2010, la dotation globale de financement du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile de Pompey géré par ADOMA est fixée à 647 850.00 euros.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 53 987.50 €.

Article 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements mensuels sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Bénit - 54000 Nancy, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une copie du présent arrêté sera notifiée à la S.E.M. ADOMA gestionnaire de l'établissement concerné.

Article 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Article 7 : Le directeur départemental de la cohésion sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Metz, le 18 novembre 2010

Jean-Francis TREFFEL

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**

**Extrait de l'arrêté N°54-2010-00087 du 23 novembre 2010 remplaçant l'arrêté préfectoral en date du 22 juin 2004 fixant des prescriptions dans le cadre des travaux de mise en conformité du système d'assainissement de la commune de BARISEY-AU-PLAIN**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau tout en respectant un coût supportable par la collectivité ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire n'a pas émis d'avis dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;



## ARRETE

Titre 1 : objet de l'autorisation

Article 1 : objet de l'autorisation

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté pris en date du 22 juin 2004 fixant des prescriptions dans le cadre des travaux d'assainissement collectif de la commune de Barisey-au-Plain.

Il est donné acte à la commune de Barisey-au-Plain, représentée par son maire, de sa déclaration en application de l'article L 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant :

Système d'assainissement de la commune de Barisey-au-Plain

et situé sur la commune de Barisey-au-Plain.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques définies au tableau de l'article R214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.1.0	Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute journalière de pollution organique : 1° Supérieure à 600 kg de DBO5 (A) 2° Supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5 (D)	Déclaration	Arrêté du 22 juin 2007
2.1.2.0	Déversoirs d'orage situés sur un système de collecte des eaux usées destiné à collecter un flux polluant journalier : 1° Supérieur à 600 kg de DBO5 (A) 2° Supérieur à 12 kg de DBO5, mais inférieur ou égal à 600 kg de DBO5 (D)	Déclaration	Arrêté du 22 juin 2007

Article 2 : caractéristiques des ouvrages

Les travaux seront réalisés en conformité au projet présenté à l'appui de la demande moyennant les prescriptions ci-après.

Ces travaux consistent principalement en :

- la construction d'une station d'épuration des eaux usées d'une capacité de 22.8 kg/j de DBO5 (380 équivalents – habitants) sur le territoire de BARISEY-AU-PLAIN (parcelle ZB 68), à proximité rive gauche de l'Aroffe, à l'aval du village.

Le débit de référence de l'ouvrage d'épuration est fixé à 91 m3/j.

L'épuration sera assurée au moyen d'un procédé par boues activées à faible charge, la filière de traitement comportant successivement un ouvrage de prétraitement ( dégrilleur – dessableur ), un bassin d'aération et un clarificateur. Les boues en excès seront stockées en silo (autonomie 10 mois) aux fins d'épandage.

- l'aménagement de 2 déversoirs d'orage et d'un poste de refoulement sur le réseau d'égouts.

Ouvrage	Implantation	Milieu concerné par le rejet	Capacité
DO1	Bordure de RD11 à proximité de l'ouvrage d'épuration	Aroffe	11.6 kg/j DBO5
DO2	Contrebas du chemin des Prés	Fossé puis Aroffe	4.08 kg/j DBO5
Poste de refoulement	Le long de la RD 11 en amont du pont départemental	Fossé puis Aroffe	25 m3/h

Titre 2 : prescriptions

Article 3 : prescriptions spécifiques

3.1 Protection du milieu naturel

En aucune manière, sauf cas de force majeure, les eaux brutes ne doivent rejoindre directement le milieu naturel ; les modalités de gestion de la station et du réseau doivent en tenir compte.

Le gestionnaire de la station veillera notamment à interdire tout rejet direct d'eau non traitée dans le milieu naturel lors des opérations de vidange des boues de la station.

De même, la station de refoulement doit être conçue pour éviter les fuites vers le milieu naturel.

3.2 Performances de l'ouvrage d'épuration

Paramètres	Rendement minimal de l'épuration	Concentration maximale du rejet
DBO <sub>5</sub>	90 %	25 mg/l
DCO	75 %	125 mg/l
NH4 <sup>+</sup>	80 %	10 mg/l
MES	90 %	35 mg/l
Microbiologie	2 u log (99%)	

Ces performances seront respectées en concentration ou en rendement en moyenne sur 24 heures.

3.3 L'auto surveillance de l'ouvrage d'épuration

La fréquence de l'auto-surveillance est fixée à deux par an.

Ces deux auto-surveillances seront réalisées aux périodes d'étiage du cours d'eau :

- l'étiage estival de mai à juillet ;
- l'étiage hivernal de septembre à novembre.

Les paramètres à analyser sont les suivants :

Paramètre	Fréquence annuelle des mesures
Débit et pH	2
DBO5	2
DCO	2
MES	2
NH4 <sup>+</sup>	2
NGL *	2
Pt *	2
microbiologie	2

\* L'exigence de surveillance des paramètres Azote global (NGL) et Phosphore total (Pt) prévue à l'article 19-I de l'arrêté du 22 juin 2007, résulte de la possibilité d'application de l'article 5.4 de la directive du 21 mai 1991 susvisée; elle n'implique pas obligatoirement la mise en place d'un traitement particulier de ces substances qui reste à l'appréciation du préfet.

Titre 3 : dispositions générales

Le pétitionnaire devra se conformer aux prescriptions techniques minimales fixées par l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 annexé au présent arrêté.

Article 4 : Modification du projet

Conformément à l'article R214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage ou l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à

entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.

La déclaration prévue à l'alinéa précédent est soumise aux mêmes formalités que la déclaration initiale.

Article 5 : Publication et information des tiers

Une copie du présent arrêté sera transmise à la mairie de la commune de Barisey-au-Plain, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 6 mois.

Article 6 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs par le pétitionnaire dans un délai de deux mois suivant sa notification et par les tiers dans un délai de quatre ans suivant sa notification dans les conditions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 7 : Exécution

M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le sous-préfet de Toul, M. le maire de la commune de Barisey-au-Plain, M. le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, M. le directeur général de l'agence régionale de la santé de Lorraine, M. le commandant du groupement de gendarmerie de la Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans la mairie de Barisey-au-Plain.

Une copie sera également adressée au directeur de l'agence de l'eau Rhin-Meuse, ainsi qu'au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 novembre 2010

Le Préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François MALHANCHE

Les annexes au présent arrêté sont consultables en préfecture (Bureau des Procédures Environnementales) et dans la(les) mairie(s) concernée(s).

#### Extrait de l'arrêté N°54-2010-00088 du 23 novembre 2010 fixant des prescriptions dans le cadre des travaux de mise en conformité du système d'assainissement de la commune de SAULXURES-LES-VANNES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de renforcer les prescriptions relatives au suivi des ouvrages de capacité de moins de 30 kg/j de DBO5 dans le département de Meurthe-et-Moselle afin de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

CONSIDERANT que pour atteindre l'obligation de bon état de la masse d'eau Aroffe, les contraintes pour les stations d'épuration en terme de performances ont été renforcées par rapport à la réglementation générale ;

CONSIDERANT que le maire de la commune de Saulxures-les-Vannes n'a pas émis d'avis dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;

#### ARRETE

Titre 1 : objet de l'arrêté

Article 1 : objet de l'arrêté

Le présent arrêté annule et remplace l'acte de régularisation du 22 décembre 2006 relatif au système d'assainissement et de traitement des eaux usées de la commune de Saulxures-les-Vannes.

Il est donné acte à la commune de Saulxures-les-Vannes, représentée par son maire, de sa déclaration en application de l'article L 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant :

Système d'assainissement de la commune de Saulxures-les-Vannes

et situé sur la commune de Saulxures-les-Vannes.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques définies au tableau de l'article R 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.1.0	Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute journalière de pollution organique : 1° Supérieure à 600 kg de DBO5 (A) 2° Supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5 (D)	Déclaration	Arrêté du 22 juin 2007
2.1.2.0	Déversoirs d'orage situés sur un système de collecte des eaux usées destiné à collecter un flux polluant journalier : 1° Supérieur à 600 kg de DBO5 (A) 2° Supérieur à 12 kg de DBO5, mais inférieur ou égal à 600 kg de DBO5 (D)	Déclaration	Arrêté du 22 juin 2007

Article 2 : caractéristiques des ouvrages

Les principales caractéristiques des ouvrages composant le système d'assainissement sont les suivantes :

- une station d'épuration des eaux usées d'une capacité de 22 kg/j de DBO5 sur le territoire de Saulxures-les-Vannes (parcelle ZL 64).

Le rejet s'effectue dans le ruisseau de l'Aulnoye, affluent de l'Aroffe.

Le débit de référence de l'ouvrage d'épuration est fixé à 200 m3/j.

L'épuration sera assurée au moyen d'un procédé par infiltration percolation comprenant un canal de mesure en entrée, un décanteur de 600 m3, 3 lits de 350 m2 chacun, un canal de mesure en sortie.

l'aménagement de 2 déversoirs d'orage sur le réseau d'égouts :

Ouvrage	Implantation	Milieu concerné par le rejet	Capacité
DO1	Rue de la prairie	Ruisseau de l'Aulnoye	
DO2	Entrée de station d'épuration	Ruisseau de l'Aulnoye	22 kg/j DBO5

Titre 2 : prescriptions

Article 3 : prescriptions spécifiques

Les rejets de la station d'épuration impactant la masse d'eau AROFFE, les prescriptions suivantes ont été retenues.

3.1 Performances de l'ouvrage d'épuration

Paramètres	Rendement minimal de l'épuration	Concentration maximale du rejet
DBO <sub>5</sub>	80 %	25 mg/l
DCO	70 %	80 mg/l
NTK	60 %	/
MES	70 %	/

Ces performances seront respectées en concentration ou en rendement en moyenne sur 24 heures.

3.2 L'auto surveillance de l'ouvrage d'épuration

La fréquence de l'autosurveillance est fixée à un par an.

Les paramètres à analyser sont les suivants :

Paramètre	Fréquence annuelle des mesures
Débit et pH	1
DBO <sub>5</sub>	1
DCO	1
MES	1
NTK	1
NGL *	1
Pt *	1

\* L'exigence de surveillance des paramètres Azote global (NGL) et Phosphore total (Pt) prévue à l'article 19-I de l'arrêté du 22 juin 2007, résulte de la possibilité d'application de l'article 5.4 de la directive du 21 mai 1991 susvisée; elle n'implique pas obligatoirement la mise en place d'un traitement particulier de ces substances qui reste à l'appréciation du préfet.

Titre 3 : dispositions générales

Le pétitionnaire devra se conformer aux prescriptions techniques minimales fixées par l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 annexé au présent arrêté.

Article 4 : Modification du projet

Conformément à l'article R 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage ou l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.

La déclaration prévue à l'alinéa précédent est soumise aux mêmes formalités que la déclaration initiale.

Article 5 : Publication et information des tiers

Une copie du présent arrêté sera transmise à la mairie de la commune de Saulxures-les-Vannes, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 6 mois.

Article 6 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs par le pétitionnaire dans un délai de deux mois suivant sa notification et par les tiers dans un délai de quatre ans suivant sa notification dans les conditions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 7 : Exécution

M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le sous-préfet de Toul, M. le maire de la commune de Saulxures-les-Vannes, M. le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, M. le directeur général de l'agence régionale de la santé de Lorraine, M. le commandant du groupement de gendarmerie de la Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans la mairie de Saulxures-les-Vannes.

Une copie sera également adressée au directeur de l'agence de l'eau Rhin-Meuse, ainsi qu'au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 novembre 2010

Le Préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François MALHANCHE

Les annexes au présent arrêté sont consultables en préfecture (Bureau des Procédures Environnementales) et dans la(les) mairie(s) concernée(s).

#### Extrait de l'arrêté N°54-2010-00091 du 23 novembre 2010 fixant des prescriptions dans le cadre des travaux de mise en conformité du système d'assainissement de la commune de GIBEAUMEIX

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de renforcer les prescriptions relatives au suivi des ouvrages de capacité de moins de 30 kg/j de DBO<sub>5</sub> dans le département de Meurthe-et-Moselle afin de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

CONSIDERANT que pour atteindre l'obligation de bon état de la masse d'eau Aroffe, les contraintes pour les stations d'épuration en terme de performances ont été renforcées par rapport à la réglementation générale ;

CONSIDERANT que le maire de la commune de Gibeauheim n'a pas émis d'avis dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;

#### AR R E T E

Titre 1 : objet de l'arrêté

Article 1 : objet de l'arrêté

Le présent arrêté annule et remplace l'acte de validation du porter à connaissance du 27 mars 2008 relatif au système d'assainissement et de traitement des eaux usées de la commune de Gibeauheim.

Il est donné acte à la commune de Gibeauheim, représentée par son maire, de son porter à connaissance sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant :

Système d'assainissement de la commune de Gibeauheim

et situé sur la commune de Gibeauheim.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations non-soumises au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques définies au tableau de l'article R 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.1.0	Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute journalière de pollution organique : 1° Supérieure à 600 kg de DBO5 (A) 2° Supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5 (D)	NON soumis	Arrêté du 22 juin 2007
2.1.2.0	Déversoirs d'orage situés sur un système de collecte des eaux usées destiné à collecter un flux polluant journalier : 1° Supérieur à 600 kg de DBO5 (A) 2° Supérieur à 12 kg de DBO5, mais inférieur ou égal à 600 kg de DBO5 (D)	NON soumis	Arrêté du 22 juin 2007

## Article 2 : caractéristiques des ouvrages

Les principales caractéristiques des ouvrages composant le système d'assainissement sont les suivants :

- une station d'épuration des eaux usées d'une capacité de 9 kg/j de DBO5 sur le territoire de Gibeauheim.

Le rejet s'effectue dans l'Aroffe.

Le débit de référence de l'ouvrage d'épuration est fixé à 46.6 m3/j.

L'épuration sera assurée au moyen d'un procédé par infiltration sur filtres plantés comprenant un dégrillage, un canal de mesure en entrée, 2 massifs filtrants composés de chacun 3 lits d'infiltration alimentés en alternance par bâchées, un canal de mesure en sortie et une canalisation gravitaire vers le milieu récepteur.

- l'aménagement de 2 déversoirs d'orage sur le réseau d'égouts :

Type de point	Numéro	Localisation	Commune	Milieu récepteur	Charge en kg DBO5/jour	Débit de référence
DO	1	Grand Rue	Gibeauheim	L'Aroffe	3.6	15 l/s/ha
PR	1	Grand Rue	Gibeauheim	L'Aroffe	4	-
DO	2	Rue de la Chapelle	Gibeauheim	L'Aroffe	0.72	15 l/s/ha
DO	3	Rue du Château	Gibeauheim	L'Aroffe	0.72	15 l/s/ha
DO	4	Aval de la zone d'habitat futur	Gibeauheim	L'Aroffe	Fonction de la future zone d'habitat	15 l/s/ha

## Titre 2 : prescriptions

## Article 3 : prescriptions spécifiques

Les rejets de la station d'épuration impactant la masse d'eau AROFFE, les prescriptions suivantes ont été retenues.

## 3.1 Performances de l'ouvrage d'épuration :

Paramètre	Rendement	Concentrations maximales
DBO5	90%	25mg/l
DCO	75%	125mg/l
MES	90%	35mg/l
NTK	50%	15mg/l

Ces performances seront respectées en concentration ou en rendement en moyenne sur 24 heures.

## 3.2 L'auto surveillance de l'ouvrage d'épuration

La fréquence de l'autosurveillance est fixée à un par an.

Les paramètres à analyser sont les suivants :

Paramètre	Fréquence annuelle des mesures
Débit et pH	1
DBO5	1
DCO	1
MES	1
NTK	1
NGL *	1
Pt *	1

\* L'exigence de surveillance des paramètres Azote global (NGL) et Phosphore total (Pt) prévue à l'article 19-I de l'arrêté du 22 juin 2007, résulte de la possibilité d'application de l'article 5.4 de la directive du 21 mai 1991 susvisée; elle n'implique pas obligatoirement la mise en place d'un traitement particulier de ces substances qui reste à l'appréciation du préfet.

## Titre 3 : dispositions générales

Le pétitionnaire devra se conformer aux prescriptions techniques minimales fixées par l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 annexé au présent arrêté.

## Article 4 : Publication et information des tiers

Une copie du présent arrêté sera transmise à la mairie de la commune de Gibeauheim, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 6 mois.

## Article 5 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs par le pétitionnaire dans un délai de deux mois suivant sa notification et par les tiers dans un délai de quatre ans suivant sa notification dans les conditions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

## Article 6 : Exécution

M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le sous-préfet de Toul, M. le maire de la commune de Gibeauheim, M. le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, M. le directeur général de l'agence régionale de la santé de Lorraine, M. le commandant du groupement de gendarmerie de la Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans la mairie de Gibeauheim.

Une copie sera également adressée au directeur de l'agence de l'eau Rhin-Meuse, ainsi qu'au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 novembre 2010

Le Préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François MALHANCHE

Les annexes au présent arrêté sont consultables en préfecture (Bureau des Procédures Environnementales) et dans la(les) mairie(s) concernée(s).

**Extrait de l'arrêté N°54-2010-00092 du 23 novembre 2010 fixant des prescriptions dans le cadre des travaux de mise en conformité du système d'assainissement du syndicat intercommunal d'assainissement de l'Aroffe sur la commune de VANNES-LE-CHATEL**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que pour assurer la protection des ressources destinée à l'eau potable, le nouveau projet nécessite la réalisation d'un traitement bactériologique ;

CONSIDERANT que pour atteindre l'obligation de bon état de la masse d'eau Aroffe, les contraintes pour les stations d'épuration en terme de performances ont été renforcées par rapport à la réglementation générale ;

CONSIDERANT que le président du syndicat intercommunal d'assainissement de l'Aroffe n'a pas émis d'avis dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;

**ARRETE**

Titre 1 : objet de l'arrêté

Article 1 : objet de l'arrêté

Le présent arrêté annule et remplace le récépissé du 4 juin 2009 et l'accord correspondant du 11 juin 2009 relatif au système d'assainissement et de traitement des eaux usées du syndicat intercommunal d'assainissement de l'Aroffe sur la commune de Vannes-le-Chatel.

Il est donné acte au syndicat intercommunal d'assainissement de l'Aroffe, représenté par son président, de sa déclaration en application de l'article L 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant :

Système d'assainissement du syndicat intercommunal d'assainissement de l'Aroffe

et situé sur la commune de Vannes-le-Chatel.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques définies au tableau de l'article R 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêts de prescriptions générales correspondant
2.1.1.0	Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute journalière de pollution organique : 1° Supérieure à 600 kg de DBO5 (A) 2° Supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5 (D)	Déclaration	Arrêté du 22 juin 2007
2.1.2.0	Déversoirs d'orage situés sur un système de collecte des eaux usées destiné à collecter un flux polluant journalier : 1° Supérieur à 600 kg de DBO5 (A) 2° Supérieur à 12 kg de DBO5, mais inférieur ou égal à 600 kg de DBO5 (D)	Déclaration	Arrêté du 22 juin 2007

Article 2 : caractéristiques des ouvrages

Les principales caractéristiques des ouvrages composant le système d'assainissement sont les suivantes :

- une station d'épuration des eaux usées d'une capacité de 78 kg/j de DBO5 sur le territoire de Vannes-le-Chatel (parcelle ZA 56, 57, 58).

Le rejet s'effectue dans l'Aroffe.

Le débit de référence de l'ouvrage d'épuration est fixé à 819 m3/j.

L'épuration sera assurée au moyen d'un procédé par infiltration percolation comprenant un canal de mesure en entrée, une lagune de décantation de 1693 m3, 3 lits de 1075 m2 chacun, un traitement bactériologique par lampe UV, un canal de mesure en sortie.

- l'aménagement de 2 déversoirs d'orage sur le réseau d'égouts :

Type de point	Numéro	Localisation	Commune	Milieu récepteur	Charge en kg DBO5/jour	Débit de référence provoquant la surverse
DO	1	Angle de la rue Clemenceau et de la rue du Moulin	Allamps	Ruisseau de l'Etange	430 EH au maximum 25,8 kg/j DBO5	A préciser
DO	2	Au poste de refoulement global d'Allamps	Allamps	Cours d'eau temporaire rejoignant l'Aroffe	430 EH au maximum 25,8 kg/j DBO5	5 l/s

Titre 2 : prescriptions

Article 3 : prescriptions spécifiques

Les rejets de la station d'épuration impactant la masse d'eau AROFFE et le rejet se situant en amont d'un captage destiné à l'eau potable, les prescriptions suivantes ont été retenues.

3.1 Performances de l'ouvrage d'épuration

Paramètre	Rendement minimal	Concentration maximale
DBO5	90%	11 mg/l
DCO	85%	55 mg/l
MES	85 %	17 mg/l
NH4+	80 %	10 mg/l
Microbiologie	2 unités log	

Ces performances seront respectées en concentration ou en rendement en moyenne sur 24 heures.

3.2 L'auto surveillance de l'ouvrage d'épuration

La fréquence de l'auto-surveillance est fixée à deux par an.

Ces deux auto-surveillances seront réalisées aux périodes d'étiage du cours d'eau :

- l'étiage estival de mai à juillet ;

- l'étiage hivernal de septembre à novembre.

Les paramètres à analyser sont les suivants :

Paramètre	Fréquence annuelle des mesures
Débit et pH	2
DBO5	2
DCO	2
MES	2
NH4+	2
NGL *	2
Pt *	2
microbiologie	2

\* L'exigence de surveillance des paramètres Azote global (NGL) et Phosphore total (Pt) prévue à l'article 19-1 de l'arrêté du 22 juin 2007, résulte de la possibilité d'application de l'article 5.4 de la directive du 21 mai 1991 susvisée; elle n'implique pas obligatoirement la mise en place d'un traitement particulier de ces substances qui reste à l'appréciation du préfet.

## Titre 3 : dispositions générales

Le pétitionnaire devra se conformer aux prescriptions techniques minimales fixées par l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 annexé au présent arrêté.

## Article 4 : Modification du projet

Conformément à l'article R 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage ou l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.

La déclaration prévue à l'alinéa précédent est soumise aux mêmes formalités que la déclaration initiale.

## Article 5 : Publication et information des tiers

Une copie du présent arrêté sera transmise à la mairie de la commune de Vannes-le-Chatel, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 6 mois.

## Article 6 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs par le pétitionnaire dans un délai de deux mois suivant sa notification et par les tiers dans un délai de quatre ans suivant sa notification dans les conditions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

## Article 7 : Exécution

M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le sous-préfet de Toul, M. le président du syndicat intercommunal d'assainissement de l'Aroffe, M. le maire d'Allamps, Mme le maire de Vannes-le-Chatel, M. le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, M. le directeur général de l'agence régionale de la santé de Lorraine, M. le commandant du groupement de gendarmerie de la Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans les mairies de Vannes-le-Chatel et Allamps.

Une copie sera également adressée au directeur de l'agence de l'eau Rhin-Meuse, ainsi qu'au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 novembre 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

*Les annexes au présent arrêté sont consultables en préfecture (Bureau des Procédures Environnementales) et dans la(les) mairie(s)*

*Service agriculture, forêt, chasse***Extrait de l'arrêté n° 2010/DDT54/AFC/434, en date du 17 novembre 2010, fixant le stabilisateur départemental des indemnités compensatoires de handicaps naturels au titre de la campagne 2010**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**AR R E T E**

Article 1er : Sur l'ensemble du département est fixé un stabilisateur budgétaire départemental permettant de respecter la notification du droit à engager.

Article 2 : Le stabilisateur pour la campagne 2010 est le suivant : 1,0000

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur départemental des territoires et M. le président directeur général de l'Agence de Service et de Paiement (ASP) sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 novembre 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

*Service transports, sécurité***Extrait de l'arrêté N° 2010/DDT/TS/046 du 22 novembre 2010 réglementant temporairement la circulation dans le sens de circulation Paris-Strasbourg et Strasbourg-Paris de l'autoroute A4 durant les travaux de dépose d'une ligne haute tension située au PR 289+700 durant la période comprise entre le 22 et 26 novembre 2010**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la nécessité de procéder à des travaux de dépose d'une ligne haute tension au PR 289+700 de l'autoroute A4 – district de JARNY

**AR R E T E**

## Article 1 – Localisation et nature des travaux

Autoroutes A 4 – entre le diffuseur n° 32 de FRESNES-EN-WOEVRE et le diffuseur n° 33 de JARNY au PR 289+700 dans les deux sens de circulation, sur la commune de LABRY, dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Dépose d'une ligne haute tension surplombant l'autoroute A 4.

## Article 2 - Dérogation

Par dérogation à l'arrêté préfectoral permanent d'exploitation sous chantier en date du 16 juillet 2007 pour le département de Meurthe-et-Moselle, les travaux de dépose d'une ligne haute tension située au PR 289+700 sens Paris-Strasbourg et Strasbourg-Paris de l'autoroute A4 seront autorisés durant la période comprise entre le 22 et 26 novembre 2010 inclus.

L'inter distance entre ce chantier et d'autres chantiers d'entretien courant ou non courant pourra être inférieure à la réglementation en vigueur.

## Article 3 – Calendrier prévisionnel

Du 22 au 26 novembre 2010 inclus, la circulation s'établit comme suit sur l'autoroute A4, dans les deux sens de circulation au PR 289+700 – centre d'exploitation de JARNY :

Une journée entre 9h00 et 17h00 durant la période comprise entre le 22 et le 26 novembre 2010.

Les dates prévisionnelles de travaux sont données à titre indicatif et sont susceptibles d'être modifiées en fonction des intempéries et/ou des problèmes techniques de chantier.

Les horaires de pose et dépose des balisages sont donnés à titre indicatif et sont susceptibles d'être optimisés en fonction du trafic.

#### Article 4 - Modes d'exploitation

Les travaux de dépose d'une ligne haute tension située au PR 289+700 de l'autoroute A4 sens Paris-Strasbourg et Strasbourg-Paris nécessitent les restrictions de circulation suivantes :

- Neutralisation de la voie lente dans les deux sens de circulation,
- Réalisation simultanée de six micro-coupures, de 3 minutes chacune et espacées de 15 minutes, dans les deux sens de la circulation par les forces de l'ordre territorialement compétentes et des agents SANEF pour la dépose de la ligne haute tension,
- L'aire de repos du «Bois Saint-Martin» sera momentanément fermée à la circulation (présence d'un véhicule SANEF en sortie),
- La queue du bouchon sera matérialisée en amont de la zone par un véhicule équipé d'un panneau à message variable,
- Des messages d'information seront diffusés sur la radio 107.7 et affichés sur les panneaux à messages variables.

#### Article 5 – Signalisation

- La signalisation verticale sera mise en place et entretenue par les services du centre d'exploitation SANEF de JARNY,
- L'ensemble de la signalisation sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée le 6 novembre 1992,
- La signalisation verticale et les dispositifs de protection du chantier mis en place seront adaptés aux caractéristiques géométriques du site,
- La signalisation permanente ne devra pas être en contradiction avec la signalisation temporaire du chantier.

Article 6 : Les infractions aux instructions du présent arrêté seront poursuivies et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, le commandant du groupement de gendarmerie départementale de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'entreprise attributaire des travaux, le directeur du réseau SANEF-Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie sera adressée à :

- Monsieur le président de la mission de contrôle des autoroutes,
- Monsieur le maire de Labry,
- Messieurs les présidents des syndicats de transporteurs,
- Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- Messieurs les co-directeurs du C.R.I.C.R de Metz.

Nancy, le 22 novembre 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

---

### Extrait de l'arrêté N°2010/DDT/TS/047 du 18 novembre 2010 portant autorisation de portée locale relatif à la circulation des véhicules à 44 tonnes pour le transport de certains produits indispensables à l'industrie chimique à titre exceptionnel

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

#### A R R E T E

##### Article 1 - Modification et prorogation

L'arrêté préfectoral n° 2010/DDT/TS/042 du 26 octobre 2010 est modifié et prorogé par le présent arrêté.

##### Article 2 - Champ d'application

Le présent arrêté, applicable uniquement sur les routes du département de Meurthe-et-Moselle, autorise à titre exceptionnel la circulation des véhicules citernes à 44 tonnes concernant exclusivement le transport des matières premières et produits de bases indispensables à l'activité de production vers des usines de l'industrie chimique.

Il est applicable jusqu'au 3 décembre 2010 inclus.

Pour l'application du présent arrêté, les véhicules concernés par le transport des matières premières et de produits chimiques doivent être conformes au code de la route en terme de gabarit, c'est-à-dire de longueur et de largeur. Seule la masse peut être supérieure aux limites générales du code de la route.

Cette dérogation s'entend sous réserve que les véhicules disposent du certificat d'agrément délivré aux véhicules transportant certaines marchandises dangereuses attestant de la capacité à circuler à 44 tonnes.

##### Article 3 - Règles de circulation

Ces transports sont soumis aux autres obligations générales du code de la route et aux prescriptions particulières édictées par les arrêtés spécifiques (municipaux, départementaux et préfectoraux) réglementant la circulation sur certaines sections de voies dont la traversée des agglomérations, des ouvrages d'art et des chantiers.

##### Article 4 - Itinéraires

Les véhicules emprunteront les voies les mieux adaptées et les plus directes en fonction des interdictions ou des restrictions de circulation, notamment en terme de tonnage qui devront être respectées.

##### Article 5 - Dérogations

La circulation à 44 tonnes des véhicules autorisés par le présent arrêté bénéficie des dérogations à l'interdiction de circulation des poids-lourds en fin de semaine durant la période mentionnée à l'article 2.

##### Article 6 - Responsabilités

Les bénéficiaires du présent arrêté et leurs ayants-droit sont responsables vis-à-vis de l'Etat, des départements, des communes traversées, des opérateurs de télécommunications, d'EDF, de la SNCF et de RFF, des accidents de toute nature, des dégradations ou des avaries qui pourraient éventuellement être occasionnés aux routes, à leurs dépendances, aux ouvrages d'art, aux lignes des opérateurs de télécommunications, aux lignes électriques, ainsi qu'aux ouvrages et canalisations diverses, à l'occasion de ces transports.

##### Article 7 - Contrôles

Une copie du présent arrêté doit se trouver à bord du véhicule en plus des documents et titres de transports.

##### Article 8 - Publication

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,
- Monsieur le président du Conseil général,
- Monsieur le directeur départemental des territoires,
- Monsieur le directeur de la DIR EST,
- Messieurs les sous-préfets,
- Monsieur le directeur régional de RFF,
- Monsieur le directeur régional de la SNCF,
- Monsieur le directeur de la SANEF,
- Monsieur le directeur de la SAPRR,
- Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique,

- Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle,  
- Monsieur le commandant de la CRS autoroutière de lorraine,  
qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.  
Nancy, le 18 novembre 2010

Le préfet,  
Pour le préfet, le sous-préfet  
Directeur de Cabinet  
Frédéric BERNARDO

---

*Service environnement, eau, biodiversité*

**Extrait de l'arrêté DDT-PECHE 2010/009 du 16 novembre 2010 instituant des réserves de pêche en 2011 sur la Meurthe et la Vezouze**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**AR R E T E**

Article 1 - Afin de préserver les frayères naturelles, toute pêche est interdite du 1er janvier 2011 au 30 avril 2011 sur les tronçons de cours d'eau suivants :

Rivière La Meurthe

- Commune de SAINT-CLEMENT :

La reculée de l'ancienne rivière en amont de l'ancien pont sur 350 m environ

La reculée « Le Gréhachot »

- Commune de CHENEVIERES :

La reculée du « Grand Paquis »

La reculée aval du seuil fixe du canal des papeteries de Navarre

- Commune de LUNEVILLE :

Les reculées « Popard » au lieu-dit Les Grands Moulins

- Commune de MONCEL-LES- LUNEVILLE :

Les reculées de la ferme de la Petite Pologne de chaque côté de la RN 333 (déviations RN4)

La reculée dite du « Pilot de l'Orme » (amont de l'embouchure du ruisseau du Mississipi)

- Commune de MONT-SUR-MEURTHE :

La reculée du « Bois le Duc »

- Commune de DAMELEVIERES :

La reculée dite « Le Plain »

Rivière La Vezouze

- La commune de CROISMARE :

La reculée en amont du Pont de CROISMARE

Article 2 - Les réserves seront dûment signalées par pancartes ou tout autre moyen.

Article 3 - Dans les réserves ainsi instituées toute pêche est interdite à quelque époque que ce soit. Cette interdiction n'est pas opposable aux pêches extraordinaires exécutées en application du second alinéa de l'article L 436-9 du Code de l'Environnement.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de LUNEVILLE, les maires de CROISMARE, SAINT-CLEMENT, CHENEVIERES, LUNEVILLE, MONCEL-LES-LUNEVILLE, MONT-SUR-MEURTHE, DAMELEVIERES, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires, le directeur interdépartemental du service de la navigation du nord-est, le chef du service départemental de l'ONEMA, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux :

- président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;

- président de l'association pour la pêche et la protection du milieu aquatique « LA CARACHE LUNEVILLOISE ».

Article 5 - Le présent arrêté sera affiché pendant un mois dans les mairies citées à l'article 4 et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 novembre 2010

Pour le préfet et par délégation,  
Le chef du service de police de l'eau de Meurthe-et-Moselle,  
Jean-Luc JANEL

---

*Service aménagement durable, urbanisme, risques*

**Extrait de l'arrêté de cessibilité N°10 DDT 10 ADUR/AJ du 14 octobre 2010 - Communes de PONT A MOUSSON et de LESMENILS - Aménagement de la RD 910 entre PONT A MOUSSON et LESMENILS**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la nécessité d'acquérir les parcelles de terrain destinées à l'aménagement de la RD 910 entre PONT A MOUSSON et LESMENILS ;

**AR R E T E**

Article 1er -Les immeubles désignés sur l'état parcellaire annexé au présent arrêté, nécessaires à la réalisation du projet, sont déclarés immédiatement cessibles au département de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 – A défaut de cession amiable desdits immeubles, il sera procédé par voie d'expropriation légale.

Article 3 – Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux intéressés par le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 – Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le maire de PONT A MOUSSON

- Monsieur le maire de LESMENILS

- Monsieur le directeur départemental des territoires.

Nancy, le 14 octobre 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Pour le secrétaire général absent,  
La sous-préfète chargée de mission,  
Juliette TRIGNAT

*Délais et voies de recours*

Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être produit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).



**Extrait de l'arrêté du 7 mai 2010 d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de MOINEVILLE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**AR R E T E**

Article 1er : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de la commune de MOINEVILLE tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans les deux journaux ci-dessous désignés :

- L'Est Républicain
- Le Républicain Lorrain

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché à la mairie de MOINEVILLE pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de MOINEVILLE, à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Nancy, le 7 mai 2010

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

**Extrait de l'arrêté du 22 novembre 2010 d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) - Mouvements de terrain sur le territoire FROUARD**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**AR R E T E**

Article 1er : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) mouvements de terrain sur la commune de FROUARD tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans les deux journaux ci-dessous désignés :

- L'Est Républicain

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché à la mairie de FROUARD pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de FROUARD, à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Les services de l'Etat concernés, le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Nancy, le 22 novembre 2010

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS****Extrait de l'arrêté n°10.D.D.P.P.115 du 21 octobre 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Clémence PEYRON à NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an renouvelable à :

Clémence PEYRON  
2 rue Gustave Petit  
54000 NANCY

Article 2 - Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

Article 3 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 4 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 5 - En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 21 octobre 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
la directrice départementale de la protection des populations  
et par délégation,  
Emmanuelle PORTEMER

**Extrait de l'arrêté n°10.D.D.P.P.122 du 16 novembre 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Anne-Charlotte TARDIEU à METZ**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an renouvelable à :

Anne-Charlotte TARDIEU  
10 Boulevard Clemenceau  
57000 METZ

Article 2 - Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

Article 3 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 4 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 5 - En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 16 novembre 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
la directrice départementale de la protection des populations  
et par délégation,  
Emmanuelle PORTEMER

---

**Extrait de l'arrêté n°10.D.D.P.123 du 16 novembre 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Sébastien MANISE à GOURAINCOURT**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an renouvelable à :

Sébastien MANISE  
2 Bis rue de l'église  
55230 GOURAINCOURT

Article 2 - Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

Article 3 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 4 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 5 - En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 16 novembre 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
la directrice départementale de la protection des populations  
et par délégation,  
Emmanuelle PORTEMER

---

**Extrait de l'arrêté n°10.D.D.P.127 du 29 novembre 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Olivier DODET à BACCARAT**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an renouvelable à :

Olivier DODET  
99 rue division Leclerc  
54120 BACCARAT

Article 2 - Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

Article 3 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 4 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 5 - En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 29 novembre 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
la directrice départementale de la protection des populations  
et par délégation,  
Emmanuelle PORTEMER

---

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

**Extrait de l'arrêté du 22 novembre 2010 modifiant l'arrêté du 19 janvier 1998 modifié portant création d'une régie d'avances**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté du 19 janvier 1998 portant création d'une régie d'avances auprès de la direction des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle ;

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : Dans l'article 1er de l'arrêté du 19 janvier 1998 modifié susvisé, les termes « direction départementale des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle » sont remplacés par « direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ».

Article 2 : Dans l'article 2 de l'arrêté du 19 janvier 1998 modifié susvisé, les termes « 22.700 € (vingt deux mille sept cents euros) » sont remplacés par « 300.000 € (trois cents mille euros) ».

« De plus, il sera autorisé la mise en place, le cas échéant d'une avance exceptionnelle. Elle pourra être versée sur demande du régisseur établie dans les mêmes conditions que la demande d'avance initiale ».

Article 3 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture et madame la directrice départementale des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 22 novembre 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

---

#### Extrait de l'arrêté du 24 novembre 2010 portant déclassement de l'immeuble 9 rue des Tanneries à LONGWY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que le déclassement d'un bien immobilier de l'Etat est un préalable indispensable pour assurer la parfaite validité de sa cession ;

#### AR R E T E

Article 1 : Il est prononcé le déclassement de l'immeuble cadastré section AR n° 191 - 9 rue des Tanneries à LONGWY.

Article 2 : Cette opération de déclassement prendra effet à la date de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au directeur régional des affaires culturelles de Lorraine et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 24 novembre 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

---

#### Extrait de l'arrêté du 29 novembre 2010 portant nomination de M. Gilles FLUCK, régisseur d'avances et de recettes

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### AR R E T E

Article 1<sup>er</sup> : M. Gilles FLUCK, inspecteur du trésor Public à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, est nommé régisseur d'avances et de recettes auprès de cette direction à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Article 2 : L'arrêté préfectoral du 9 août 2007 portant nomination de M. Lionel MAGNI comme régisseur d'avances auprès de la direction départementale des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle est abrogé.

Article 3 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture et Madame la directrice départementale des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à Monsieur Gilles FLUCK.

Nancy, le 29 novembre 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

---

### DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

*Division d'exploitation de Metz*

#### Extrait de l'arrêté N° 2010-DIR-Est-M-54-0113 du 19 novembre 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération relatif aux travaux d'entretien sur la couche de roulement de l'échangeur complet de LONGLAVILLE par le CG-54.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

#### AR R E T E

Article 1 : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE : RN – 52

POINTS REPERES (PR) : PR 24+000 à PR 24+600

SENS : Metz => Belgique et Belgique => Metz

SECTION : Échangeur de Longlaville

NATURE DES TRAVAUX : Travaux d'entretien sur la couche de roulement de l'échangeur complet de Longlaville par le CG-54

PERIODE GLOBALE : Le lundi 22 novembre 2010

SYSTEME D'EXPLOITATION :

Coupure successive de bretelles de l'échangeur Longlaville.

Mise en place d'itinéraire de déviations.

SIGNALISATION TEMPORAIRE A LA CHARGE DE :

CEI de Villers-la-Chèvre  
MISE EN PLACE PAR :  
CEI de Villers-la-Chèvre

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N° : 1

Date/Heure : Le lundi 22 nov-10 de 9h00 à 17h00.

PR et SENS :

Du PR 24+000 Au PR 24+600

Sens Metz - Belgique

Sens Belgique – Metz

SYSTEMES D'EXPLOITATION :

- Coupure successive des bretelles :

- bretelle de sortie de l'échangeur de Longlaville dans le sens 1

- bretelle de sortie de l'échangeur de Longlaville dans le sens 2

RESTRICTIONS DE CIRCULATION

- Les usagers en direction de la Belgique sont invités à continuer sur la RN-52 jusqu'à la frontière Belge.

- Les usagers en direction de Metz sont invités à continuer sur la RN-52 jusqu'à l'échangeur suivant (Mont-St-Martin VAL), puis reprendre la RN-52 en direction de la Belgique jusqu'à l'échangeur de Longlaville.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;

- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,

- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,

- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,

- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,

- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,

- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,

- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,

- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins lès Metz, le 19 novembre 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le chef de la division d'exploitation de Metz,  
David MAZOYER

---

**Extrait de l'arrêté N° 2010-DIR-Est-M-54-0114 du 19 novembre 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération relatif aux travaux de réfection de la couche de roulement d'un dégât au domaine public routier.**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

#### ARRETE

Article 1 : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE : RN – 52

POINTS REPERES (PR) : PR 17+400 à PR 18+100

SENS : Metz => Belgique

SECTION : Échangeur de Pulventeux

NATURE DES TRAVAUX : Réfection ponctuelle de la couche de roulement d'un DDPR Connu

PERIODE GLOBALE : Le vendredi 26 novembre 2010

SYSTEME D'EXPLOITATION :

Neutralisation de la voie de droite

Coupure de la bretelle de l'échangeur Pulventeux.

Mise en place d'itinéraire de déviations.

SIGNALISATION TEMPORAIRE A LA CHARGE DE : CEI de Villers-la-Chèvre

MISE EN PLACE PAR : CEI de Villers-la-Chèvre

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N° : 1

Date/Heure : Le vendredi 26 novembre 2010 de 13 h 00 à 16 h 00

PR et SENS :

Du PR 17+400 au PR 18+100

Sens Metz ? Belgique

SYSTEMES D'EXPLOITATION :

- Neutralisation de la voie de droite

- Fermeture de la bretelle de sortie de l'échangeur Pulventeux.

RESTRICTIONS DE CIRCULATION

- Les usagers sont invités à circuler sur la voie de gauche.

Les usagers en direction de la Belgique sont invités à continuer sur la RN-52 jusqu'à l'échangeur suivant (Cosnes-et-Romain), puis reprendre la RN-52 en direction de Metz jusqu'à l'échangeur de Pulventeux.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;

- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de (Meurthe et Moselle, le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins lès Metz, le 19 novembre 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le chef de la division d'exploitation de Metz,  
David MAZOYER

## SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST

*Direction*

**Extrait de l'arrêté du 2 décembre 2010 portant subdélégation de signature de M. Jean ABELE, chef du service de la navigation du nord-est par intérim, relative à l'administration générale**

Le chef du service de la navigation du nord-est par intérim,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment modifié par le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 novembre 2010 nommant M. Jean ABELE, Chef du Service Navigation du Nord-Est par intérim, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2010 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 10.BI.46 du 29 novembre 2010 accordant délégation de signature à M. Jean ABELE, en matière d'administration générale, par M. le Préfet de Meurthe et Moselle ;

Vu l'arrêté du 31 mars 2010 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU en matière d'administration générale ;

### ARRETE

Article 1 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean ABELE, la délégation prévue à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n° 10.BI.46 du 29 novembre 2010 susvisé est exercée dans la limite de ses attributions par M. Xavier MANGIN, secrétaire général du Service de la Navigation du Nord-Est.

Article 2 : Les compétences suivantes sont subdéléguées à M. Philippe LEFRANC, responsable de l'arrondissement eau et environnement et en cas d'absence ou d'empêchement de M. LEFRANC, à Mme Christel FIORINA, adjointe :

Police de l'eau et des milieux aquatiques :

- Installations, ouvrages, travaux et activités non soumis à autorisation ni à déclaration au titre du Code de l'environnement (avis simple) ;
- Installations, ouvrages, travaux et activités soumis à déclaration au titre du Code de l'environnement, à l'exclusion des arrêtés fixant des prescriptions particulières contestées par les pétitionnaires et des arrêtés d'opposition ;
- Installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation au titre du Code de l'environnement, à l'exclusion des arrêtés préfectoraux de mise à l'enquête et d'autorisation ;
- Procès-verbal de visite de contrôle des installations, ouvrages, travaux et activités soumis au Code de l'environnement et courriers relatifs aux suites à donner ;
- Autorisation de pratiquer des pêches exceptionnelles ;
- Délits de pêche :
  - . Proposition de transaction auprès du procureur de la République ;
  - . Transmission des procès-verbaux au procureur de la République ;
- Interdiction temporaire de la pêche ;
- Décisions favorables simples ou assorties de prescriptions relatives aux projets de constructions en zones submersibles (plans d'exposition aux risques, plan surfaces submersibles, en application de l'article R.425-21 du Code de l'urbanisme) ;
- Représentation de l'État dans les instances judiciaires de premier degré.

Article 3 : Les compétences suivantes sont subdéléguées à M. Jean-Louis AUBERTEIN, responsable de l'arrondissement hydraulique maintenance et exploitation :

Règlements de police et de navigation :

- Règlements particuliers de police ;
- Autorisations de manifestations sur les voies navigables visées à l'article 1.23 du règlement général de police de la navigation intérieure ;
- Autorisations spéciales de transport visées à l'article 1.21 du règlement général de police de la navigation intérieure ;
- Contravention à la police de la navigation :
  - . instruction des procès-verbaux ;
  - . transmission au Procureur de la République des procès-verbaux ;
  - . représentation de l'État dans les instances judiciaires de premier degré.

Article 4 : Le présent arrêté abroge l'arrêté du 31 mars 2010.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de services déconcentrés de l'État.

Nancy, le 2 décembre 2010

Le chef du service navigation du nord-est par intérim,  
Jean ABELE

---

**Extrait de l'arrêté du 2 décembre 2010 portant subdélégation de signature de M. Jean ABELE, chef du service de la navigation du nord-est par intérim, relative aux avis à la batellerie**

Le chef du service de la navigation du nord-est par intérim,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment modifié par le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 novembre 2010 nommant M. Jean ABELE, Chef du Service Navigation du Nord-Est par intérim, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2010 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 10.BI.47 accordant délégation de signature à M. Jean ABELE, en matière d'avis à la batellerie, par M. le Préfet de Meurthe et Moselle ;

Vu l'arrêté du 31 août 2010 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU en matière d'avis à la batellerie ;

Vu l'arrêté S.G.A.R. n° 2010-36 en date du 5 février 2010 portant constitution de l'unité territoriale d'itinéraire "Canal des Vosges" (U.T.I. CV) et de l'unité territoriale d'itinéraire "Canal de la Marne au Rhin Est et Embranchement de Nancy" (U.T.I. CMRE-EN),

**A R R E T E**

Article 1 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean- ABELE, délégation est donnée à :

- M. Xavier MANGIN, secrétaire général,
- M. Olivier VERMOREL, responsable de l'arrondissement prospectives, gestion et financement,
- M. Jean-Louis AUBERTEIN, responsable de l'arrondissement hydraulique maintenance et exploitation,
- M. Philippe MOREL, responsable de l'unité exploitation et réglementation,
- M. André MAGNIER, responsable de l'arrondissement études et grands travaux,
- M. Daniel BALY, adjoint au responsable de l'arrondissement études et grands travaux,
- M. Philippe LEFRANC, responsable de l'arrondissement eau et environnement,
- M. Michel COURTEAU, responsable de l'arrondissement développement de la voie d'eau,
- Mme Michelle LAQUENAIRE, adjointe au responsable de l'arrondissement développement de la voie d'eau,
- M. Alain FABRE, responsable de l'unité territoriale d'itinéraire Moselle (UTI Moselle),
- M. Jean-Yves HELLE, responsable de l'antenne de Toul de l' UTI Moselle,
- M. Luc VUIDART, responsable de l'antenne de Pont-à-Mousson de l' UTI Moselle,
- M. Daniel MARTIN, responsable de l' UTI CMRE-EN,
- M. Stéphane MUNOS, adjoint au responsable de l' UTI CMRE-EN,

à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions et selon les modalités telles que définies dans le tableau joint au présent arrêté, les avis à la batellerie pour le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté du 31 août 2010.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et des services déconcentrés de l'État.

Nancy, le 2 décembre 2010

Le chef du service navigation du nord-est par intérim,  
Jean ABELE

## MEURTHE ET MOSELLE (54)

DELEGATAIRES		TYPES D'AVIS (compétence)								Information sur tous types d'événements avec ou sans restriction de circulation et/ou de gabarit (décisions prises par Voies navigables de France relatives aux horaires de navigation et aux chômages, ...)
		Diffusion des modifications des conditions d'exploitation à caractère permanent (modification du ou des R.P.P.)	Déro-gation temporaire R.P.P. ou R.G.P.	Prescriptions de portée générale (économie d'eau)	Evénements sensibles	Annonce d'arrêts ou de prescription importants, connus à l'avance et de portée limitée (regroupement, réduction d'enfoncement, ...)	Arrêts de navigation - Décision immédiate qui fait suite à un événement imprévisible	Restriction localisée	Avis à vigilance	
I	En cas d'absence ou d'empêchement de J. ABELE : X. MANGIN	X	X	X	X	X	X	X	X	X
II	En cas d'absence ou d'empêchement de J. ABELE et X. MANGIN : J.L.AUBERTEIN, P. MOREL, M. COURTEAU et M. LAQUENAIRE			X	X	X	X	X	X	X
III	En cas d'absence ou d'empêchement de J. ABELE, X. MANGIN, J.L.AUBERTEIN, P. MOREL, M. COURTEAU et M. LAQUENAIRE : A. FABRE et en cas d'absence ou d'empêchement de A. FABRE, J.Y. HELLE (antenne de Toul) ; A. FABRE et en cas d'absence ou d'empêchement de A. FABRE, L. VUIDART (antenne de Pont à Mousson) ; D. MARTIN (UTI CMRE-EN) et en cas d'absence ou d'empêchement de D. MARTIN, S. MUNOS ; chacun dans la limite de sa compétence territoriale						X (si < à 4 heures)	X si < à 4 heures	X	
IV	Cadres d'astreinte de Direction : J. ABELE, X. MANGIN, J.L. AUBERTEIN, O. VERMOREL, M. COURTEAU, M. LAQUENAIRE, Ph. LEFRANC, A. MAGNIER, D. BALY				X		X	X	X	X

**Extrait de l'arrêté du 2 décembre 2010 portant subdélégation de signature de M. Jean ABELE, chef du service de la navigation du nord-est par intérim, relative à l'ingénierie publique**

Le chef du service de la navigation du nord-est par intérim,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment modifié par le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 novembre 2010 nommant M. Jean ABELE, Chef du Service Navigation du Nord-Est par intérim, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2010 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 10.BI.48 du 29 novembre 2010 accordant délégation de signature à M. Jean ABELE, en matière d'ingénierie publique, par M. le Préfet de Meurthe et Moselle ;

Vu l'arrêté du 29 mars 2010 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU en matière d'ingénierie publique ;

**ARRETE**

Article 1 : Les compétences relatives à l'exercice des missions d'ingénierie publique prévues à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 10.BI.48 du 29 novembre 2010 susvisé, sont subdélégées à :

- M. André MAGNIER, responsable de l'arrondissement études et grands travaux, et en cas d'absence ou d'empêchement d'A. MAGNIER, à M. D. BALY, adjoint ;
- M. Xavier MANGIN, secrétaire général, et en cas d'absence ou d'empêchement de X. MANGIN à Mlle Christelle BARASSI, secrétaire générale adjointe.

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté du 29 mars 2010.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de services déconcentrés de l'État et une copie sera adressée

à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 2 décembre 2010

Le chef du service navigation du nord-est par intérim,  
Jean ABELE

**INSPECTION ACADEMIQUE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

**Extrait de l'arrêté du 10 octobre 2010 portant renouvellement du conseil départemental de l'éducation nationale dans le département de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1er : Les arrêtés des 04-01-2007, 15-01-2007, 26-10-2007, 25-02-2008, 02/07/2008, 27-10-2008, 15-01-2009, 18-05-2009, 16-11-2009 sont abrogés.

Article 2 : Le Conseil Départemental de l'Education Nationale est constitué comme suit :

Membres de droit

Présidents :

- Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle.

## Vice-Présidents :

- Monsieur Jean-Pierre MINELLA, Vice-Président du Conseil Général, délégué aux affaires scolaires,
- Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Directeur des services départementaux de l'Education Nationale.

Membres représentant les communes, le département et la Région (10 membres)

## A) Communes

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Madame Nicole FEIDT Maire de TOUL	Monsieur Jean-François GRANDBASTIEN Maire de FROUARD
Madame Josette RENAUX Maire de BACCARAT	Monsieur Christian SAUNIER Maire de ANCERVILLER
Monsieur Michel MARIUZZO Maire de PIENNES	Monsieur René BOURGEOIS Maire de VARANGEVILLE

## - Au titre de la C.U.G.N.

Madame Sophie MAYEUX Adjointe au Maire de NANCY	Madame Mireille GAZIN Adjointe au Maire de MAXEVILLE
--	---

## B) Département de la Meurthe-et-Moselle

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Monsieur Louis CAUSERO Conseiller Général	Monsieur Bernard MULLER Conseiller Général Maire de BADONVILLER
Monsieur Mathieu KLEIN Vice-Président du Conseil Général	Monsieur Serge DE CARLI Conseiller Général Maire de MONT SAINT MARTIN
Monsieur Jean-Claude PISSENEM Vice-Président du Conseil Général Maire de AZELOT	Monsieur Alde HARMAND Conseiller Général
Monsieur Maurice VILLAUME Vice-Président du Conseil Général Maire de DAMELEVIERES	Madame Michèle PILOT Vice-Présidente du Conseil Général Maire de FOUG
Monsieur Yves WILLER Conseiller Général Maire de MONT - SUR - MEURTHE	Monsieur Claude BLAQUE Vice-Président du Conseil Général

## C) Région lorraine

TITULAIRE	SUPPLEANT
Madame Claudine BARTHELEMY Vice-Présidente du Conseil Régional Déléguée aux lycées	Madame Laurence DEMONET Vice-Présidente du Conseil Régional Déléguée à l'Insertion Professionnelle

Membres représentant les personnels titulaires de l'Etat (10 membres)

## A) Au titre de la F.S.U. (17 A, rue Laurent Bonnevey – 54100 NANCY)

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Monsieur Emmanuel DEGRITOT Professeur des écoles Ecole élémentaire L. Guingot 54670 CUSTINES	Monsieur Henri LOSTETTE Professeur certifié Collège Saint-Exupéry 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT
Monsieur Dominique GERARD Professeur des écoles Ecole élémentaire Paul BERT 54220 MALZEVILLE	Monsieur Didier COLIN Maître-Ouvrier LP Schwartz 54340 POMPEY
Monsieur Vincent BIRCKEL Professeur des écoles Ecole élémentaire Maurice Humbert 54200 TOUL	Monsieur Jackie CESARONI Professeur certifié L.P. Rue de la Tuilerie 54800 JARNY
Monsieur Etienne MASSON Professeur certifié Lycée Majorelle 54200 TOUL	Madame Marie-Rose CORNU Professeur des écoles Ecole maternelle Delaunay 54270 ESSEY-LES-NANCY
Monsieur François WEY Professeur certifié Lycée Héré 54520 LAXOU	Madame Christelle MAUSS Professeur des écoles Ecole maternelle Bonsecours 54000 NANCY

## B) Au titre de U.N.S.A. Education (Tilleul Argenté BP 2079 - E.17 Rue L. Bonnevey - 54100 NANCY)

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Monsieur Jean-Marc DAP Directeur école élémentaire Buthegnémont 54000 NANCY	Monsieur Renaud PARENTELLI Professeur des écoles E.R.E.A. 54150 BRIEY
Madame Magali LECLAIRE Professeur des écoles Ecole maternelle Montessori 54530 PAGNY-SUR-MOSELLE	Monsieur Philippe TURI Professeur des écoles Ecole Elémentaire Didion Raugraff 54000 NANCY
Monsieur Claude THIEBAUT Professeur Certifié Collège de l'Embanie 54110 DOMBASLE-SUR-MEURTHE	Monsieur Gilles RAPIN P.E.G.C. Collège J. Franck 54250 CHAMPIGNEULLES



C) Au titre du S.G.E.N. – C.F.D.T. (20, rue des Glacis – BP 32240 - 54022 NANCY CEDEX)

TITULAIRE	SUPPLEANT
Monsieur Ludovic KELLER Professeur des écoles Ecole primaire 54760 MOIVRONS	Madame Viviane HUNTZINGER Professeur certifié Collège René NICKLES 54130 DOMMARTEMONT

D) F.N.E.C. – F.P. – F.O. (12, rue Raugraff - 54000 NANCY)

TITULAIRE	SUPPLEANT
Madame Brigitte KES Professeur certifié Collège J. CALLOT Rue Jacques CALLOT 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY	Monsieur Hervé MAUCHAUFFE Professeur des écoles Ecole maternelle Imbert 54800 JARNY

Membres représentant les usagers (10 membres)

A) Représentants de parents d'élèves (7 membres)

- Au titre de la Fédération des Conseils de Parents d'Elèves F.C.P.E. (11 avenue des Jonquilles - 54500 VANDOEUVRE)

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Monsieur Jaafar GHANBAJA 5, allée de Champagne Résidence Ville de France 54500 VANDOEUVRE	Monsieur Bernard FERY 8 rue Croix la Pâte 54150 BRIEY
Madame Anne DELANZY 2 rue du Rambetant 54110 VARANGVILLE	Monsieur Jean-Loup PETITJEAN 164 rue Jeanne D'Arc 54000 NANCY
Madame Marie-Christine BASTIEN 30 rue du Château 54690 EULMONT	Madame Fabienne PALINIEWICZ 120 rue Jacques Gruber 54710 LUDRES
Monsieur Daniel BUEZ 7 rue des Violettes 54112 ALLAMPS	Monsieur Patrick PEZZETTA 2 rue des Erables 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT
Madame Elise CUVILLON 32 rue Albert Lebrun 54800 CONFLANS-EN-JARNISY	Madame Dominique BERGE 31 rue des Parterres Fleuris 54280 SEICHAMPS
Madame Annick THIMON 1, allée de Beauregard 54520 LAXOU	Monsieur Jean-François ICETA 1 bis rue de Laxou 54000 NANCY

- Au titre de la Fédération des Parents d'Elèves de l'Enseignement Public (F.P.E.E.P.) 1162 rue Gaston Petit - 54700 PONT A MOUSSON

TITULAIRE	SUPPLEANT
Monsieur Vincent FALALA 372 rue Salvador Allende 54230 NEUVES-MAISONS	Madame Annie PERRUCHAUD 141, rue des Frères Lumière 54710 LUDRES

B) Représentant des associations complémentaires (1 membre)

TITULAIRE	SUPPLEANT
Madame Isabelle GIFFART Délégue nationale en région de la Jeunesse au Plein Air 47-49, rue Isabey 54000 NANCY	Madame Isabelle COLIN Responsable de Vacances Loisirs Educatives aux C.E.M.E.A. 23, rue Georges Mouton B.P. 70046 54303 LUNEVILLE CEDEX

C) Personnalités nommées en raison de leur compétence dans le domaine économique, social, éducatif ou culturel (2 membres)

- Personnalité nommée par Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle :

TITULAIRE	SUPPLEANT
Monsieur Jean-Louis CHOIGNOT Président de la Fédération des Œuvres Laiques de Meurthe-et-Moselle 49, rue Isabey 54000 NANCY	Monsieur Michel MOLINET Secrétaire Général de l'Association Régionale des Œuvres Educatives et de Vacances de l'Education Nationale C.O. n° 13 54035 NANCY CEDEX

- Personnalité nommée par Monsieur le Président du Conseil Général :

TITULAIRE	SUPPLEANT
Monsieur Jean-Paul LACRESSE Président de l'Union Départementale des Associations Familiales 38, rue Sainte Catherine 54000 NANCY	Madame Christine LIGNIER Administratrice à l'U.D.A.F.  9 rue de l'Aulnois 54119 DOMGERMAIN

Membre à titre consultatif

Un délégué départemental de l'Education Nationale

Monsieur Claude RICHARD  
16, Allée des Bégonias  
54300 LUNEVILLE

Article 3 : Conformément aux dispositions du Code de l'Education, la durée du mandat des membres titulaires et suppléants du Conseil Départemental de l'Education Nationale est de 3 ans.

Article 4 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont ampliation sera adressée à chacun des membres.

Nancy, le 10 octobre 2010

Le préfet,  
Dominique BELLION

## AUTRES SERVICES

### CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY

#### Décision n° 044/10 de délégation de signature du 2 novembre 2010

Le directeur,

VU l'article L.6143-7 du Code de la Santé Publique ;

VU les articles D 6143-33 à D 6143-36 du Code de la Santé Publique ;

VU l'information qui sera donnée au Conseil de Surveillance en date du 17 décembre 2010 ;

VU le tableau des attributions des directions fonctionnelles du Centre Psychothérapique de Nancy ;

VU l'arrêté du 11/12/2008 nommant Monsieur Gilles BAROU dans les fonctions de Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy avec une prise de fonction à compter du 16 février 2009 ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2010 nommant Monsieur Sébastien MESTELAN dans les fonctions de Directeur Adjoint au Centre Psychothérapique de Nancy ;

VU la décision N° 028/08 du 19 juin 2008 du Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy désignant Monsieur Georges PIERRON, Directeur des Soins, dans les fonctions de Directeur des Soins-Coordonnateur des Instituts rattachés au CPN (Institut de Formation des Cadres de Santé et Institut de Formation en Soins infirmiers) à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2008 ;

VU la décision N° 029/08 du 19 juin 2008 du Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy désignant Mme DANAN Jane-Laure Adjoint pour l'IFSI au Directeur des Soins-Coordonnateur des Instituts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2008 ;

VU la décision N° 030/08 du 19 juin 2008 du Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy désignant M. HUREAUX Claude Adjoint pour l'IFCS au Directeur des Soins-Coordonnateur des Instituts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2008 ;

#### DECIDE

Article 1er : La décision n° 035/10 du 21 juin 2010 est annulée.

Article 2 : Délégation

Délégation permanente est donnée à Monsieur Sébastien MESTELAN, Directeur Adjoint chargé des Ressources Humaines, dans les domaines de compétences et sous les réserves ci-après :

I - Questions relatives à la gestion du personnel non médical et médical

a) Délégation permanente est donnée à Monsieur Sébastien MESTELAN à l'effet de signer :

- tous les documents, certificats, attestations, conventions, contrats, décisions administratives, notes d'information, correspondances et bordereaux relevant de l'activité de la Direction des Ressources Humaines à l'exclusion des correspondances aux services ministériels ou impliquant des dispositifs réglementaires internes et des notes de service,
- les décisions y compris les suspensions, conventions et contrats relatifs à la gestion du personnel à l'exclusion de celles ayant trait aux sanctions disciplinaires,

b) Délégation permanente est donnée à Madame Michèle GUEFVENEU, Attachée d'Administration Hospitalière, à l'effet de signer :

- tous les documents, certificats, attestations, conventions, contrats, décisions administratives, notes d'information, correspondances et bordereaux relevant de l'activité de la Direction des Ressources Humaines à l'exclusion des correspondances aux services ministériels ou impliquant des dispositifs réglementaires internes et des notes de service,
- les décisions y compris les suspensions, conventions et contrats relatifs à la gestion du personnel à l'exclusion de celles ayant trait aux sanctions disciplinaires,
- En cas d'absence de Monsieur MESTELAN et de Madame Michèle GUEFVENEU, Mesdames Brigitte CHEVALLIER, Josette GARNY et Nathalie LIENARD, Adjointes des Cadres Hospitaliers, recevront délégation à l'effet de signer les notes d'information et correspondances courantes relevant du bureau de la gestion du personnel.

II - Questions relatives à la Formation Continue

a) Délégation permanente est donnée à Monsieur Sébastien MESTELAN à l'effet de signer :

- tous les documents, conventions, notes d'information, certificats, attestations, correspondances et bordereaux concernant la formation continue à l'exclusion des correspondances aux services ministériels et des notes de service.

b) En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Sébastien MESTELAN, la délégation susvisée sera exercée par Madame Michèle GUEFVENEU, Attachée d'Administration Hospitalière.

c) Délégation permanente est donnée à Monsieur MUNERELLE Didier, responsable du bureau de la formation continue, à l'effet de signer toutes correspondances aux personnels de l'établissement relatives à l'organisation et au déroulement de leur action de formation.

III - Questions relatives à la gestion des Instituts et ne relevant pas du rôle spécifique du directeur des soins-coordonnateur des instituts concernant la formation et l'encadrement des étudiants (Décret n°2002-550 du 19 avril 2002 portant statut particulier du corps de directeur des soins de la Fonction Publique Hospitalière)

a) Délégation permanente est donnée à Monsieur Sébastien MESTELAN à l'effet de signer, concernant la gestion de l'IFCS et de l'IFSI en lien avec l'établissement de santé :

- tous les documents, conventions, contrats, notes d'information, certificats, attestations, correspondances et bordereaux à l'exclusion des correspondances aux services ministériels, des correspondances impliquant des dispositifs réglementaires internes et des notes de service.

b) Délégation permanente est donnée à Mme DANAN Jane-Laure, nommée adjoint pour l'IFSI au directeur des soins-coordonnateur des Instituts, à effet de signer :

- pour la gestion des ressources humaines, toutes pièces liées à l'absentéisme des personnels de l'IFSI,
- pour la maintenance de l'IFSI et son fonctionnement général : les commandes de petits matériels, outillages et réparations courantes, les commandes de fournitures de bureau,

c) Délégation permanente est donnée à M. HUREAUX Claude, nommé adjoint pour l'IFCS au directeur des soins-coordonnateur des Instituts, à effet de signer :

- pour la gestion des ressources humaines, toutes pièces liées à l'absentéisme des personnels de l'IFCS,
- pour la maintenance de l'IFCS et son fonctionnement général : les commandes de petits matériels, outillages et réparations courantes, les commandes de fournitures de bureau,

d) En cas d'absence de Monsieur Sébastien MESTELAN, délégation est donnée à Mme DANAN Jane-Laure, à effet de signer :

- tous les documents nécessaires à la gestion des affaires courantes de l'IFSI à l'exception de ceux adressés aux institutions extérieures à l'établissement : Ministère, ARS, Conseil Régional, Universités.

e) En cas d'absence de Monsieur Sébastien MESTELAN, délégation est donnée à M. HUREAUX Claude, à effet de signer :  
- tous les documents nécessaires à la gestion des affaires courantes de l'IFCS à l'exception de ceux adressés aux institutions extérieures à l'établissement : Ministère, ARS, Conseil Régional, Universités.

Article 3 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Sébastien MESTELAN, Directeur Adjoint, à effet de signer au nom de Monsieur Gilles BAROU, Directeur, en son absence :

- les conventions,
- tous documents et correspondances,
- communication et copies de pièces.

Article 4 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Sébastien MESTELAN, Directeur Adjoint, à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins, relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Article 5 : Les signatures des agents visés à l'article 2 sont annexées à la présente décision. Elles doivent être précédées de la mention "Pour le Directeur et par délégation" suivie du grade et des fonctions du signataires.

Le prénom et le nom dactylographiés des signataires devront suivre leur signature manuscrite.

Article 6 : La présente délégation prend effet le 02 novembre 2010. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle. Laxou, le 2 novembre 2010

Le directeur,  
Gilles BAROU

## MATERNITE REGIONALE UNIVERSITAIRE DE NANCY

### Arrêté du 2 novembre 2010 accordant délégation de signature

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du CHU et de la Maternité Régionale Universitaire de Nancy,

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 6143-33 et suivants du code de la santé publique,

Vu le décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs des établissements hospitaliers publics,

Vu la convention de direction commune entre le CHU et la Maternité Régionale Universitaire du 2 novembre 2010,

Vu la décision de nomination en date du 21 mai 2008, nommant Monsieur Sylvain GROB, Ingénieur chef, à la Maternité Régionale de Nancy,

Vu la délégation de signature principale n°2010/001 en date du 2 novembre 2010,

#### DECIDE

Article 1 : Délégation principale est donnée à Monsieur Philippe BOULANGE, Directeur de la Maternité Régionale Universitaire, pour signer l'ensemble des documents, actes administratifs, décisions, documents budgétaires sans limitation ni d'objet, ni de montant, rendus utiles et nécessaires pour assurer le fonctionnement et la continuité de l'établissement, y compris les documents à transmettre à l'autorité judiciaire.

Article 2 : Délégation secondaire est donnée à Monsieur Sylvain GROB, Ingénieur Chef, en l'absence de Monsieur Philippe VIGOUROUX et Monsieur Philippe BOULANGE, pour signer l'ensemble des documents, actes administratifs, décisions, documents budgétaires sans limitation de montant, rendus utiles et nécessaires pour assurer le fonctionnement et la continuité de l'établissement, y compris les documents à transmettre à l'autorité judiciaire, à l'exception des documents en relation avec ceux dont lui-même ou l'un des ses propres délégataires seraient déjà signataires (Mandatement de factures de travaux ou de commandes des Services techniques en particulier)

Article 3 : Ces délégations principale et secondaire sont assorties de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires en vigueur,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés,
- de rendre compte des opérations effectuées au chef d'établissement.

Article 4 : Les titulaires de ces délégations ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leurs délégations et, sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 5 : La présente délégation prend effet à compter du 2 novembre 2010.

Article 6 : Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet, est rapportée.

Nancy, le 2 novembre 2010

En quatre exemplaires originaux  
Le Directeur Général,  
Philippe VIGOUROUX

### Arrêté du 2 novembre 2010 accordant délégation de signature à la direction des ressources humaines

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du CHU et de la Maternité Régionale Universitaire de Nancy,

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 714-12-1 et suivants du code de la santé publique,

Vu la convention de direction commune entre le CHU et la Maternité Régionale Universitaire du 2 novembre 2010,

Vu la décision de nomination de Madame Christelle LEFEVER à la Maternité régionale de NANCY,

Vu la délégation de signature principale n°2010/001 en date du 2 novembre 2010,

#### DECIDE

Article 1 : Délégation permanente est donnée à Madame Christelle LEFEVER pour signer, en lieu et place du directeur de l'établissement, l'ensemble des titres de recettes, mandats de paiement, les notes et différents documents se rapportant à l'organisation et au fonctionnement de la direction des ressources humaines.

Article 2 : Délégation permanente est donnée à Madame Christelle LEFEVER pour signer, en lieu et place du directeur de l'établissement, les contrats de travail de droit public et leurs différents avenants, les décisions d'avancement d'échelon, de mutation, de recrutement et de titularisation des agents sous statut de la fonction publique hospitalière.

Sont exclus de cette délégation permanente les décisions et documents suivants :

- avancements de grade des personnels médicaux et non médicaux,
- décisions de titularisation, nomination et contrats des personnels médicaux et agents de catégorie A.
- notes, correspondances et décisions se rapportant à une procédure disciplinaire.

Article 3 : Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet est rapportée.

Nancy, le 2 novembre 2010

En quatre exemplaires originaux  
Le Directeur Général,  
Philippe VIGOUROUX

### Arrêté du 2 novembre 2010 accordant délégation de signature aux services financiers

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du CHU et de la Maternité Régionale Universitaire de Nancy,

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 6143-33 et suivants du code de la santé publique,

Vu la convention de direction commune entre le CHU et la Maternité Régionale Universitaire du 2 novembre 2010,

Vu la décision du 30 juillet 2006 nommant Madame Julie GUER, adjoint des cadres à la Maternité Régionale de Nancy,  
Vu la délégation de signature principale n°2010/001 en date du 2 novembre 2010,

**D E C I D E**

Article 1 : En l'absence de Monsieur Philippe VIGOUROUX et Monsieur Philippe BOULANGE, délégation est donnée à Madame Julie GUER pour signer en leur nom et place, l'ensemble des titres de recettes et des mandats émis par l'établissement, ainsi que différents documents portant mobilisation ou remboursement de la ligne de trésorerie, les notes et différentes correspondances se rapportant à l'organisation et au fonctionnement des services financiers et du bureau Admissions-Facturation.

Article 2 : Le délégataire doit s'assurer de la légalité des décisions, actes administratifs, notes et documents signés de sa main établis en vertu de la présente décision.

Article 3 : Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet est rapportée.

Nancy, le 2 novembre 2010

En quatre exemplaires originaux  
Le Directeur Général,  
Philippe VIGOUROUX

---

**Arrêté du 2 novembre 2010 accordant délégation de signature au département d'information médicale**

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du CHU et de la Maternité Régionale Universitaire de Nancy,

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 6143-33 et suivants du code de la santé publique,

Vu la convention de direction commune entre le CHU et la Maternité Régionale Universitaire du 2 novembre 2010,

Vu l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> juillet 2001 nommant Madame le Docteur Jeanne FRESSON chef de service du département d'information médicale de la Maternité Régionale de NANCY,

Vu l'arrêté ministériel en date du 1<sup>er</sup> juillet 2007, nommant Madame le Docteur Annick VALENCE, praticien hospitalier à la Maternité Régionale de NANCY,

Vu la délégation de signature principale n°2010/001 en date du 2 novembre 2010,

**D E C I D E**

Article 1 : Délégation permanente est donnée à Madame Jeanne FRESSON, chef de service du DIM de la Maternité régionale pour communiquer aux patients qui en manifestent la volonté, les informations et les documents médicaux les intéressant dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires.

Article 2 : En cas d'empêchement de Madame le Docteur Jeanne FRESSON, chef de service du DIM, délégation est donnée à Madame le Docteur Annick VALENCE, pour communiquer aux patients qui en manifestent la volonté, les informations et les documents médicaux les intéressant dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires.

Article 3 : Le délégataire doit se conformer aux dispositions législatives et réglementaires opposables. Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet est rapportée.

Nancy, le 2 novembre 2010

En quatre exemplaires originaux  
Le Directeur Général,  
Philippe VIGOUROUX

---

**Arrêté du 2 novembre 2010 accordant délégation de signature à la pharmacie**

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du CHU et de la Maternité Régionale Universitaire de Nancy,

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 714-12-1 et suivants du code de la santé publique,

Vu la convention de direction commune entre le CHU et la Maternité Régionale Universitaire du 2 novembre 2010,

Vu l'arrêté ministériel du 18 décembre 2000 nommant Mademoiselle Monique LUX chef de service de la pharmacie de la Maternité Régionale de NANCY,

Vu la nomination de Madame Bérengère VIDAL, praticien hospitalier à la Maternité Régionale de NANCY en date du 1<sup>er</sup> juillet 2007,

Vu la nomination de Monsieur Franck PERRIN, praticien hospitalier à la Maternité Régionale de NANCY en date du 22 juin 2009,

Vu la délégation de signature principale n°2010/001 en date du 2 novembre 2010,

**D E C I D E**

Article 1 : Délégation principale est donnée à Mademoiselle Monique LUX, praticien hospitalier, chef de service de la pharmacie, de l'établissement pour signer en mon nom et place :

- toutes pièces administratives relatives à une commande, un engagement de dépenses et à une liquidation dans les domaines des spécialités pharmaceutiques et des dispositifs médicaux ;
- les documents relatifs à une consultation, une mise en concurrence préalable à la conclusion d'un marché public à l'exclusion du rapport de la personne responsable du marché et de l'acte d'engagement.

Article 2 : En cas d'empêchement ou d'absence conjointe de Mademoiselle LUX, praticien hospitalier, chef de service, délégation secondaire est donnée à :

- Mademoiselle Bérengère VIDAL, praticien hospitalier, pharmacien,
- Monsieur Franck PERRIN, praticien hospitalier, pharmacien,

pour viser toutes les pièces administratives relatives à une commande, un engagement de dépenses et à une liquidation dans les domaines des spécialités pharmaceutiques et des dispositifs médicaux.

Article 3 : En annexe de la présente, figure la liste des comptes pour lesquels les délégataires peuvent signer l'un des actes visés à l'article 1.

Article 4 : Chaque délégataire doit s'assurer de la légalité de chacun des actes administratifs et documents qu'il vise en application de cette décision. Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet est rapportée.

Nancy, le 2 novembre 2010

En quatre exemplaires originaux  
Le Directeur Général,  
Philippe VIGOUROUX

---

**Arrêté du 2 novembre 2010 accordant délégation de signature à la cellule achats et marchés publics**

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du CHU et de la Maternité Régionale Universitaire de Nancy,

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 6143-33 et suivants du code de la santé publique,

Vu la convention de direction commune entre le CHU et la Maternité Régionale Universitaire du 2 novembre 2010,

Vu la décision du 9 novembre 2003 nommant Monsieur Jacques BELGY, attaché d'administration hospitalière à la Maternité Régionale de NANCY,

Vu la délégation de signature principale n°2010/001 en date du 2 novembre 2010,

**D E C I D E**

Article 1 : Délégation est donnée à Monsieur Jacques BELGY, Attaché d'administration, responsable de la cellule Achats et Marchés publics de la Maternité Régionale Universitaire de Nancy pour signer les documents suivants :

- l'ensemble des documents se rapportant aux procédures de mise en concurrence et de conclusions de marchés publics à l'exception du rapport de la personne responsable du marché et de l'acte d'engagement ;
- l'ensemble des documents se rapportant à l'organisation interne de la cellule achats - marchés publics.

Article 2 : Délégation est donnée à Monsieur Jacques BELGY pour signer les bons de commandes et/ou ordres de services ou tout autre document équivalent sans limitation de montant, notamment en application de marchés publics rendus exécutoires, tirés sur les comptes figurant en annexe 1 de la présente.

Article 3 : Chaque délégataire doit s'assurer de la légalité de chacun des actes administratifs et documents qu'il vise en application de cette décision. Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet est rapportée.

Nancy, le 2 novembre 2010

En quatre exemplaires originaux  
Le Directeur Général,  
Philippe VIGOUROUX

#### **Arrêté du 2 novembre 2010 accordant délégation de signature au service hôtelier**

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du CHU et de la Maternité Régionale Universitaire de Nancy,

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 6143-33 et suivants du code de la santé publique,

Vu la convention de direction commune entre le CHU et la Maternité Régionale Universitaire du 2 novembre 2010,

Vu la décision en date du 8 août 2007 nommant Monsieur Jean Marc ANQUETIL agent de maîtrise principal à la Maternité Régionale de NANCY,

Vu la décision en date du 1<sup>er</sup> octobre 2009 nommant Monsieur Frédérique GOZILLON maître ouvrier à la Maternité Régionale de NANCY,

Vu la délégation de signature principale n°2010/001 en date du 2 novembre 2010,

#### **D E C I D E**

Article 1 : Délégation est donnée à Monsieur Jean Marc ANQUETIL, responsable du service restauration pour signer les documents suivants :  
Bons de commandes inférieurs ou égaux à 2000€ sans réserve se rapportant aux comptes :

60231 Pain, farine, biscotte,

6063 Alimentation non stockable ;

Documents se rapportant à l'organisation du service restauration.

Article 2 : En l'absence, et en cas d'empêchement de Monsieur Jean Marc ANQUETIL, délégation secondaire est donnée à Monsieur Frédérique GOZILLON, adjoint responsable du service restauration dans les conditions prévues à l'article premier.

Article 3 : Chaque délégataire doit s'assurer de la légalité de chacun des actes administratifs et documents qu'il vise en application de cette décision. Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet est rapportée.

Nancy, le 2 novembre 2010

En quatre exemplaires originaux  
Le Directeur Général,  
Philippe VIGOUROUX

#### **Arrêté du 2 novembre 2010 accordant délégation de signature aux services techniques, ateliers, atelier biomédical et services de sécurité**

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du CHU et de la Maternité Régionale Universitaire de Nancy,

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 6143-33 et suivants du code de la santé publique,

Vu la convention de direction commune entre le CHU et la Maternité Régionale Universitaire du 2 novembre 2010,

Vu la décision de nomination en date du 21 mai 2008, nommant Monsieur Sylvain GROB, Ingénieur Chef, à la Maternité Régionale de Nancy pour y occuper l'emploi de responsable des services techniques, ateliers, service sécurité et atelier biomédical,

Vu la délégation de signature principale n°2010/001 en date du 2 novembre 2010,

#### **D E C I D E**

Article 1 : Délégation principale est donnée à Monsieur GROB, ingénieur chef, pour signer :

- notes et documents relatifs au fonctionnement et l'organisation des services techniques, ateliers généraux, atelier biomédical et service de sécurité y compris les documents relatifs au fonctionnement technique et en personnel des installations de la Maternité Régionale,
- l'ensemble des ordres de services, actes d'engagement ou tout autre document de nature financière sans limitation de montant, en conformité avec les dispositions du code des Marchés Publics et se rapportant aux comptes visés en annexe de la présente

A ce titre, il peut notamment prendre de manière urgente et sans en référer au chef d'établissement, toutes dispositions et mesures nécessaires à la sécurité des patients, des visiteurs, des personnels ou de tout autre personne présente dans l'enceinte de la Maternité Régionale Universitaire de Nancy. Il peut prendre toutes mesures rendues utiles et nécessaires pour préserver les conditions optimales d'accès au site par les services de secours.

Article 2 : Délégation secondaire est donnée à Monsieur Eric BECKER et Monsieur Teddy HANOTIN pour signer en nom et place de Monsieur GROB les notes et documents et pièces cités dans l'article 1.

Article 3 : En l'absence ou en situation d'empêchement des titulaires des délégations principale et secondaire (visées aux articles 1 et 2), délégation est donnée, au titre des ateliers généraux, à Monsieur Florent MAGNIER et Monsieur Yves VAIRELLES, pour signer les documents suivants :

- bons de commande et ordres de service se rapportant aux comptes visés en annexe 1 dans la limite de 4 500€ hors taxes ;
- bons de commande et ordres de service portant application des marchés publics rendus exécutoires ;
- documents se rapportant à l'organisation et au fonctionnement des services techniques et ateliers.

Article 4 : En l'absence ou en situation d'empêchement des titulaires des délégations principale et secondaire (visées aux articles 1 et 2), délégation est donnée, au titre de l'atelier biomédical, à Monsieur Cyrille BRAKE pour signer les documents suivants :

- ordres de service et bons de commande dans la limite de 4 500€ hors taxes et se rapportant aux comptes suivants :

602631 Atelier biomédical,

606231 Atelier biomédical achats non stockés,

615151 Matériel outillages médicaux,

615162 Maintenance matériel médical ;

- bons de commande et ordres de service portant application des marchés publics rendus exécutoires ;
- documents se rapportant à l'organisation et au fonctionnement de l'atelier biomédical.

Article 5 : En l'absence ou en situation d'empêchement des titulaires des délégations principale et secondaire (visées aux articles 1 et 2), délégation est donnée, au titre du service sécurité, à Monsieur Julien CORNU pour signer les documents utiles au fonctionnement du service.

Article 6 : Chaque délégataire doit s'assurer de la légalité de chacun des actes administratifs et documents qu'il vise en application de cette décision. Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet est rapportée.

Nancy, le 2 novembre 2010

En quatre exemplaires originaux  
Le Directeur Général,  
Philippe VIGOUROUX

**Arrêté du 2 novembre 2010 accordant délégation de signature au service entretien**

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du CHU et de la Maternité Régionale Universitaire de Nancy,

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 6143-33 et suivants du code de la santé publique,

Vu la convention de direction commune entre le CHU et la Maternité Régionale Universitaire du 2 novembre 2010,

Vu la décision en date du 1<sup>er</sup> juin 2006 nommant Madame Christine GIRARDIN sage femme cadre supérieur à la Maternité Régionale de NANCY,

Vu la délégation de signature principale n°2010/001 en date du 2 novembre 2010,

**DECIDE**

Article 1 : Délégation est donnée à Madame Christine GIRARDIN, pour signer les documents suivants :

- Bons de commandes d'un montant inférieur ou égal à 2 000€ sous réserve se rapportant au compte 6283 nettoyage extérieur ;

- Documents se rapportant à l'organisation de l'équipe de suppléance et des prestations de nettoyage de la Maternité.

Article 2 : Chaque délégataire doit s'assurer de la légalité de chacun des actes administratifs et documents qu'il vise en application de cette décision. Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet est rapportée.

Nancy, le 2 novembre 2010

En quatre exemplaires originaux

Le Directeur Général,  
Philippe VIGOUROUX

**Arrêté du 2 novembre 2010 accordant délégation de signature au service informatique**

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du CHU et de la Maternité Régionale Universitaire de Nancy,

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 6143-33 et suivants du code de la santé publique,

Vu la convention de direction commune entre le CHU et la Maternité Régionale Universitaire du 2 novembre 2010,

Vu la décision en date du 12 septembre 2009 nommant Monsieur Emmanuel DESVIGNE ingénieur principal à la Maternité Régionale de NANCY,

Vu la délégation de signature principale n°2010/001 en date du 2 novembre 2010,

**DECIDE**

Article 1 : Délégation identique est donnée à Monsieur DESVIGNE et à Madame DOUCHIN selon leur présence respective, pour signer les documents suivants :

Bons de commandes d'un montant inférieur ou égal à 4500€ sous réserve se rapportant aux comptes suivants :

602633 Ateliers informatiques,

602652 Fournitures informatiques,

606252 Fournitures informatiques,

615154 Matériel informatique médical,

615161 Maintenance informatique médical,

615254 Matériel informatique ;

Article 2 : Chaque délégataire doit s'assurer de la légalité de chacun des actes administratifs et documents qu'il vise en application de cette décision. Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet est rapportée.

Nancy, le 2 novembre 2010

En quatre exemplaires originaux

Le Directeur Général,  
Philippe VIGOUROUX

---

**AVIS ET COMMUNICATIONS****CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY***Service concours et examens***Avis de recrutement sans concours en date du 18 novembre 2010 dans le grade d'adjoint administratif hospitalier de 2<sup>ème</sup> classe**

En application du décret n° 90-839 du 21 septembre 1990 (art.12), modifié relatif au Recrutement sans Concours des Adjoints Administratifs Hospitaliers de 2<sup>ème</sup> classe, sont à pourvoir après inscription sur une liste d'aptitude :

- 32 postes d'Adjoints Administratifs Hospitaliers de 2<sup>ème</sup> classe au CHU de NANCY

Modalités de candidatures

Aucune condition de titres ou de diplômes n'est exigée pour faire acte de candidature.

Modalités d'inscription sur cette liste d'aptitude

Cette liste sera la résultante de :

1. Examen des demandes de candidature par une commission

2. Après sélection par la commission, audition publique des candidats préalablement retenus.

Dépôt des demandes de candidatures

Les demandes d'inscription constituées de :

- une lettre de candidature

- un curriculum vitae détaillé indiquant les formations suivies et les emplois occupés avec précision des durées

sont à adresser à :

Centre Hospitalier Universitaire de NANCY

Direction des Ressources Humaines

Service des Concours et Examens – Bureau n° 18

29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny – C.O. 60034

54035 NANCY CEDEX

- par lettre recommandée avec accusé réception

ou

déposée au Bureau n° 18 – Service des Concours et Examens contre la remise d'une attestation de dépôt.

UN DÉLAI DE 2 MOIS EST IMPARTI POUR DÉPOSER SA CANDIDATURE A COMPTER DE LA DATE DE PUBLICATION DE CET AVIS

Nancy, le 18 novembre 2010

La directrice des ressources humaines,  
Diane PETTER

**Avis de recrutement sans concours en date du 18 novembre 2010 dans le grade d'agent des services hospitaliers qualifié**

En application du décret n° 2007-1188 du 3 août 2007 (art. 10), relatif au Recrutement sans Concours des Agents des Services Hospitaliers Qualifiés, sont à pourvoir après inscription sur une liste d'aptitude :

- 39 postes d'Agents des Services Hospitaliers Qualifiés au CHU de NANCY

Modalités de candidatures

Aucune condition de titres ou de diplômes n'est exigée pour faire acte de candidature.

Modalités d'inscription sur cette liste d'aptitude

Cette liste sera la résultante de :

1. Examen des demandes de candidature par une commission
2. Après sélection par la commission, audition publique des candidats préalablement retenus.

Dépôt des demandes de candidatures

Les demandes d'inscription constituées de :

- une lettre de candidature

- un curriculum vitae détaillé indiquant les formations suivies et les emplois occupés avec précision des durées

sont à adresser à :

Centre Hospitalier Universitaire de NANCY

Direction des Ressources Humaines

Service des Concours et Examens – Bureau n° 18

29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny – C.O. 60034

54035 NANCY CEDEX

- par lettre recommandée avec accusé réception

ou

déposée au Bureau n° 18 – Service des Concours et Examens contre la remise d'une attestation de dépôt.

**UN DÉLAI DE 2 MOIS EST IMPARTI POUR DÉPOSER SA CANDIDATURE A COMPTER DE LA DATE DE PUBLICATION DE CET AVIS**

Nancy, le 18 novembre 2010

La directrice des ressources humaines,  
Diane PETTER

---

**CENTRE HOSPITALIER DE PONT-A-MOUSSON****Avis de recrutement sans concours en date du 11 octobre 2010 dans le corps d'adjoint administratif 2<sup>ème</sup> classe au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON**

Un recrutement sans concours sera prochainement organisé en vue de pourvoir un poste d'adjoint administratif de 2<sup>ème</sup> Classe.

Référence : Décret n°90-839 du 21 septembre 1990 (art 12) modifié par le Décret n°2007-1184 du 03 Août 2007 relatif au recrutement sans concours des Adjointes Administratifs de 2<sup>ème</sup> Classe.

Conditions : Aucune condition de titres ou de diplômes n'est exigée. Les candidats ne doivent pas être âgés de plus de 55 ans au 1<sup>er</sup> janvier 2010, sans préjudice des dispositions légales au recul des limites d'âge pour l'accès aux emplois publics.

Réception et clôture des inscriptions : une lettre de motivation ainsi qu'un curriculum vitae détaillé indiquant les formations suivies et les emplois occupés avec précision des durées, adressés au Directeur doivent nous parvenir, sous pli recommandé, au Centre Hospitalier de Pont à Mousson – Place Colombé B.P. 269 54700 PONT A MOUSSON.

Seuls seront convoqués à l'entretien prévu à l'article 12 les candidats préalablement retenus par la commission de sélection.

Date limite du dépôt du dossier de candidature : 2 mois à compter de la publication du présent avis.

Pont-à-Mousson, le 11 octobre 2010

Le directeur,  
Jean LEFEBVRE

